



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – avril 2023

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Valeur du contrat : 814 741,30 \$

Date d'octroi du contrat : 19 décembre 2022

Date de livraison : 11 mai 2023

Numéro d'enregistrement : POR-053-22

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Avril 2023

Ce rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel pour le Bureau du Conseil privé. Le deuxième cycle de la première année de l'étude s'est déroulé entre le 4 avril et le 27 avril 2023 et comptait douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus).

This publication is also available in English under the title: Final Report – Continuous Qualitative Data Collection of Canadians' Views – April 2023.

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Toute autre utilisation exige l'autorisation écrite préalable du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à <por-rop@pco-bcp.ca> ou par la poste à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, bureau 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue

CP12-4F-PDF

Numéro international des publications en série (ISSN)

ISSN 2816-9379

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-053-22)

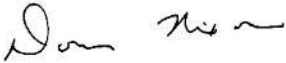
CP12-4E-PDF (rapport final, anglais)

ISSN 2816-9360

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date : Le 11 mai 2023

Donna Nixon, associée
The Strategic Counsel

Table des matières

Résumé.....	4
Introduction	4
Méthodologie.....	6
Principales constatations	8
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)	8
Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)	9
Budget 2023 (résidents de grandes villes de l'Alberta, résidents du nord de l'Ontario).....	12
Image de marque du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (résidents de grandes villes de l'Alberta)	14
Tarification du carbone (résidents du nord de l'Ontario, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique)	15
Changements climatiques (parents de la classe moyenne de la Nouvelle-Écosse, résidents du nord de la Colombie-Britannique)	15
Services du gouvernement fédéral (fréquents utilisateurs de services fédéraux de grandes villes des Prairies).....	17
Coût de la vie (parents de la classe moyenne de la Nouvelle-Écosse)	17
Cryptomonnaie (résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier)	18
Sécurité en ligne (fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec, résidents de grandes villes de la Saskatchewan et du Manitoba, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique)	19
Intelligence artificielle (résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier)	20
Sécurité communautaire (résidents de grandes villes de la Saskatchewan et du Manitoba, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique, usagers du transport en commun de la RGT, aînés de la ville de Québec occupant un emploi)	21
Protection et promotion du français (aînés de la ville de Québec occupant un emploi)	22
Enjeux locaux (résidents du nord de la Colombie-Britannique)	23
Résultats détaillés.....	25
Chronologie des annonces en avril	26
Le gouvernement du Canada dans l'actualité.....	29
Consommation de nouvelles (fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec)	31
Mesures présentées dans le budget 2023 (résidents de grandes villes de la Saskatchewan et du Manitoba)	32
Pont de Québec (aînés de la ville de Québec occupant un emploi).....	32
Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)	33
Transport en commun (usagers du transport en commun de la RGT)	35

Langues officielles (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec)	36
Perspectives économiques (résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier)	37
Les aînés (aînés de la ville de Québec occupant un emploi).....	38
Budget 2023 (résidents de grandes villes de l'Alberta, résidents du nord de l'Ontario).....	40
Image de marque du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (résidents de grandes villes de l'Alberta).....	44
Tarifification du carbone (résidents du nord de l'Ontario, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique).....	49
Changements climatiques (parents de la classe moyenne de la Nouvelle-Écosse, résidents du nord de la Colombie-Britannique).....	51
Comportements associés aux changements climatiques (parents de la classe moyenne de la Nouvelle-Écosse)	51
Impacts des changements climatiques et adaptation (résidents du nord de la Colombie-Britannique)	52
Services du gouvernement fédéral (fréquents utilisateurs de services fédéraux de grandes villes des Prairies).....	54
Coût de la vie (parents de la classe moyenne de la Nouvelle-Écosse).....	55
Cryptomonnaie (résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier)	56
Sécurité en ligne (fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec, résidents de grandes villes de la Saskatchewan et du Manitoba, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique).....	57
Mésinformation (fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec).....	60
Intelligence artificielle (résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier)	61
Sécurité communautaire (résidents de grandes villes de la Saskatchewan et du Manitoba, usagers du transport en commun de la RGT, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique, aînés de la ville de Québec occupant un emploi)	62
Réforme du système de libération sous caution (usagers du transport en commun de la RGT, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique, aînés de la ville de Québec occupant un emploi).....	63
Protection et promotion du français (aînés de la ville de Québec occupant un emploi)	65
Enjeux locaux (résidents du nord de la Colombie-Britannique).....	66
Annexe A – Questionnaires de recrutement.....	68
Questionnaire de recrutement, version anglaise	69

Questionnaire de recrutement, version française.....	82
Annexe B – Guides de discussion	92
Guide du modérateur, version anglaise.....	93
Guide du modérateur, version française	126
Annexe C – Concepts publicitaires	162
Image de marque du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (résidents de grandes villes de l’Alberta).....	163

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles continus de recherche par groupes de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 4 avril et le 27 avril 2023 à différents endroits du pays, en Alberta, en Ontario, en Saskatchewan, au Manitoba, au Canada atlantique, au Québec, en Nouvelle-Écosse et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Ce cycle de l'étude a fait une large place aux priorités et à la performance du gouvernement du Canada en ce qui a trait à une multitude de sujets importants pour les Canadiens. Ainsi, certains groupes ont pris part à des discussions portant sur les activités du gouvernement fédéral en matière de transport en commun de même que sur les langues officielles, les perspectives économiques du Canada et les enjeux spécifiques aux aînés. Tous les participants sont revenus sur ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu dernièrement au sujet du gouvernement du Canada et quelques groupes ont longuement discuté de leurs habitudes de consommation de nouvelles, des mesures annoncées dans le cadre du budget fédéral 2023 et du pont de Québec.

L'étude a aussi permis d'explorer la question de la sécurité en ligne. À cette fin, des discussions ont été tenues au sein de groupes composés respectivement de résidents de grandes villes de la Saskatchewan et du Manitoba, de résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, de résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique et de fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec. D'autres questions relatives à la technologie ont été examinées, dont l'intelligence artificielle (IA) et la cryptomonnaie, qui ont été débattues par les participants du groupe composé de résidents de l'Ontario travaillant dans le secteur financier. Les participants de la Saskatchewan et du Manitoba, de la région du Grand Toronto (RGT), du Canada atlantique et de la ville de Québec se sont quant à eux prononcés sur la sécurité communautaire et la réforme du système de libération sous caution, tandis que les résidents de l'Alberta et du nord de l'Ontario ont eu de longues discussions sur le budget fédéral 2023.

Divers autres sujets ont été abordés, y compris le système fédéral de tarification du carbone, les changements climatiques et l'environnement, les services du gouvernement fédéral, le coût actuel de la vie, l'image de marque du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) (dans le cadre d'une évaluation de concept), la protection et la promotion du français et les enjeux locaux dans le nord de la Colombie-Britannique.

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans ou plus.
- Les groupes ont été formés principalement en fonction du lieu.
- Pour certains groupes, le recrutement ciblait des segments précis de la population, soit les utilisateurs fréquents ou récents de services fédéraux, les parents de la classe moyenne âgés de 30 à 45 ans et constituant des ménages mono ou biparentaux, les fréquents consommateurs de médias, les usagers fréquents du transport en commun, les travailleurs du secteur financier, et les aînés de 55 ans ou plus occupant un emploi.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Six groupes se composaient de membres de la population générale de grandes villes de l'Alberta, du nord de l'Ontario, de grandes villes de la Saskatchewan et du Manitoba, du nord de la Colombie-Britannique, de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, et de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique.
- Les six autres groupes se composaient de répondants faisant partie des segments de population suivants :
 - Les utilisateurs fréquents ou récents de services fédéraux;
 - Les parents de la classe moyenne âgés de 30 à 45 ans et constituant des ménages mono ou biparentaux;
 - Les fréquents consommateurs de médias;
 - Les usagers fréquents du transport en commun;
 - Les travailleurs du secteur financier;
 - Les aînés de 55 ans ou plus occupant un emploi;
- Les trois groupes tenus au Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes se sont déroulés en anglais.
- Les rencontres de ce cycle ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 85 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a reçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 100 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Grandes villes de l'Alberta	1	Anglais	4 avril	20 h à 22 h	Population générale	7
Nord de l'Ontario	2	Anglais	5 avril	18 h à 20 h	Population générale	7
Grandes villes des Prairies (Alb., Sask., Man.)	3	Anglais	11 avril	20 h à 22 h	Utilisateurs fréquents ou récents de services fédéraux	8
Nouvelle-Écosse	4	Anglais	12 avril	17 h à 19 h	Parents de la classe moyenne âgés de 30 à 45 ans et constituant des ménages mono ou biparentaux	6
Grandes villes du Québec	5	Français	13 avril	18 h à 20 h	Fréquents consommateurs de médias	7
Grandes villes des Prairies (Sask., Man.)	6	Anglais	17 avril	20 h à 22 h	Population générale	7
Région du Grand Toronto (RGT)	7	Anglais	18 avril	18 h à 20 h	Usagers fréquents du transport en commun	7
Nord de la Colombie-Britannique	8	Anglais	19 avril	21 h à 23 h	Population générale	8
Grandes villes et villes de taille moyenne du Québec	9	Français	20 avril	18 h à 20 h	Population générale	7
Grandes villes de l'Ontario	10	Anglais	25 avril	18 h à 20 h	Travailleurs du secteur financier	8
Petites villes et villes de taille moyenne du Canada atlantique	11	Anglais	26 avril	17 h à 19 h	Population générale	7
Ville de Québec	12	Français	27 avril	18 h à 20 h	Aînés de 55 ou plus occupant un emploi	6
Nombre total de participants						85

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Chaque rencontre a débuté par une discussion sur ce que les participants avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada dans les jours précédents. Une foule de mesures et d'initiatives leur sont revenues à l'esprit, dont le dépôt du budget fédéral 2023, les interruptions de travail des fonctionnaires en raison de la grève déclenchée par les membres de l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC), la décision du gouvernement du Canada de hausser le salaire minimum fédéral à compter du 1^{er} avril 2023, l'annonce de la Banque du Canada concernant le maintien de son taux d'intérêt à 4,5 %, la reprise par l'Agence du Revenu du Canada (ARC) de ses activités de recouvrement des dettes auprès des contribuables ayant un solde dû et les enquêtes en cours au sujet des allégations d'ingérence de la Chine au Canada lors des récentes élections fédérales.

Les participants se sont également souvenus de mesures et d'initiatives du gouvernement du Canada sur la scène internationale. Il a ainsi été question de l'aide financière et militaire continue apportée à l'Ukraine, de la suspension temporaire des activités diplomatiques canadiennes au Soudan à la suite d'une recrudescence de la violence et de l'agitation civile au pays et de la participation du premier ministre au sommet Global Citizen NOW dont l'objectif consiste à trouver des stratégies à long terme pour s'attaquer à des questions urgentes, comme les changements climatiques, l'insécurité alimentaire et l'inégalité de genre partout dans le monde.

Consommation de nouvelles (fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec)

Deux groupes du Québec ont discuté brièvement de leurs habitudes de consommation de nouvelles. Invités à nommer leurs principales sources de nouvelles, les participants des deux groupes ont cité des réseaux de télévision tels que TVA, des médias écrits, dont La Presse et Le Journal de Montréal, et des émissions de radio, notamment de Radio-Canada. Un certain nombre disaient se renseigner sur les plateformes de médias sociaux comme Twitter, Instagram et Facebook ou grâce au bouche-à-oreille auprès de la famille, des amis et des collègues. Appelés à dire comment ils faisaient pour décider si une source de nouvelles était digne de confiance ou non, de nombreux participants affirmaient s'efforcer de vérifier l'information sur d'autres sources, y compris l'absence de parti pris de la part du journaliste ou de l'organisme de presse. Lorsque nous leur avons demandé où ils obtenaient des nouvelles ou de l'information sur le gouvernement du Canada, la plupart ont mentionné des sources officielles, notamment les sites Web fédéraux, les comptes vérifiés des plateformes comme LinkedIn et des médias de confiance tels que Radio-Canada et La Presse.

Mesures présentées dans le budget 2023 (résidents de grandes villes de la Saskatchewan et du Manitoba)

Un groupe a discuté plus longuement des mesures annoncées dans le cadre du budget fédéral 2023. Personne ne se souvenait au départ de mesures ou d'initiatives contenues dans le budget, mais

lorsqu'interrogés explicitement à ce sujet, plusieurs participants disaient avoir entendu parler de l'annonce relative au remboursement unique pour l'épicerie destiné aux Canadiens à faible revenu qui peinent actuellement à composer avec le coût de la vie. Même s'ils s'attendaient à ce que cette mesure soit utile à certains ménages à court terme, tous convenaient qu'elle aurait peu d'impact à long terme pour aider les Canadiens à gérer le coût de la vie. Invités à dire s'ils avaient entendu parler de l'annonce concernant l'élargissement des critères d'admissibilité à la nouvelle Prestation dentaire canadienne, plusieurs ont répondu par l'affirmative. Malgré le fait qu'ils n'en profiteraient pas eux-mêmes, pratiquement tous les participants jugeaient cette initiative importante.

Pont de Québec (aînés de la ville de Québec occupant un emploi)

Un groupe a pris part à une brève discussion sur le pont de Québec. Nous avons d'abord demandé aux participants ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu récemment au sujet du pont. Si quelques-uns avaient l'impression que le pont nécessitait des travaux d'entretien et de peinture, personne n'a été en mesure de donner des précisions à ce sujet. À la question de savoir qui était responsable du pont de Québec, plusieurs pensaient que la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (le CN) en était le propriétaire-exploitant et que l'entretien courant du pont relevait principalement du CN. Tous considéraient le pont comme un enjeu important pour Québec et le jugeaient encore essentiel pour faciliter le transport routier, ferroviaire et piétonnier dans la province. Invités à dire si le gouvernement fédéral devrait envisager d'acquérir le pont du CN, pratiquement tous les participants étaient favorables à cette idée, compte tenu du rôle vital que le pont joue dans les infrastructures et l'économie du Québec.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)

Tous les groupes ont pris part à des discussions sur divers problèmes auxquels les Canadiens sont confrontés à l'heure actuelle, et donné leur opinion de la gestion qu'en fait le gouvernement fédéral. Nous leur avons d'abord demandé dans quels domaines le gouvernement fédéral leur semblait avoir fait du bon travail ces derniers temps. Les participants ont fourni un éventail de réponses. Ils ont mentionné les soins de santé abordables au Canada et la perception qu'ils sont de grande qualité, les prestations et soutiens offerts, tels que l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) et l'assurance-emploi (AE), les mesures prises par le gouvernement fédéral pour s'attaquer à des priorités comme les changements climatiques, la place prioritaire accordée à la diversité et à l'inclusivité au sein de la société canadienne, la hausse des niveaux d'immigration, l'aide internationale apportée à d'autres pays, dont l'Ukraine, et les efforts pour favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones.

Les participants ont également signalé différents domaines dans lesquels le gouvernement du Canada pourrait faire mieux. Ils ont cité l'accès aux soins de santé et les délais d'attente prolongés affectant les services d'urgence, l'inflation et le coût élevé de la vie, les pénuries perçues de personnel enseignant et d'autres types d'éducateurs aux niveaux primaire et secondaire, l'augmentation du déficit national et les arriérés perçus relativement au traitement de documents importants, dont les demandes d'immigration et de passeport.

Questionnés sur les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité à l'avenir, beaucoup de participants ont de nouveau fait part de préoccupations relatives à l'inflation et à la hausse du coût de la vie. Selon eux, le gouvernement fédéral devrait en faire plus afin de rendre la vie plus abordable pour les Canadiens, grâce notamment à des mesures touchant l'épicerie, le carburant, le logement, le prix des forfaits cellulaires et d'autres secteurs essentiels. Aux yeux de nombreux participants, il fallait veiller à améliorer le système de santé, y compris réduire les temps d'attente, faire en sorte que les médecins et infirmières puissent exercer plus facilement au Canada et investir davantage dans les domaines tels que la santé mentale. Il importait aussi selon les participants d'apporter des améliorations aux infrastructures routières et autoroutières, de développer les réseaux de transport en commun, d'accroître les ressources dans les secteurs de l'éducation et des forces de l'ordre et de s'attaquer aux enjeux persistants liés aux changements climatiques et à la réconciliation.

Transport en commun (usagers du transport en commun de la RGT)

Les participants de la région du Grand Toronto (RGT) ont discuté brièvement du transport en commun. Ils ont tous mentionné utiliser régulièrement le transport en commun. Invités à dire quel ordre de gouvernement était responsable du transport en commun, la plupart pensaient que ce domaine relevait principalement des provinces. Pour ce qui est du rôle du gouvernement du Canada sur ce plan, plusieurs participants avaient l'impression que les fonds fédéraux servaient souvent à construire de nouvelles infrastructures de transport en commun ainsi qu'à améliorer et entretenir les réseaux existants. Questionnés sur ce que devraient être les principaux objectifs du gouvernement du Canada en matière de transport en commun, un grand nombre de participants croyaient qu'il fallait en faire plus pour faciliter l'accès à ces services. De plus, il était nécessaire d'après eux de rendre le transport en commun plus abordable et d'offrir des réductions aux Canadiens à faible revenu qui empruntent le transport en commun pour vaquer à leurs activités quotidiennes. D'autres étaient d'avis qu'une plus grande attention devait être accordée à la sécurité dans le transport en commun, car il y avait eu une hausse marquée des incidents de harcèlement et des crimes violents dans les trains et les autobus au cours des dernières années.

Lorsque nous leur avons demandé à quel point il est important que le gouvernement fédéral investisse dans l'électrification du transport en commun, les participants avaient des points de vue partagés. Si certains jugeaient essentiel de réduire dans toute la mesure du possible les émissions, pratiquement autant de participants pensaient que l'électrification aurait peu d'impact dans la lutte contre les changements climatiques. Plutôt que de mettre l'accent sur l'électrification des réseaux de transport terrestre, notamment d'autobus, quelques-uns recommandaient d'investir davantage dans l'accroissement des capacités et le prolongement des lignes de métro, estimant ces réseaux plus écoénergétiques à long terme.

Langues officielles (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec)

Un groupe composé de résidents du Québec a discuté de la question des langues officielles du Canada ainsi que de la protection et la promotion du français à l'échelle du pays. La plupart considéraient ces enjeux comme une priorité importante sur laquelle le gouvernement du Canada devait se concentrer, car les francophones vivant à l'extérieur du Québec avaient accès à moins de soutiens et ressources dans leur langue que les anglophones du pays. À la question de savoir si le gouvernement du Canada était sur la bonne voie à cet égard (tant au Québec qu'ailleurs au pays), il y avait pratiquement autant de personnes qui disaient que oui que de participants qui se disaient indécis ou pas assez informés pour se prononcer. Très peu de participants jugeaient que le gouvernement fédéral faisait fausse route. En ce qui concerne d'autres mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour soutenir la langue française au Canada, il fallait d'après plusieurs investir plus de ressources pour former des éducateurs francophones et offrir un meilleur accès aux services en français dans toutes les collectivités canadiennes.

Nous avons présenté aux participants une liste de priorités en matière de langues officielles et demandé de choisir celles qui auraient le plus d'impact à leur avis. Ces derniers considéraient les initiatives visant à augmenter le financement des écoles pour les communautés francophones hors Québec et à investir pour améliorer l'accès aux programmes d'immersion en français et de français langue seconde dans tout le pays comme les plus importantes priorités sur lesquelles le gouvernement du Canada devait travailler. Par ailleurs, il était primordial selon plusieurs que le gouvernement du Canada se concentre sur les objectifs consistant à garantir l'égalité des langues française et anglaise au Canada et à s'assurer que chaque Canadien peut être entendu et compris par un juge dans la langue officielle de son choix devant un tribunal.

Perspectives économiques (résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier)

Nous avons posé quelques questions supplémentaires aux participants du groupe composé de résidents de l'Ontario travaillant dans le secteur financier concernant leurs perspectives et attentes relatives à l'économie canadienne. La plupart pensaient que l'économie était en proie à d'importantes difficultés à l'heure actuelle, qu'elle était devenue de plus en plus instable et qu'une récession était possible dans un avenir rapproché. Partageant leurs perspectives au sujet de l'économie canadienne dans les douze prochains mois, plusieurs s'attendaient à ce qu'un grand nombre de ménages continuent de faire face à des pressions financières et que les entreprises soient de plus en plus nombreuses à prendre des mesures de compression des coûts, comme des mises à pied, dans les mois à venir.

Questionnés sur l'importance pour la croissance économique du plan du gouvernement fédéral d'offrir des services universels de garde d'enfants à 10 \$ par jour (en moyenne), les participants ont formulé des avis partagés. Ils étaient nombreux à penser qu'il serait bon pour l'économie, car il permettrait à un plus grand nombre de parents (en particulier des mères) de retourner sur le marché du travail tout en aidant les familles canadiennes à élever de jeunes enfants. D'autres estimaient en revanche que cette initiative n'aurait qu'un impact modéré sur l'ensemble de l'économie, puisqu'elle profiterait avant tout aux parents de jeunes enfants plutôt qu'à la population générale. Nous avons demandé aux

participants s'ils croyaient que les investissements dans les énergies et les technologies propres auraient un impact positif sur l'économie canadienne. La plupart s'attendaient à ce qu'ils aient peu d'incidence. À leur avis, toute croissance économique dans ce secteur serait probablement neutralisée par les coûts initiaux élevés associés à ces investissements.

Les aînés (aînés de la ville de Québec occupant un emploi)

Un groupe a pris part à une discussion supplémentaire sur les enjeux auxquels sont confrontés les aînés canadiens. Tous les participants étaient âgés de 55 ans ou plus et occupaient présentement un emploi. Interrogés au sujet des principaux enjeux auxquels les aînés faisaient face à l'heure actuelle, les participants ont nommé de nombreux domaines. Beaucoup se sont dits préoccupés à propos des prestations destinées aux aînés, notamment celles versées au titre de la Sécurité de la vieillesse (SV) et du Régime de pension du Canada (RPC), certains estimant qu'il fallait augmenter considérablement les montants de ces soutiens pour tenir compte de la hausse du coût de la vie. Plusieurs ont également cité les problèmes à se loger, y compris la capacité des aînés canadiens à avoir accès à un logement sécuritaire et abordable. D'après les participants, d'autres efforts étaient nécessaires afin de rendre les logements pour aînés plus abordables et s'assurer que les personnes âgées obtiennent des soins à domicile, notamment de la part de préposés aux services de soutien à la personne (PSSP).

Tous convenaient que le gouvernement du Canada faisait actuellement fausse route pour ce qui est d'aider les aînés à composer avec le coût de la vie. En ce qui concerne le prix des logements, certains recommandaient au gouvernement fédéral d'offrir davantage de subventions au logement et d'options de logement abordable aux aînés, en particulier ceux dont le revenu est fixe. Invités à dire si le coût élevé de la vie en ce moment avait eu un impact sur leurs plans de retraite, tous ont répondu par l'affirmative. Un certain nombre craignaient d'avoir à retourner éventuellement sur le marché du travail une fois à la retraite. D'autres s'attendaient à devoir repousser leur retraite d'au moins cinq ans pour pouvoir épargner davantage.

Budget 2023 (résidents de grandes villes de l'Alberta, résidents du nord de l'Ontario)

Dans deux groupes, les participants ont discuté du budget fédéral déposé le 28 mars 2023. Ils n'étaient que quelques-uns à en avoir entendu parler et à avoir écouté l'annonce en direct. Invités à décrire le thème central du budget, les participants ont mentionné les soins de santé, l'énergie propre, la réconciliation avec les peuples autochtones et l'élargissement de la Prestation dentaire canadienne. Lorsque nous leur avons expliqué que les priorités du budget de 2023 étaient de rendre la vie plus abordable pour les Canadiens, améliorer le système de santé public et faire croître l'économie propre, presque tous ont réagi favorablement. Les participants étaient généralement d'avis que ces secteurs étaient les plus préoccupants pour les Canadiens et nécessitaient une plus grande attention du gouvernement fédéral. Questionnés à savoir si le gouvernement du Canada était sur la bonne voie en ce qui concerne ces priorités, les participants ont eu des réactions mitigées. Plusieurs croyaient que bien qu'il ait intensifié ses efforts dernièrement pour régler ces enjeux, bien peu de progrès avaient été réalisés.

Nous avons par la suite présenté aux participants une liste des mesures annoncées dans le cadre du budget et leur avons demandé de choisir celle qui d'après eux aurait le plus grand impact. Les initiatives présentées au groupe de l'Alberta visaient principalement à rendre le coût de la vie plus abordable pour les Canadiens. Parmi les mesures présentées, celles qui consistent à réduire les frais indésirables et à sévir contre les prêts à conditions abusives ont obtenu le plus grand appui des participants. Celle qui vise à augmenter la portion fédérale des bourses d'études postsecondaires de 40 % a aussi suscité des réactions très favorables, certains croyant qu'elle contribuerait sans doute à rendre les études postsecondaires plus accessibles et par conséquent, à accroître les possibilités économiques pour les Canadiens. Le remboursement unique pour l'épicerie accordé aux ménages à faible revenu a reçu un appui modéré, certains étant d'avis qu'il ne réglerait pas les problèmes d'abordabilité à long terme. Quelques participants seulement ont choisi le lancement du nouveau Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété et l'établissement d'un droit à la réparation des biens.

Les résidents du nord de l'Ontario étaient invités à examiner une liste de mesures qui visent à améliorer le système de santé public. Les participants ont préféré l'initiative du gouvernement du Canada qui consiste à aller de l'avant avec les nouvelles ententes de financement avec les provinces et territoires pour s'attaquer aux pénuries de médecins et d'infirmières et réduire les temps d'attente pour les services d'urgence et les tests diagnostiques. Plusieurs ont également souligné l'importance de la mesure qui vise à lutter contre la crise des opioïdes en finançant d'autres initiatives de réduction des méfaits et traitements. La préservation de l'accès à l'avortement et aux autres services de santé sexuelle et reproductive, de même que l'élargissement des critères d'admissibilité à la Prestation dentaire canadienne ont également été perçus comme des mesures importantes par plusieurs participants. Quelques-uns seulement ont choisi les initiatives qui consistent à moderniser le système de soins de santé grâce à une collecte de données améliorée et à élargir les critères d'admissibilité à l'exonération du remboursement des prêts pour les médecins et les infirmières qui choisissent de travailler dans les communautés rurales et éloignées.

Nous avons également présenté aux deux groupes de l'information sur deux priorités visant à faire croître l'économie propre, soit la création d'un nouveau crédit d'impôt pour appuyer la production de technologies propres et la création d'un nouveau crédit pour encourager les investissements visant à renforcer le réseau d'électricité propre au Canada. Dans le premier cas, plusieurs participants étaient incertains de l'impact positif d'une telle initiative. Tandis que quelques-uns espéraient qu'elle mène à la création d'emplois bien rémunérés et à une activité accrue dans le secteur minier, plusieurs étaient d'un autre avis. De nombreux participants ont exprimé des doutes à l'égard de cette initiative en raison des impacts négatifs de l'extraction des minéraux critiques sur l'environnement. En parlant de ce qui arriverait selon eux si le gouvernement fédéral ne priorisait pas les investissements dans les technologies propres, la plupart s'entendaient pour dire que le Canada prendrait du retard sur les autres pays, tant sur le plan économique qu'environnemental.

Sur la question du crédit d'impôt visant à renforcer le réseau d'électricité propre au pays, même si plusieurs étaient d'avis que cette initiative contribuerait à créer des emplois et à assurer la croissance économique dans ce secteur, d'autres avaient des doutes quant aux avantages sur le plan environnemental. Quelques-uns ont exprimé l'avis que la production massive d'électricité requise pour

qu'une proportion importante de Canadiens utilise les technologies comme les véhicules électriques aurait sans doute des impacts négatifs sur l'environnement, et croyaient que cette mesure ne permettrait pas de réduire suffisamment les émissions de gaz à effet de serre. Questionnés sur les raisons pour lesquelles le gouvernement du Canada accordait la priorité à cette initiative, bon nombre de participants avaient l'impression que c'était la direction que prenait l'économie mondiale et que pour demeurer compétitif et compatible avec ses partenaires commerciaux, le Canada devait également investir pour renforcer son réseau électrique.

En ce qui concerne le budget dans son ensemble, plusieurs s'entendaient pour dire que les mesures discutées avaient amélioré leurs impressions des objectifs globaux du gouvernement fédéral. Bien qu'ils fussent généralement d'avis que le succès du budget reposait essentiellement sur l'efficacité de la mise en œuvre de ces initiatives dans les mois à venir, la plupart des participants croyaient que le gouvernement du Canada avait choisi les bonnes priorités. La majorité s'entendait pour dire que si elles étaient mises en œuvre, ces initiatives auraient des répercussions positives sur l'économie, l'environnement et la santé globale des Canadiens.

Image de marque du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (résidents de grandes villes de l'Alberta)

Les participants d'un groupe ont pris part à une discussion sur le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) et évalué des visuels et des phrases conçus pour renseigner les Canadiens au sujet de la *Loi sur la diffusion continue en ligne* (projet de loi C-11). Très peu d'entre eux connaissaient le CRTC et son mandat. Lorsque nous avons montré au groupe le concept créatif en cours d'élaboration par le CRTC, les premières réactions ont varié. Alors que la plupart des participants ont trouvé le concept positif, chaleureux et moderne, quelques-uns n'étaient pas d'accord. Selon eux, la juxtaposition du rouge, de l'orange et du vert dans certains encadrés jurait et leur faisait penser à des feux de circulation. Par ailleurs, les images contenant une caméra leur semblaient un peu étriquées ou surchargées par rapport à celles sans caméra, qui évoquaient un plus grand sentiment d'appartenance à la communauté et une plus grande liberté d'expression.

Tournant ensuite leur attention sur le texte qui accompagne le concept, les participants ont lu une liste de phrases qui pourraient servir dans le cadre de cette campagne d'information. Parmi les choix proposés, *Vos histoires à votre façon*, *Une loi moderne sur la radiodiffusion* et *Plus d'histoires à votre façon* ont recueilli des niveaux d'appui comparables. Personne n'a retenu *Nos histoires à votre façon*. D'après les participants qui préféraient *Une loi moderne sur la radiodiffusion*, ce slogan était le plus direct et allait peut-être apaiser d'éventuelles inquiétudes concernant la censure sur Internet susceptible d'être associée selon eux à la *Loi sur la diffusion en continu en ligne*. Ceux qui avaient choisi la phrase *Vos histoires à votre façon* trouvaient qu'elle communiquait bien l'idée que cette loi favoriserait les contenus les plus significatifs aux yeux des Canadiens. Enfin, *Plus d'histoires à votre façon* a paru à plusieurs participants comme l'option la plus progressiste, car elle évoquait l'inclusion de plus nombreux récits reflétant la diversité de la société canadienne ainsi que l'importance de présenter une multitude de perspectives.

Tarification du carbone (résidents du nord de l'Ontario, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique)

Deux groupes ont eu une discussion portant sur le système de tarification du carbone du gouvernement fédéral. Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de la tarification du carbone au Canada, la plupart ont répondu que oui. Certains se réjouissaient de l'introduction de cette mesure, car elle encouragerait des comportements plus durables et une réduction des émissions, mais presque autant la désapprouvaient. Selon ces derniers, la tarification du carbone avait alimenté la hausse des coûts à la consommation, de sorte que certains Canadiens peinaient à payer les biens et les services essentiels. Un petit nombre de participants seulement connaissaient l'expression « incitatif à agir pour le climat ». Selon certains, il s'agissait d'un montant versé aux Canadiens qui adoptent des comportements écoresponsables, tandis que selon d'autres, c'était un rabais offert lors de l'installation de panneaux solaires, par exemple, ou à l'achat d'un véhicule à zéro émission (VZE).

Même si la plupart des participants étaient satisfaits de voir le gouvernement fédéral encourager les Canadiens à réduire leur empreinte carbone et opter pour des comportements plus durables, presque tous jugeaient le système de tarification du carbone trop compliqué et doutaient que l'initiative permette de réduire les émissions à grande échelle. Beaucoup ont dit ne pas comprendre pourquoi une bonne partie des recettes perçues par l'entremise de ce programme était retournée aux Canadiens au lieu d'être réinvestie dans des initiatives axées sur la durabilité ou des subventions pour les projets de rénovation résidentielle. Quant à savoir si cette initiative aiderait à combattre les changements climatiques, presque tous les participants avaient l'impression que non.

Changements climatiques (parents de la classe moyenne de la Nouvelle-Écosse, résidents du nord de la Colombie-Britannique)

L'environnement et les changements climatiques ont fait l'objet de discussions dans deux groupes. Nos questions ont principalement porté sur les gestes à poser pour devenir plus écoresponsable au quotidien ainsi que sur les conséquences possibles des changements climatiques et les mesures d'adaptation requises pour remédier à ce problème croissant.

Comportements associés aux changements climatiques (parents de la classe moyenne de la Nouvelle-Écosse)

Les résidents de la Nouvelle-Écosse ont discuté des gestes et des comportements que chacun peut adopter pour être plus respectueux de l'environnement dans ses activités quotidiennes. Très peu de participants estimaient que les particuliers ont un rôle à jouer dans la lutte contre les changements climatiques, et plusieurs ont émis l'opinion qu'une action de cet ordre aurait sans doute peu ou pas d'effets vu l'ampleur considérable du problème. Invités à donner des exemples de gestes ou de comportements personnels qui contribueraient à atténuer les effets de changements climatiques, les participants ont cité le recyclage, l'achat de produits avec moins d'emballage, le covoiturage, le télétravail ou le recours à des modes de transport actif comme le vélo ou la marche dans la mesure du possible. Parmi les gestes pour le climat les plus difficiles à poser, plusieurs participants ont mentionné

les coûts élevés de nombreuses mesures avantageuses au plan de l'environnement, par exemple les projets de rénovation domiciliaire, l'achat d'un véhicule électrique (VE) et le choix de consommer des aliments locaux ou biologiques.

Lorsque nous leur avons demandé si la plupart des Canadiens se préoccupaient des changements climatiques, certains participants ont répondu que oui, mais un nombre pratiquement équivalent trouvaient que ce problème retenait peu l'attention en ce moment. Personne ne croyait se soucier davantage des changements climatiques que la plupart des Canadiens, tout le monde jugeant que son niveau de préoccupation correspondait grosso modo à la moyenne. À la question de savoir si les actions individuelles, lorsque cumulées, peuvent avoir un effet positif sur le changement climatique, certains étaient d'avis que oui, mais d'autres avaient la ferme conviction qu'il faudrait plutôt cibler les pratiques des grands émetteurs industriels. Quant aux mesures fédérales qui auraient le plus d'effets contre les changements climatiques, les participants ont évoqué, entre autres initiatives possibles, les encouragements fiscaux et les subventions pour les investissements dans les énergies vertes et les projets de rénovation résidentielle, le fait de taxer ou de pénaliser davantage les émissions des sociétés, et le prélèvement de nouveaux impôts ou d'impôts supplémentaires auprès des Canadiens les plus fortunés pour financer des projets d'énergie propre.

Impacts des changements climatiques et adaptation (résidents du nord de la Colombie-Britannique)

Les participants du nord de la Colombie-Britannique se sont penchés sur les conséquences potentielles des changements climatiques et les mesures d'adaptation qu'elles risquent d'imposer. Lorsque nous leur avons demandé si les changements climatiques avaient des effets majeurs, mineurs ou inexistantes sur leurs collectivités, tous ont répondu que ces effets étaient importants. La perspective d'avoir à composer durablement avec les changements climatiques préoccupait tout le monde. Au nombre des motifs d'inquiétude soulevés figuraient le risque que les agriculteurs aient du mal à produire leurs cultures et l'insécurité alimentaire qui en résulterait, le coût croissant des primes d'assurance contre les catastrophes naturelles, et les problèmes de santé mentale susceptibles d'être associés au stress et à l'anxiété vécus dans cette situation.

En ce qui concerne le niveau de préparation de leurs communautés aux conséquences des changements climatiques, bon nombre de participants le considéraient comme insuffisant. L'une des mesures vitales qu'ils ont suggéré de mettre en œuvre en prévision de ces impacts consistait à bâtir des réseaux cellulaires et Internet plus robustes. Tous les participants jugeaient indispensable que le gouvernement fédéral apporte une aide aux communautés qui se préparent à affronter les conséquences des changements climatiques. Après avoir lu la liste des priorités fédérales à cet égard, les participants ont généralement reconnu qu'elles représentaient une approche solide face au problème. Les priorités auxquelles ils attribuaient une importance particulière en vertu de leur efficacité comprenaient les investissements dans les infrastructures qui protègent les Canadiens contre les catastrophes liées au climat et le soutien aux régions particulièrement vulnérables aux changements climatiques (dont le Nord et les régions côtières).

Services du gouvernement fédéral (fréquents utilisateurs de services fédéraux de grandes villes des Prairies)

Les participants d'un groupe ont discuté des services fournis par le gouvernement fédéral. Tous ont indiqué qu'ils faisaient souvent appel à ces services ou l'avaient fait récemment. Questionnés sur le genre de services dont il s'agit, les participants ont mentionné différents secteurs de prestation, dont la délivrance de passeports, la perception de l'impôt, et divers programmes tels que le Régime de pensions du Canada (RPC), la Sécurité de la vieillesse (SV), l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) et l'assurance-emploi (AE). Dans la plupart des cas, l'évaluation de la prestation de ces services a été favorable. Plusieurs participants ont mentionné le processus de renouvellement de passeport, qui leur paraissait avoir été simplifié pour une expérience plus fluide. Plusieurs avaient également de bonnes choses à dire au sujet du site Web de l'Agence du revenu du Canada (ARC), en particulier le compte MonARC. Ce service leur semblait fiable et hautement sécurisé, et permettait aux Canadiens de préparer et produire leurs déclarations de revenu annuelles de façon rapide et efficace.

Lorsque nous leur avons demandé à quels services ils avaient eu recours dernièrement, les participants ont cité des démarches comme le renouvellement d'un passeport auprès de Service Canada, la production d'une déclaration de revenu auprès de l'ARC, la présentation d'une demande d'AE et l'accès à des services d'immigration par l'intermédiaire d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC). Ces services avaient généralement été fournis en temps voulu et personne n'avait subi de retards déraisonnables. À la question de savoir si cette expérience avait modifié leurs impressions à l'égard du gouvernement du Canada, les participants ont été nombreux à répondre qu'en effet, elle leur avait donné une meilleure opinion des agences et des ministères fédéraux. Peu croyaient cependant que la prestation de services était une priorité pour le gouvernement du Canada. Certains ont expliqué que même si les choses s'étaient bien passées pour eux, ils avaient entendu beaucoup de gens se plaindre des délais importants et des difficultés d'accès à un éventail de prestations et services fédéraux. Au chapitre des moyens qui permettraient au gouvernement du Canada d'améliorer les services à population, de nombreux participants ont recommandé d'allouer davantage de ressources à des agences et ministères tels que Service Canada, l'ARC et IRCC, surtout afin d'accroître les effectifs chargés de traiter les demandes de services et de renseignements. Plusieurs croyaient également que la rationalisation de certains services et une meilleure communication intragouvernementale contribueraient à rehausser l'expérience globale des services.

Coût de la vie (parents de la classe moyenne de la Nouvelle-Écosse)

Dans un groupe, la discussion a tourné autour du coût de la vie. Tous les participants s'entendaient pour dire que le gouvernement du Canada était sur la mauvaise voie en ce qui concerne sa façon de gérer cet enjeu et l'économie canadienne en général. Ils ont fourni plusieurs raisons, notamment les dépenses fédérales considérées comme trop élevées, la lourdeur de la machine gouvernementale et l'important financement accordé pour aider des pays comme l'Ukraine au lieu de traiter des enjeux qui affectent la population canadienne.

Tous avaient l'impression que le gouvernement du Canada ne comprenait pas les enjeux économiques auxquels sont confrontés les Canadiens. En discutant du coût de la vie qui ne cessait d'augmenter, les

participants ont mentionné plusieurs produits essentiels, comme l'épicerie, l'essence, les véhicules personnels et le logement. Bon nombre d'entre eux ont indiqué qu'il était de plus en plus difficile d'épargner pour l'avenir puisqu'ils devaient consacrer une grande partie de leur revenu mensuel aux dépenses courantes. Questionnés à savoir s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit dernièrement au sujet des actions du gouvernement du Canada en ce sens, certains ont parlé du remboursement unique pour l'épicerie annoncé récemment. Toutefois, la plupart ne croyaient pas y être admissibles, pensant que ce soutien était destiné uniquement aux ménages à faible revenu.

Questionnés sur les facteurs qui contribuent à l'augmentation du coût de la vie, les participants ont fourni plusieurs réponses, notamment la mise en place du système fédéral de tarification du carbone, les dépenses fédérales considérées comme élevées, et la hausse du salaire minimum à l'échelle fédérale et provinciale. Presque tous les participants s'entendaient pour dire que la hausse du coût de la vie était un problème mondial et non uniquement canadien. Plusieurs ont toutefois indiqué que le gouvernement fédéral devrait en faire davantage pour contrer la hausse des prix et faire en sorte que la vie soit plus abordable pour les Canadiens.

Lorsque nous leur avons fourni des renseignements sur les programmes comme l'Allocation canadienne pour enfants (ACE), la Prestation dentaire canadienne et les ententes concernant les services de garde à 10 \$ par jour en moyenne, les participants étaient généralement défavorables. Bon nombre d'entre eux ont indiqué qu'ils ne seraient pas admissibles à la Prestation dentaire canadienne et aimeraient qu'un plus grand nombre de Canadiens puissent en bénéficier. En discutant des initiatives de services de garde et d'éducation préscolaire abordables, plusieurs participants étaient d'avis que le programme n'avait pas été satisfaisant jusqu'ici et que le manque de places en garderie faisait en sorte que de nombreuses familles avaient toujours de la difficulté à obtenir des services de garde abordables dans leur communauté. Même s'ils avaient l'impression que l'Allocation canadienne pour enfants était le programme le plus efficace parmi ceux proposés, plusieurs croyaient que les montants offerts ne parvenaient pas à combler les besoins des familles de classe moyenne.

Cryptomonnaie (résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier)

Dans le groupe composé de résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier, les participants ont discuté brièvement de la cryptomonnaie. Même si tous étaient familiarisés avec ce concept, plusieurs n'ont pu fournir de définition précise. Questionnés sur les avantages de la cryptomonnaie, bon nombre de participants ont parlé du potentiel d'augmentation rapide de la valeur et croyaient que la cryptomonnaie était à l'abri du piratage et du vol. D'autres avaient l'impression que la cryptomonnaie n'était pas soumise à l'inflation comme l'est la monnaie émise par le gouvernement. Quant aux préoccupations et aux risques associés à la cryptomonnaie, de nombreux participants ont exprimé des inquiétudes au sujet des risques accrus de fraude associée à ces actifs numériques. Plusieurs avaient également des réserves sur la volatilité de la cryptomonnaie et le manque de réglementation et de surveillance, notamment des plateformes d'échange. Bien que conscients de ces inquiétudes, très peu de participants étaient favorables à une réglementation de la cryptomonnaie par le gouvernement fédéral. Quelques-uns seulement croyaient que celui-ci devrait

plutôt redoubler d'efforts pour éduquer les Canadiens sur la cryptomonnaie afin qu'ils comprennent mieux les risques et les avantages à investir dans ces actifs.

Sécurité en ligne (fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec, résidents de grandes villes de la Saskatchewan et du Manitoba, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique)

Dans quatre groupes, les participants ont discuté de la sécurité en ligne. Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les aspects les plus positifs de l'Internet et du cyberspace dans la société d'aujourd'hui, ils ont fourni plusieurs réponses, y compris les communications accrues avec les proches, l'avènement du travail et de l'enseignement à distance et en ligne, et l'accès relativement facile à un large éventail d'informations et de divertissements. En ce qui concerne les inconvénients de l'Internet et du cyberspace, les participants ont exprimé certaines préoccupations, notamment la dépendance excessive à l'égard de l'information numérique, l'atteinte à la vie privée, la vulnérabilité face aux arnaques en ligne, les problèmes de dépendance à l'Internet et la diffusion de contenu haineux sur le Web.

Questionnés à savoir ce que signifiait pour eux la « sécurité en ligne », plusieurs ont parlé de protéger les enfants du contenu préjudiciable ou des communications avec des individus potentiellement dangereux sur les réseaux sociaux et les autres plateformes numériques. D'autres associaient également l'expression au cryptage et à la sécurité des mots de passe et autres renseignements numériques de nature personnelle. Bon nombre de participants étaient préoccupés par l'impact de l'Internet sur les jeunes et tout particulièrement les enfants, qui sont moins conscients des dangers potentiels. Plusieurs ont réitéré les dangers potentiels du contenu haineux en ligne, comme le harcèlement et la cyberintimidation des personnes racisées et d'autres groupes vulnérables.

Lorsque nous leur avons demandé ce que signifiaient pour eux les « préjudices en ligne », quelques participants connaissaient cette expression, mais la plupart ont supposé qu'elle faisait référence aux cyberattaques sur des individus et les préjudices financiers qui résultent de transactions frauduleuses ou d'arnaques. Quant au contenu en ligne qui devrait être considéré comme préjudiciable, plusieurs ont mentionné les publications et les images qui visent à dénigrer et à propager la haine à l'égard des personnes racisées, des membres de la communauté 2ELGBTQI+ et d'autres groupes. Questionnés à savoir s'ils avaient personnellement été confrontés à du contenu haineux en ligne, plusieurs ont affirmé avoir vu des commentaires haineux sur les réseaux sociaux comme Facebook, dans les sections réservées aux commentaires sur YouTube et sur des sites d'actualités en ligne.

Presque tous les participants s'entendaient pour dire qu'il faudrait en faire davantage pour s'attaquer au contenu préjudiciable en ligne. Quant aux actions qui devraient être prises, plusieurs croyaient qu'il revenait aux individus, en particulier les parents, de s'informer sur les dangers du contenu préjudiciable en ligne et d'en discuter avec leurs enfants. Questionnés à savoir s'ils étaient au courant des mesures prises à cet égard, quelques participants avaient l'impression que les plateformes numériques avaient commencé à ajuster leurs algorithmes pour filtrer le contenu haineux et pour permettre aux utilisateurs

de bloquer ou de signaler plus facilement ce contenu. Lorsque nous leur avons demandé si les plateformes en ligne devraient être responsables du contenu préjudiciable sur leurs réseaux, les participants avaient des opinions mitigées. Parmi ceux qui étaient d'avis que les plateformes étaient tenues d'empêcher la publication de contenu préjudiciable, certains croyaient qu'elles devraient redoubler d'efforts pour modérer le contenu préjudiciable et que des sanctions financières devraient être imposées aux entreprises qui ne font rien pour supprimer les publications et les images haineuses.

Mésinformation (fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec)

Le groupe composé de fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec a longuement discuté de mésinformation et de désinformation. Lorsque nous leur avons demandé quelle était selon eux la différence entre les deux concepts, certains participants ont suggéré que la mésinformation était le partage involontaire d'informations erronées alors que la désinformation était caractérisée par des tentatives délibérées de tromper.

Tous les participants ont mentionné avoir été témoins de mésinformation et de désinformation en ligne. La plupart ont indiqué que les réseaux sociaux représentaient la principale source de mésinformation ou de désinformation dans leur vie. À la question à savoir ce qu'ils feraient pour confirmer l'exactitude de l'information en ligne, plusieurs ont répondu qu'ils vérifieraient probablement la source pour déterminer si elle était fiable ou non, compareraient l'information reçue avec celle fournie sur d'autres sites ou sources d'actualités, ou demanderaient des conseils d'experts en la matière.

Quant aux mesures qui devraient être prises pour lutter contre la mésinformation et la désinformation en ligne, les participants ont souligné la responsabilité de chacun de s'assurer de la fiabilité des sources d'information. Certains étaient également d'avis que les plateformes numériques devraient s'assurer que les nouvelles et autres informations publiées sur leurs plateformes sont exactes. Les participants ont fait valoir que même si le gouvernement fédéral avait un rôle important à jouer pour lutter contre la mésinformation et la désinformation, cela ne devrait pas être au détriment des Canadiens et de leur droit de s'exprimer librement.

Intelligence artificielle (résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier)

Dans le groupe composé de résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier, les participants ont brièvement discuté de l'intelligence artificielle (IA). Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient suivi de près les récents développements en matière d'IA, certains ont répondu qu'ils suivaient ces développements et qu'ils utilisaient la technologie, d'autres ont dit suivre les développements sans toutefois utiliser la technologie et certains étaient très sceptiques à l'égard de l'IA et s'inquiétaient des risques associés à une mauvaise utilisation. La plupart n'avaient pas connaissance des récents développements concernant cette technologie dans le secteur financier et ne croyaient pas que son utilisation était largement répandue dans l'industrie.

Quant aux avantages de l'IA, les participants ont mentionné son efficacité accrue, sa rentabilité et sa capacité à effectuer des tâches fastidieuses ou répétitives qui seraient autrement accomplies par des humains. Plusieurs étaient d'avis qu'elle pourrait aider les travailleurs et les entreprises à accroître leur productivité et faire évoluer rapidement les nouvelles compétences et capacités dans de nombreux secteurs. En ce qui concerne les aspects négatifs de l'IA, les participants ont exprimé des inquiétudes à l'égard des biais, de l'éthique et de la perte d'originalité du contenu généré par l'IA comparativement aux textes rédigés par des humains. Quelques participants voyaient un danger à développer une dépendance à l'IA, ce qui pourrait diminuer la pensée critique et produire d'autres résultats négatifs.

Lorsque nous leur avons demandé comment le gouvernement du Canada devrait répondre aux nouveaux développements dans le domaine de l'IA, les participants ont exprimé différents points de vue. Bon nombre d'entre eux croyaient en l'importance d'une réglementation fédérale pour protéger le public et réduire les risques de pertes d'emplois et la désinformation. Plusieurs ont préconisé la mise en œuvre d'une réglementation plus rigoureuse qui tient compte de l'évolution de la technologie et qui pourrait être réexaminée au fil des ans. Ils ont également souligné la nécessité pour le gouvernement fédéral d'agir rapidement et ont dit craindre que le manque de mesures décisives n'entraîne une perte de contrôle humain sur le développement de cette technologie.

Sécurité communautaire (résidents de grandes villes de la Saskatchewan et du Manitoba, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique, usagers du transport en commun de la RGT, aînés de la ville de Québec occupant un emploi)

Quatre groupes ont discuté de la sécurité et du taux de criminalité dans leurs communautés. Invités à décrire les enjeux les plus pressants, plusieurs ont mentionné la hausse apparente de la criminalité, notamment les vols, les vols par effraction et les crimes violents comme les voies de fait et les agressions à coups de couteau. Dans les groupes de la Saskatchewan et du Manitoba, et de la région du Grand Toronto (RGT), les participants ont parlé de la hausse du coût de la vie, de l'itinérance, des dépendances et de la santé mentale. Bien que la plupart aient affirmé se sentir relativement en sécurité dans leurs communautés (en particulier dans les régions rurales), plusieurs avaient l'impression que la criminalité avait pris de l'ampleur dans les centres urbains à proximité, comme Toronto, Montréal, Regina, Halifax et Moncton.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils se rappelaient des mesures prises par le gouvernement du Canada pour lutter contre la hausse de la criminalité, les participants de tous les groupes ont mentionné les récentes initiatives visant à renforcer les interdictions concernant les armes à feu au Canada, y compris l'interdiction d'acheter et de vendre des armes de poing et l'interdiction touchant un vaste éventail d'armes à feu de style arme d'assaut. Questionnés à savoir ce qu'il faudrait faire de plus pour lutter contre la criminalité grandissante, de nombreux participants s'entendaient pour dire qu'il faudrait redoubler d'efforts afin de rendre le coût de la vie plus abordable pour les Canadiens vulnérables, notamment en réduisant la facture d'épicerie et en leur permettant d'avoir accès à un logement sécuritaire et abordable. Les participants avaient le sentiment qu'on réduirait ainsi le besoin pour ces personnes d'adopter des comportements criminels pour satisfaire leurs besoins fondamentaux. Plusieurs croyaient également que des efforts supplémentaires devraient être déployés

pour mettre sur pied des projets éducatifs et des programmes parascolaires destinés aux jeunes qui, selon eux, sont plus enclins à commettre des actes criminels et à intégrer des gangs de rue.

Réforme du système de libération sous caution (usagers du transport en commun de la RGT, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique, aînés de la ville de Québec occupant un emploi)

Dans trois groupes, les participants ont longuement discuté de la réforme du système de libération sous caution. Questionnés à savoir s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit sur le processus de libération sous caution au Canada, quelques-uns avaient l'impression que le gouvernement fédéral songeait présentement à modifier le système, mais aucun ne se rappelait des détails. Certains ont émis des commentaires négatifs sur le système actuel et avaient l'impression qu'il était relativement facile pour les récidivistes de se voir offrir une mise en liberté sous caution. Plusieurs participants croyaient qu'une importante proportion d'individus libérés sous caution ne respectait pas les conditions de mise en liberté et se livrait à d'autres activités criminelles. Questionnés à savoir s'ils croyaient que le système actuel de libération sous caution était équitable, les participants ont émis des opinions diverses. Parmi ceux qui croyaient que le système était équitable, certains étaient d'avis que la libération sous caution faisait partie intégrante du système de justice pénale et qu'elle était essentielle pour préserver la présomption d'innocence de toute personne qui n'a pas été formellement reconnue coupable d'un acte criminel. Quant aux raisons pouvant inciter certains individus libérés sous caution à récidiver, plusieurs s'entendaient pour dire qu'il s'agissait souvent de crimes de désespoir étroitement associés aux circonstances économiques, aux problèmes de dépendance ou de santé mentale.

Informés sur les mesures envisagées par le gouvernement du Canada pour la réforme du système de libération sous caution, presque tous les participants ont réagi favorablement. Bon nombre d'entre eux croyaient que ces mesures contribueraient fortement à rendre les communautés canadiennes plus sécuritaires et à faire en sorte que les individus reconnus coupables de crimes violents ne puissent commettre d'autres actes criminels durant leur mise en liberté sous caution. Lorsque nous leur avons demandé ce que le gouvernement fédéral pourrait faire pour lutter contre la criminalité, plusieurs ont répondu qu'il devrait améliorer l'accès aux ressources en santé mentale et en traitement des dépendances pour les personnes vulnérables, convaincus que ces enjeux ont contribué à la hausse de la criminalité au cours des dernières années. Un certain nombre de participants étaient d'avis qu'il faudrait redoubler d'efforts pour favoriser la réinsertion sociale des individus libérés de prison. D'après eux, s'ils avaient accès à de meilleures ressources en éducation, en emploi et sur le plan financier, ces individus seraient beaucoup moins enclins à récidiver une fois libérés.

Protection et promotion du français (aînés de la ville de Québec occupant un emploi)

Les participants de Québec ont pris part à une courte discussion sur l'importance de protéger et promouvoir la langue française au Canada. Tous considéraient qu'il s'agit d'une priorité d'une importance capitale pour le gouvernement du Canada. Lorsque nous leur avons demandé de décrire la situation du français au pays, plusieurs ont mentionné qu'à l'extérieur du Québec les services en français restaient limités par rapport à ceux offerts en anglais. La plupart n'étaient pas au courant

d'efforts consacrés à la protection et à la promotion de la langue française par le gouvernement du Canada.

La discussion s'est ensuite portée sur le Plan d'action fédéral pour les langues officielles. Les participants ont eu des réactions largement positives lorsqu'ils ont pris connaissance de ses grands objectifs. Ils ont généralement considéré que les mesures prévues permettraient de protéger et promouvoir le français tant au Québec que dans le reste du Canada. Les initiatives consistant à accroître l'immigration francophone, à investir dans la formation linguistique des nouveaux arrivants et à mieux financer les services de garde en français leur paraissaient les plus prometteuses. Quant aux mesures supplémentaires que le gouvernement fédéral pourrait mettre en œuvre pour promouvoir et défendre la langue française au pays, les participants ont recommandé qu'il oblige les services de transport nationaux comme les compagnies aériennes et ferroviaires à instaurer des normes minimales en matière de maîtrise du français pour leur personnel.

Enjeux locaux (résidents du nord de la Colombie-Britannique)

Les participants du nord de la Colombie-Britannique ont fait un tour d'horizon des enjeux particuliers à leur région. Invités à décrire les principaux problèmes auxquels sont confrontés les résidents du nord de la province, beaucoup ont parlé du manque général de logements sûrs et abordables. Selon eux, cette situation causait un tort considérable à maintes collectivités de la région, car elle entraînait des taux élevés d'itinérance et le départ d'un nombre croissant de jeunes. Le transport passait également pour un problème, en raison des difficultés d'accès aux réseaux routier et ferroviaire.

Invités à nommer les secteurs et les industries les plus importants pour leurs collectivités respectives, plusieurs participants ont désigné les secteurs minier, forestier, pétrolier et gazier. Quelques-uns ont ajouté que l'agriculture, le tourisme et la production d'énergies propres étaient également importants. En ce qui concerne les secteurs et les industries de l'économie locale qui avaient le plus besoin d'aide, certains participants ont noté que les récentes fermetures de scieries avaient beaucoup nui au secteur forestier et provoqué des pertes d'emploi dans de nombreuses localités. Lorsque nous leur avons demandé comment le gouvernement fédéral pourrait mieux soutenir ce secteur, ils ont suggéré une collaboration plus étroite avec les sociétés privées et les dirigeants autochtones afin de déterminer les meilleurs moyens de valoriser les ressources naturelles de la région.

Tous les participants ou presque estimaient que les projets d'extraction de minéraux critiques (comme ceux dont dépendent de nombreuses technologies propres) étaient susceptibles d'apporter à leur région des avantages économiques substantiels. De l'avis de certains, toutefois, les pénuries de main-d'œuvre qui perdurent laissaient présager des difficultés dans le déroulement des projets de minéraux critiques envisagés et le gouvernement du Canada devrait chercher davantage à recruter des non-Canadiens pour travailler dans ce secteur.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Date d'octroi du contrat : 19 décembre 2022

Valeur du contrat : 814 741,30 \$

Résultats détaillés

Chronologie des annonces en avril

Afin de situer les groupes de discussion dans leur contexte, nous présentons ci-après un bref rappel des événements clés qui ont eu lieu au cours du mois d'avril 2023.

- Du 1^{er} au 7 avril
 - Le 1^{er} avril : Le gouvernement du Canada conclut une entente avec la Province de la Colombie-Britannique (C.-B.) prévoyant de nouveaux fonds pour les services de santé.
 - Le 3 avril : Le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Nouvelle-Écosse investissent conjointement 84 millions de dollars dans la construction d'un bâtiment écoénergétique sur le campus de l'Université du Cap-Breton.
 - Le 4 avril : Le gouvernement du Canada annonce que l'enveloppe du Programme d'infrastructure Investir dans le Canada a été attribuée dans sa totalité, soit 33 milliards de dollars, à des projets axés sur les infrastructures, les collectivités et la culture.
 - Le 4 avril : Le gouvernement du Canada annonce un investissement conjoint de 20 millions de dollars avec l'Université Saint Mary's pour moderniser les bâtiments sur son campus d'Halifax.
 - Le 4 avril : Le gouvernement du Canada souligne l'octroi de 144 millions de dollars dans le budget de 2023 pour les efforts de prévention et de réduction des méfaits liés à la consommation de substances au pays.
 - [Groupe de discussion des membres de la population générale de grandes villes de l'Alberta \(4 avril\)](#).
 - Le 5 avril : Le gouvernement du Canada conclut un accord de règlement de 23 milliards de dollars avec l'Assemblée des Premières Nations, les demandeurs des recours collectifs Moushoom et Trout et la Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations, afin d'indemniser les personnes lésées par le sous-financement discriminatoire du programme des Services à l'enfance et à la famille des Premières Nations ainsi que par la définition étroite du principe de Jordan.
 - Le 5 avril : Le gouvernement du Canada annonce la conclusion d'un partenariat avec Heidelberg Materials pour décarboner la production de ciment et de béton dans les installations de l'entreprise à Edmonton.
 - Le 5 avril : Le gouvernement du Canada reçoit un rapport traitant de l'ingérence étrangère dans les élections fédérales canadiennes intitulé *Contrer une menace en évolution : mise à jour sur les recommandations visant à prévenir l'ingérence étrangère dans les institutions démocratiques canadiennes*.
 - [Groupe de discussion des membres de la population générale du nord de l'Ontario \(5 avril\)](#).
 - Le 6 avril : Le gouvernement du Canada annonce des mesures pour combattre l'ingérence étrangère dans les élections canadiennes. Il s'agit notamment d'examen évaluant l'état de l'ingérence étrangère dans les processus électoraux et les organismes de sécurité nationale ainsi que de la nomination d'un rapporteur spécial indépendant.
 - Le 6 avril : Le gouvernement du Canada et le gouvernement du Manitoba annoncent un financement de 221 millions de dollars pour des initiatives agricoles menées au Manitoba dans le cadre du nouveau Partenariat canadien pour une agriculture durable.

- Du 8 au 14 avril
 - Le 11 avril : Le gouvernement du Canada octroie près de 4 millions de dollars à neuf projets communautaires menés dans les provinces atlantiques pour réduire les méfaits associés à la consommation de substances.
 - Le 11 avril : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 9,25 millions de dollars sur cinq ans dans le cadre d'un nouveau partenariat avec le gouvernement du Yukon pour soutenir la croissance du secteur agricole dans ce territoire.
 - [Groupe de discussion des utilisateurs fréquents de services fédéraux de grandes villes des Prairies \(11 avril\).](#)
 - Le 12 avril : Le gouvernement du Canada affecte près de 164 millions de dollars aux soins à domicile et en milieu communautaire ainsi qu'aux services de santé mentale et de lutte contre les dépendances en Colombie-Britannique.
 - [Groupe de discussion des parents de la classe moyenne de la Nouvelle-Écosse âgés de 30 à 35 ans, constituant des ménages mono ou biparentaux \(12 avril\).](#)
 - Le 13 avril : Le gouvernement du Canada et le gouvernement du Nouveau-Brunswick annoncent un financement conjoint de 39,9 millions de dollars pour la construction d'un complexe récréatif à Riverview.
 - [Groupe de discussion des fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec \(13 avril\).](#)
 - Le 14 avril : Le gouvernement du Canada annonce plus de 37 millions de dollars pour appuyer la version renouvelée de la Stratégie canadienne sur les drogues et autres substances et contrer les méfaits liés à la consommation de substances.
 - Le 14 avril : Le gouvernement du Canada accorde un financement de 1 million de dollars à Z'gamok Construction LP, une entreprise du nord de l'Ontario détenue par des Autochtones.
- Du 15 au 21 avril
 - Le 15 avril : Le gouvernement du Canada, le gouvernement de la Colombie-Britannique et cinq Premières Nations en Colombie-Britannique concluent un accord de règlement territorial dans le cadre des efforts de réconciliation en cours.
 - Le 17 avril : Le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Ontario annoncent un financement conjoint de 6 millions de dollars dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable, afin de soutenir le secteur agro-alimentaire de la province.
 - Le 17 avril : Le gouvernement du Canada injecte 2,9 millions de dollars dans l'industrie touristique de la Colombie-Britannique par l'entremise de Développement économique Canada pour le Pacifique.
 - Le 18 avril : Le gouvernement du Canada annonce l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques (VE) dans les stationnements des magasins IKEA en Ontario et au Québec.
 - [Groupe de discussion des membres de la population générale de grandes villes des Prairies \(17 avril\).](#)
 - Le 18 avril : Le gouvernement du Canada alloue 2,6 millions de dollars à la construction du nouveau Centre d'excellence axé sur les Néo-Écossais d'origine africaine.

- Le 18 avril : Le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Saskatchewan annoncent des investissements conjoints de 42,1 millions de dollars pour soutenir des projets d'infrastructure dans la province.
- Le 18 avril : Le gouvernement du Canada annonce un plan qui prévoit la plantation de 37 millions d'arbres en Colombie-Britannique au cours des deux prochaines années dans le cadre du programme 2 milliards d'arbres.
- **Groupe de discussion des usagers du transport en commun de la région du Grand Toronto (RGT) (18 avril).**
- Le 19 avril : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de plus de 200 millions de dollars dans des projets de recherche scientifique novateurs interdisciplinaires et internationaux dirigés par le Canada, par l'entremise du fonds Nouvelles frontières en recherche.
- **Groupe de discussion des membres de la population générale du nord de la Colombie-Britannique (19 avril).**
- Le 20 avril : Le gouvernement du Canada présente le projet de loi C-47, qui permettra de concrétiser nombre des engagements prévus dans son budget de 2023, notamment les mesures visant à soutenir la classe moyenne, à bâtir une économie abordable et à promouvoir un avenir prospère.
- Le 20 avril : Le gouvernement du Canada annonce l'octroi de 2,4 millions de dollars à l'association canadienne des écoles de sciences infirmières pour la mise en œuvre d'un programme national de résidence pour infirmières et infirmiers.
- **Groupe de discussion des membres de la population générale de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec (20 avril).**
- Le 21 avril : Le gouvernement du Canada annonce une aide de 39 millions de dollars pour l'Ukraine.
- Le 21 avril : Conjointement avec B.C. Hydro, le gouvernement du Canada investit 32,7 millions de dollars dans des projets de décarbonisation menés dans la province.
- Du 22 au 30 avril
 - Le 23 avril : Le gouvernement du Canada annonce la suspension temporaire de ses activités au Soudan en raison du conflit armé qui y sévit.
 - Le 24 avril : Le gouvernement du Canada annonce le dépôt des modifications proposées à la *Loi sur les transports au Canada* pour renforcer les droits des passagers aériens.
 - Le 24 avril : Le gouvernement du Canada annonce le programme de célébrations entourant le couronnement de Sa Majesté le roi Charles III le 6 mai 2023.
 - Le 24 avril : Les gouvernements du Canada et de la France annoncent la création d'un comité mixte visant à renforcer la collaboration entre les deux pays dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) et à encourager la participation à des projets bilatéraux de STI.
 - Le 24 avril : En réponse au conflit armé au Soudan, le gouvernement du Canada annonce de nouvelles mesures de soutien à l'intention des ressortissants soudanais au Canada, notamment la possibilité de prolonger leur statut et de passer gratuitement d'un volet de résidence temporaire à un autre.

- Le 25 avril : Le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Nouvelle-Écosse annoncent un investissement conjoint d'environ 12 millions de dollars pour effectuer la mise à niveau d'infrastructures liées à l'eau potable et au traitement des eaux usées dans quatre municipalités de la province.
- Le 25 avril : Le gouvernement du Canada dévoile le Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028, assorti d'investissements de 4,1 milliards de dollars, pour freiner le déclin du français et promouvoir les deux langues officielles dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire.
- [Groupe de discussion des travailleurs du secteur financier établis dans de grandes villes de l'Ontario \(25 avril\).](#)
- Le 26 avril : Le gouvernement du Canada octroie 10 000 \$ à la conférence 2023 de l'Association des municipalités du nord-ouest de l'Ontario, par l'intermédiaire de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario (FedNor).
- [Groupe de discussion des membres de la population générale de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique \(26 avril\).](#)
- Le 27 avril : Le gouvernement du Canada annonce une enveloppe de 79,1 millions de dollars destinée à un nouveau programme de lutte contre l'itinérance chronique chez les vétérans.
- Le 27 avril : Le gouvernement du Canada annonce que la *Loi sur la diffusion continue en ligne* (le projet de loi C-11) a reçu la sanction royale et que le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) peut commencer à mettre en application le cadre réglementaire qui y est décrit.
- [Groupe de discussion des aînés de 55 ans ou plus occupant un emploi dans la ville de Québec \(27 avril\).](#)
- Le 28 avril : Le gouvernement du Canada annonce plus de 2,8 millions de dollars d'investissements de FedNor pour renforcer le secteur touristique du nord de l'Ontario.
- Le 28 avril : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 1,4 milliard de dollars en appui à onze initiatives de recherche, par l'entremise du Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Chaque rencontre a débuté par une discussion sur ce que les participants avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada dans les jours précédents. Une foule d'annonces et d'initiatives leur sont revenues à l'esprit, notamment :

- Le dépôt du budget fédéral de 2023 le 28 mars dernier. De nombreux participants avaient entendu parler de mesures contenues dans le budget, dont l'élargissement des critères d'admissibilité à la nouvelle Prestation dentaire canadienne, le remboursement unique pour l'épicerie destiné aux ménages à faible revenu qui peinent à composer avec le coût de la vie et

l'instauration d'un nouveau compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP);

- Les interruptions de travail des fonctionnaires à la suite de la décision des membres de l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC) de déclencher une grève à compter du 19 avril 2023. Plusieurs disaient avoir suivi de près cette situation;
- La décision du gouvernement du Canada de faire passer le salaire minimum fédéral à 16,65 \$ à compter du 1^{er} avril 2023;
- L'annonce par Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté Canada (IRCC) de la prolongation des permis de travail postdiplômes (PTPD) jusqu'à 18 mois pour retenir les talents hautement qualifiés au pays;
- La décision de la Banque du Canada de maintenir le taux d'intérêt à 4,5 % du 12 avril 2023. Cette décision semblait la bonne aux yeux d'un bon nombre, selon qui d'autres hausses de taux d'intérêt auraient eu des répercussions négatives pour les ménages canadiens;
- Une annonce de la part de l'Agence du Revenu du Canada (ARC) relative à la reprise de ses activités de recouvrement des dettes auprès des contribuables ayant un solde dû. Quelques-uns ont exprimé de la frustration face à cette mesure, car ils dépendaient grandement des soutiens comme l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) et risquaient de se retrouver dans une situation financière précaire si le versement de ces prestations était interrompu.
- Les enquêtes en cours au sujet des allégations d'ingérence de la Chine au Canada lors des récentes élections fédérales. À cet effet, des participants ont souligné la nomination par le gouvernement fédéral d'un rapporteur spécial indépendant chargé de vérifier si ces allégations étaient fondées. Beaucoup avaient entendu parler de cette question et certains ont formulé des appréhensions quant à la sécurité des prochaines élections au Canada;
- L'annonce d'un investissement de 300 millions de dollars par le gouvernement du Canada, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse et le fabricant de pneus Michelin dans l'agrandissement des usines de Michelin en Nouvelle-Écosse. Ces sommes serviront à accroître la capacité de fabrication de pneus pour le segment des véhicules électriques (VE) dans la province en plus de créer des douzaines d'emplois à l'usine Michelin de Bridgewater. Plusieurs résidents de la Nouvelle-Écosse avaient eu vent de cette initiative;
- L'annonce d'un accord de règlement final révisé totalisant 23 milliards de dollars conclu entre le gouvernement fédéral, l'Assemblée des Premières Nations (APN), les demandeurs des recours collectifs Moushoom et Trout et la Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations, afin d'indemniser les personnes lésées par le sous-financement discriminatoire du programme des Services à l'enfance et à la famille des Premières Nations (SEFPN).

Les participants se sont également souvenus de mesures et d'initiatives du gouvernement du Canada sur la scène internationale, dont les suivantes :

- Le soutien continu apporté à l'Ukraine, notamment sur les plans financier et militaire, ainsi que les efforts pour faciliter l'arrivée et l'installation au Canada des Ukrainiens qui fuient le conflit.
- La suspension temporaire des activités diplomatiques canadiennes au Soudan à la suite d'une recrudescence de la violence et de l'agitation civile au pays. Les participants ont mentionné qu'en plus d'évacuer son personnel diplomatique, le gouvernement du Canada avait pris des

mesures pour assurer la sécurité des autres Canadiens au Soudan, y compris la coordination de vols en vue de leur rapatriement sécuritaire au Canada;

- La participation du premier ministre au sommet Global Citizen NOW qui s'est déroulé les 27 et 28 avril 2023 à New York. L'objectif du sommet est de trouver des stratégies à long terme pour s'attaquer à des questions urgentes, comme les changements climatiques, l'insécurité alimentaire et l'inégalité de genre partout dans le monde.

Nous avons demandé aux participants où ils avaient obtenu ces informations. Ils ont mentionné un vaste éventail de sources, y compris les nouvelles télévisées diffusées par CBC/Radio-Canada, CTV, TVA et Global News. De plus, ils étaient nombreux à avoir vu ces informations sur les plateformes de médias sociaux telles que Facebook, Instagram et TikTok et dans les fils d'actualité numériques comme Google Actualités et Apple News.

Nous avons posé quelques questions supplémentaires aux participants du groupe composé de résidents de l'Ontario travaillant dans le secteur financier concernant le taux élevé d'inflation, la récente décision de la Banque du Canada concernant les taux d'intérêt et leurs préoccupations relatives aux faillites bancaires aux États-Unis. Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet des mesures prises récemment par la Banque du Canada, la plupart croyaient qu'elle avait maintenu ses taux d'intérêt inchangés dans les derniers mois et s'attendaient à ce que cette tendance se poursuive dans un avenir rapproché. Pratiquement tous les participants pensaient que la Banque du Canada avait pris la bonne décision et qu'elle était parvenue à assurer un équilibre entre la lutte contre l'inflation et la viabilité continue de l'économie canadienne. Une majorité a dit être au courant des récentes faillites bancaires aux États-Unis, notamment de celles de la Silicon Valley Bank et de la Signature Bank. Invités à dire s'ils craignaient que cette situation se produise au Canada, la plupart ont répondu par la négative. De l'avis général, le système bancaire canadien était mieux réglementé que son homologue américain et les banques canadiennes risquaient peu de s'effondrer de la sorte.

Consommation de nouvelles (fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec)

Deux groupes du Québec ont discuté brièvement de leurs habitudes de consommation de nouvelles. Nous avons demandé aux participants du groupe composé de fréquents consommateurs de médias combien de temps ils passaient généralement à lire, à regarder ou à écouter les actualités. La plupart disaient consacrer près de deux à trois heures par jour à suivre les nouvelles. Plusieurs ont précisé se renseigner surtout le matin avant d'aller au travail ou en soirée. Quelques-uns suivaient quant à eux les nouvelles toute la journée sur leurs appareils numériques ou les plateformes de médias sociaux. Il s'agissait pour la majorité d'un moyen de rester bien informé sur les événements en cours au Canada et sur la scène internationale.

Interrogés au sujet de leurs principales sources de nouvelles, les participants des deux groupes ont cité des réseaux de télévision tels que TVA, des médias écrits, dont La Presse et Le Journal de Montréal, et des émissions de radio, notamment de Radio-Canada. Un certain nombre disaient se renseigner sur les plateformes de médias sociaux comme Twitter, Instagram et Facebook ou grâce au bouche-à-oreille

auprès de la famille, des amis et des collègues. Concernant la fiabilité des sources de nouvelles qu'ils consultaient, plusieurs faisaient confiance aux médias grand public, mais la plupart croyaient que les nouvelles publiées sur les médias sociaux étaient souvent peu crédibles et ne devaient pas être prises à la lettre. Invités à dire comment ils faisaient pour décider si une source de nouvelles était digne de confiance ou non, de nombreux participants affirmaient s'efforcer de vérifier l'information sur d'autres sources, pour s'assurer entre autres de l'absence de parti pris de la part du journaliste ou de l'organisme de presse. Lorsque nous leur avons demandé où ils obtenaient des nouvelles ou de l'information sur le gouvernement du Canada, la plupart ont mentionné des sources officielles, notamment les sites Web fédéraux, les comptes vérifiés des plateformes comme LinkedIn et des médias de confiance tels que Radio-Canada et La Presse.

Mesures présentées dans le budget 2023 (résidents de grandes villes de la Saskatchewan et du Manitoba)

Un groupe a discuté plus longuement des mesures annoncées dans le cadre du budget fédéral 2023. Personne ne se souvenait au départ de mesures ou d'initiatives contenues dans le budget, mais lorsqu'interrogés explicitement à ce sujet, plusieurs disaient avoir entendu parler de l'annonce relative au remboursement unique pour l'épicerie destiné aux Canadiens à faible revenu qui peinent actuellement à composer avec le coût de la vie. Même s'ils s'attendaient à ce que cette mesure soit utile à certains ménages à court terme, tous convenaient qu'elle aurait peu d'impact à long terme pour aider les Canadiens à gérer le coût de la vie. Peu pensaient en bénéficier personnellement.

Invités à dire s'ils avaient entendu parler de l'annonce concernant l'élargissement des critères d'admissibilité à la nouvelle Prestation dentaire canadienne, plusieurs ont répondu par l'affirmative. En guise d'éclaircissement, nous avons dit aux participants que le gouvernement fédéral allait élargir les critères d'admissibilité à la Prestation dentaire canadienne afin qu'un plus grand nombre de familles à faible revenu et sans assurance puissent avoir accès à des soins dentaires. Malgré le fait qu'ils n'en profiteraient pas eux-mêmes, pratiquement tous les participants jugeaient cette initiative importante.

Pont de Québec (aînés de la ville de Québec occupant un emploi)

Un groupe a pris part à une brève discussion sur le pont de Québec. Nous avons d'abord demandé aux participants ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu récemment au sujet du pont. Si quelques-uns avaient l'impression que le pont nécessitait des travaux d'entretien et de peinture, personne n'a été en mesure de donner des précisions à ce sujet. À la question de savoir qui était responsable du pont de Québec, plusieurs pensaient que la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (le CN) en était le propriétaire-exploitant et que l'entretien courant du pont relevait principalement du CN. Tous considéraient le pont comme un enjeu important pour Québec et le jugeaient encore essentiel pour faciliter le transport routier, ferroviaire et piétonnier dans la province.

Invités à dire s'ils croyaient que le gouvernement fédéral avait un rôle à jouer en ce qui concerne le pont de Québec, la quasi-majorité a répondu par l'affirmative. Quelques-uns avaient l'impression que le CN était une société de la Couronne et que, par conséquent, le pont relevait déjà avant tout du

gouvernement du Canada. Après avoir été informés que le CN était une entreprise du secteur privé, plusieurs estimaient que le gouvernement fédéral devait en faire plus pour forcer le CN à effectuer l'entretien général du pont, car cela faisait longtemps qu'il n'en avait pas fait l'objet aux yeux d'une majorité. Discutant de la possibilité pour le gouvernement fédéral d'envisager d'acquérir le pont du CN, pratiquement tous les participants étaient favorables à cette idée, compte tenu du rôle vital que le pont joue dans les infrastructures et l'économie du Québec. Malgré l'importance qu'ils accordaient au pont de Québec, de rares participants s'inquiétaient des coûts liés à l'acquisition du pont pour le gouvernement fédéral et se demandaient s'ils entraîneraient des hausses d'impôt dans les années à venir.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)

Tous les groupes ont pris part à des discussions sur divers problèmes auxquels les Canadiens sont confrontés à l'heure actuelle, et donné leur opinion de la gestion qu'en fait le gouvernement fédéral. Nous leur avons d'abord demandé dans quels domaines le gouvernement fédéral leur semblait avoir fait du bon travail ces derniers temps. Les participants ont fourni un éventail de réponses :

- Les soins de santé abordables et de grande qualité – Plusieurs ont parlé en termes élogieux des services de santé au Canada, en raison de leur grande qualité et leur caractère relativement abordable. À leur avis, les professionnels de la santé étaient en général de haut calibre et les Canadiens avaient accès gratuitement ou à peu de frais à un vaste éventail de services médicaux. Quelques participants ont fait expressément mention des ententes en santé conclues entre le gouvernement du Canada et les provinces et territoires, y voyant un pas dans la bonne direction pour renforcer le système de santé;
- Des mesures pour rendre la vie des Canadiens plus abordable – Pour beaucoup, la perception que les prestations et les soutiens étaient facilement accessibles était un autre domaine dans lequel le gouvernement du Canada avait bien fait dernièrement. De nombreux participants ont affirmé avoir bénéficié personnellement d'initiatives comme l'Allocation canadienne pour enfants (ACE), l'assurance-emploi (AE) et les prestations de maternité. Par ailleurs, quelques-uns ont évoqué de manière positive l'aide financière offerte par le gouvernement fédéral durant la pandémie de COVID-19, estimant que les soutiens tels que la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et les subventions salariales versées aux entreprises avaient été déterminants pour aider les Canadiens à joindre les deux bouts pendant cette période;
- Les changements climatiques et l'environnement – Un certain nombre avait l'impression que le gouvernement fédéral jugeait hautement prioritaires les enjeux tels que l'environnement et les changements climatiques. Il leur semblait que les changements climatiques constituaient une question urgente et qu'il était primordial d'investir dans les technologies propres et la durabilité pour préserver l'environnement des générations futures de Canadiens;
- La diversité et l'inclusivité – Selon les participants, le gouvernement du Canada avait accordé une grande priorité à la protection et à la promotion d'une grande variété de cultures et de modes de vie ainsi qu'aux mesures visant à permettre aux Canadiens racisés, aux membres de

la communauté 2ELGBTQI+ et autres groupes marginalisés de vivre une vie exempte de préjugés et de discrimination;

- L'immigration – Certains étaient en faveur de ce qu'ils percevaient comme une forte volonté de la part du gouvernement fédéral d'accroître les niveaux d'immigration au Canada, convaincus que cela aiderait à régler les pénuries perçues de main-d'œuvre dans les secteurs clés tels que la santé et l'éducation;
- L'aide internationale – Les participants ont salué l'excellent travail du gouvernement du Canada au chapitre de l'aide internationale. Ils ont cité en exemples l'aide financière et militaire continue fournie à l'Ukraine de même que l'aide humanitaire en cas de catastrophes, notamment en réponse aux récents tremblements de terre en Türkiye et en Syrie;
- La réconciliation avec les peuples autochtones – De l'avis des participants, le gouvernement fédéral avait déployé des efforts considérables pour favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones et améliorer la qualité de vie au sein des collectivités autochtones. Quelques-uns ont cité le travail accompli par le gouvernement du Canada en vue de la réalisation d'un plus grand nombre d'enquêtes sur la disparition et l'assassinat de femmes et de jeunes filles autochtones. Les participants ont salué le fait que la gouverneure générale en poste était d'origine autochtone, car cette dernière offrait une importante représentation des peuples autochtones au niveau fédéral.

Les participants ont également signalé les domaines dans lesquels le gouvernement du Canada pourrait faire mieux :

- L'accès aux soins de santé et les temps d'attente – Plusieurs avaient l'impression que les temps d'attente pour des services d'urgence et dans les cliniques sans rendez-vous étaient particulièrement longs actuellement et que des efforts supplémentaires s'imposaient pour faire en sorte que les Canadiens aient accès à des soins d'urgence dans un délai raisonnable. Cette situation touchait surtout les résidents de collectivités rurales et éloignées selon eux. Quelques-uns estimaient que le gouvernement fédéral devait en faire plus pour accélérer le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers des médecins et infirmières formés à l'extérieur du Canada;
- L'inflation et le coût élevé de la vie – Les participants souhaitaient d'autres mesures de la part du gouvernement fédéral destinées à rendre la vie plus abordable pour les Canadiens. Plusieurs croyaient que le prix des biens de consommation essentiels comme l'épicerie et l'essence avait considérablement augmenté dans la dernière année. Le gouvernement fédéral devait selon eux réglementer davantage les prix que les entreprises (dont les grandes chaînes d'épicerie) demandent pour leurs produits. Un petit nombre a ajouté qu'il fallait aussi en faire plus pour les ménages à revenu moyen qui étaient aussi aux prises avec des difficultés financières, mais n'avaient pas accès aux soutiens offerts aux personnes à faible revenu. Les enjeux liés à l'abordabilité du logement ont été mentionnés par plusieurs qui croyaient que le gouvernement fédéral devait redoubler d'efforts pour créer une stratégie afin d'y remédier;
- L'éducation – Le gouvernement du Canada devait en faire davantage d'après les participants pour recruter du personnel enseignant et inciter plus de Canadiens à faire carrière dans l'enseignement. Ils étaient nombreux à croire qu'il manquait présentement de personnel

enseignant et d'autres types d'éducateurs dans les écoles primaires et secondaires de plusieurs régions du pays;

- La réduction des dépenses fédérales – Aux yeux de certains, le gouvernement fédéral devait s'efforcer davantage de réduire ses dépenses et de revenir à un budget plus équilibré. Le fait de laisser le déficit national s'accroître inquiétait quelques-uns, car cela imposerait un fardeau financier plus lourd aux générations futures;
- La prestation des services fédéraux – Certains recommandaient au gouvernement du Canada d'en faire davantage pour atténuer les arriérés perçus relativement au traitement des demandes d'immigration et de passeport.

Questionnés sur les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité à l'avenir, beaucoup de participants ont de nouveau fait part de préoccupations relatives à l'inflation et à la hausse du coût de la vie. Selon eux, le gouvernement fédéral devrait en faire plus afin de rendre la vie plus abordable pour les Canadiens, grâce notamment à des mesures touchant l'épicerie, le carburant, le logement, le prix des forfaits cellulaires et d'autres secteurs essentiels. Aux yeux de nombreux participants, il fallait veiller à améliorer le système de santé, y compris réduire les temps d'attente, faire en sorte que les médecins et infirmières puissent exercer plus facilement au Canada et réaliser d'autres investissements dans les domaines tels que la santé mentale. Il importait aussi selon les participants d'apporter des améliorations aux infrastructures routières et autoroutières, de développer les réseaux de transport en commun, d'investir davantage dans les secteurs de l'éducation et des forces de l'ordre et de s'attaquer aux défis liés aux changements climatiques et à la réconciliation avec les peuples autochtones. Enfin, selon plusieurs participants du nord de l'Ontario, une plus grande attention devrait être accordée à la crise perçue des opioïdes, ce problème ayant pris de l'ampleur dans leurs collectivités au cours des dernières années.

Transport en commun (usagers du transport en commun de la RGT)

Les participants de la région du Grand Toronto (RGT) ont discuté brièvement du transport en commun. Ils ont tous mentionné utiliser régulièrement le transport en commun. Invités à dire quel ordre de gouvernement était responsable du transport en commun, la plupart pensaient que ce domaine relevait principalement des provinces. Pour ce qui est du rôle du gouvernement du Canada sur ce plan, plusieurs participants avaient l'impression que les fonds fédéraux servaient souvent à construire de nouvelles infrastructures de transport en commun ainsi qu'à améliorer et entretenir les réseaux existants. Quelques-uns se sont souvenus de l'aide fédérale accordée au service de trains GO dans la région de York. Questionnés sur ce que devraient être les principaux objectifs du gouvernement du Canada en matière de transport en commun, un grand nombre de participants croyaient qu'il fallait en faire plus pour faciliter l'accès à ces services, en particulier dans les banlieues et les collectivités rurales, dont les résidents avaient beaucoup moins d'options de transport en commun que ceux de grandes villes comme la RGT. De plus, il était nécessaire d'après eux de rendre le transport en commun plus abordable et d'offrir des réductions aux Canadiens à faible revenu qui empruntent le transport en commun pour vaquer à leurs activités quotidiennes. D'autres étaient d'avis qu'une plus grande attention devait être accordée à la sécurité dans le transport en commun, car il y avait eu une hausse

marquée des incidents de harcèlement et des crimes violents dans les trains et les autobus au cours des dernières années.

Lorsque nous leur avons demandé à quel point il est important que le gouvernement fédéral investisse dans l'électrification du transport en commun, les participants avaient des points de vue partagés. Si certains jugeaient essentiel de réduire dans toute la mesure du possible les émissions, pratiquement autant de participants pensaient que l'électrification aurait peu d'impact dans la lutte contre les changements climatiques. Plutôt que de mettre l'accent sur l'électrification des réseaux de transport terrestre, notamment d'autobus, quelques-uns recommandaient d'investir davantage dans l'accroissement des capacités et le prolongement des lignes de métro, estimant ces réseaux plus écoénergétiques à long terme. Nous avons informé les participants que grâce au Fonds pour le transport en commun à zéro émission, le gouvernement du Canada allait investir 2,75 milliards de dollars (sur cinq ans) pour aider les sociétés de transport en commun à mettre en œuvre leur projet d'électrification et à faire l'achat d'autobus à zéro émission, de nouvelles bornes de recharge et à moderniser leurs installations. Ils ont pratiquement tous réagi négativement à cette information. Il leur semblait que le gouvernement fédéral pouvait se concentrer sur des priorités plus importantes (comme le coût élevé de la vie et l'insécurité sur le plan du logement) et que cette initiative aurait peu d'impact dans la lutte contre les changements climatiques.

Langues officielles (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec)

Un groupe composé de résidents du Québec a discuté de la question des langues officielles du Canada ainsi que de la protection et la promotion du français à l'échelle du pays. La plupart considéraient ces enjeux comme une priorité importante sur laquelle le gouvernement du Canada devait se concentrer, car les francophones vivant à l'extérieur du Québec avaient accès à moins de soutiens et ressources dans leur langue que les anglophones du pays. Interrogés sur l'état de la langue française dans leur communauté, tous les participants la jugeaient suffisamment protégée, plusieurs ajoutant que dans leurs régions respectives, la vaste majorité parlait le français. À la question de savoir si le gouvernement du Canada était sur la bonne voie à cet égard (tant au Québec qu'ailleurs au pays), il y avait pratiquement autant de personnes qui disaient que oui que de participants qui se disaient indécis ou pas assez informés pour se prononcer. Très peu de participants jugeaient que le gouvernement fédéral faisait fausse route. En ce qui concerne d'autres mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour soutenir la langue française au Canada, il fallait d'après plusieurs investir plus de ressources pour former des éducateurs francophones et offrir un meilleur accès aux services en français dans toutes les collectivités canadiennes.

Les participants ont ensuite pris part à un exercice au cours duquel nous leur avons montré une liste de priorités en matière de langues officielles, puis demandé de choisir celles qui, selon eux, constituaient les plus importantes priorités sur lesquelles le gouvernement du Canada devait travailler. Ces priorités étaient les suivantes :

- *Créer une stratégie pour soutenir les entrepreneurs au sein des communautés de langue officielle en situation minoritaire;*
- *S'assurer que chaque Canadien peut être entendu et compris par un juge dans la langue officielle de son choix devant un tribunal;*
- *Garantir l'égalité des langues française et anglaise au Canada;*
- *Augmenter le financement des écoles pour les communautés francophones hors Québec;*
- *Investir pour améliorer l'accès aux programmes d'immersion en français et de français langue seconde dans tout le pays.*

Parmi celles-ci, ce sont les initiatives visant à augmenter le financement des écoles pour les communautés francophones hors Québec et à investir pour améliorer l'accès aux programmes d'immersion en français et de français langue seconde dans tout le pays qui étaient considérées comme les plus importantes priorités sur lesquelles le gouvernement du Canada devait s'atteler. D'après les participants, bon nombre de Canadiens anglophones seraient prêts à apprendre le français comme langue seconde si des ressources étaient à leur disposition et en faisant ces investissements, le gouvernement fédéral pourrait accroître le taux de bilinguisme au Canada. Ils pensaient aussi que ces mesures seraient utiles pour aider les personnes ayant immigré récemment au Canada à apprendre le français et à s'intégrer davantage aux collectivités francophones. Il importait selon plusieurs que le gouvernement du Canada se concentre sur les objectifs consistant à garantir l'égalité des langues française et anglaise au Canada et à s'assurer que chaque Canadien peut être entendu et compris par un juge dans la langue officielle de son choix devant un tribunal. De l'avis général, il s'agissait de droits fondamentaux pour tous les Canadiens. Même s'ils ont prêté moins d'attention à cette priorité, de nombreux participants appuyaient la création d'une stratégie pour soutenir les entrepreneurs au sein des communautés de langue officielle en situation minoritaire.

Perspectives économiques (résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier)

Nous avons posé quelques questions supplémentaires aux participants du groupe composé de résidents de l'Ontario travaillant dans le secteur financier concernant leurs perspectives et attentes relatives à l'économie canadienne. La plupart pensaient que l'économie était en proie à d'importantes difficultés à l'heure actuelle, qu'elle était devenue de plus en plus instable et qu'une récession était possible dans un avenir rapproché. Partageant leurs perspectives au sujet de l'économie canadienne dans les douze prochains mois, plusieurs s'attendaient à ce qu'un grand nombre de ménages continuent de faire face à des pressions financières et que les entreprises soient de plus en plus nombreuses à prendre des mesures de compression des coûts, comme des mises à pied, dans les mois à venir. Plus optimistes, quelques-uns ont souligné que malgré les défis actuels l'économie canadienne avait fait preuve de résilience jusqu'à maintenant et continuerait sans doute à croître dans un avenir

rapproché. Un petit nombre avaient un point de vue plus nuancé; selon eux, ces défis risquaient d'engendrer d'importantes difficultés financières chez les ménages à faible et moyen revenu dans les prochains mois, mais d'avoir peu d'incidence sur les Canadiens à l'aise financièrement. Parmi les participants préoccupés par un risque de récession économique, certains pensaient que le gouvernement du Canada aurait à faire preuve d'adaptation dans les mois à venir, notamment pour aider les familles canadiennes qui subiraient les contrecoups d'un ralentissement économique.

Appelés à dire si le gouvernement du Canada était présentement sur la bonne voie quant à sa gestion de l'économie, la plupart hésitaient à se prononcer et personne n'était au courant de mesures ou d'initiatives récentes du gouvernement fédéral à cet égard. Questionnés sur l'importance pour la croissance économique du plan du gouvernement fédéral d'offrir des services universels de garde d'enfants à 10 \$ par jour (en moyenne), les participants ont formulé des avis partagés. Ils étaient nombreux à penser qu'il serait bon pour l'économie, car il permettrait à un plus grand nombre de parents (en particulier des mères) de retourner sur le marché du travail tout en aidant les familles canadiennes à élever de jeunes enfants. D'autres estimaient en revanche que cette initiative n'aurait qu'un impact modéré sur l'ensemble de l'économie, puisqu'elle profiterait avant tout aux parents de jeunes enfants plutôt qu'à la population générale. Nous avons demandé aux participants s'ils croyaient que les investissements dans les énergies et les technologies propres auraient un impact positif sur l'économie canadienne. La plupart s'attendaient à ce qu'ils aient peu d'incidence. À leur avis, toute croissance économique dans ce secteur serait probablement neutralisée par les coûts initiaux élevés associés à ces investissements.

Lorsque nous les avons interrogés sur le taux de chômage actuel au Canada, la plupart l'évaluaient entre 5 % et 7 %. Pour clarifier le tout, nous leur avons fourni l'information suivante :

Pour un quatrième mois consécutif, le taux de chômage était de 5 % en mars, juste au-dessus du creux record de 4,9 % observé en juin et juillet 2022 (le plus bas enregistré depuis que Statistique Canada a commencé à mesurer des données comparables il y a plus de 40 ans.)

Beaucoup ont été surpris par cette information, car ils pensaient que le taux de chômage était plus élevé en ce moment et se demandaient comment ce chiffre avait été calculé. À la question de savoir si cette information avait influé sur leur impression de l'économie canadienne, tous ont dit que non. Il leur semblait que le taux de chômage était en général un piètre indicateur de santé économique; le gouvernement fédéral devait plutôt se concentrer sur la croissance économique à long terme et les mesures visant à faire en sorte que l'ensemble des Canadiens puissent toucher un salaire vital et continuer de joindre les deux bouts.

Les aînés (aînés de la ville de Québec occupant un emploi)

Un groupe a pris part à une discussion supplémentaire sur les enjeux auxquels sont confrontés les aînés canadiens. Tous les participants étaient âgés de 55 ans ou plus et occupaient présentement un emploi. Interrogés au sujet des principaux enjeux auxquels les aînés faisaient face à l'heure actuelle, les participants ont nommé de nombreux domaines. Beaucoup de participants ont formulé des préoccupations concernant les prestations destinées aux aînés, notamment celles versées au titre de la

Sécurité de la vieillesse (SV) et du Régime de pension du Canada (RPC), estimant qu'il fallait augmenter considérablement les montants de ces soutiens pour tenir compte de la hausse du coût de la vie. Il importait selon d'autres d'en faire plus pour éviter que les aînés qui retournent sur le marché du travail voient leurs prestations baisser. Plusieurs ont également cité les problèmes à se loger, y compris la capacité des aînés canadiens à avoir accès à un logement sécuritaire et abordable. D'après les participants, d'autres efforts étaient nécessaires afin de rendre les logements pour aînés plus abordables et s'assurer que les personnes âgées obtiennent des soins à domicile, notamment de la part de préposés aux services de soutien à la personne (PSSP).

Relativement au coût de la vie, nous avons demandé aux participants s'ils se souvenaient de mesures récentes prises par le gouvernement fédéral pour rendre la vie des aînés plus abordable. Si quelques-uns ont nommé les augmentations apportées récemment aux prestations de la SV et du RPC, une majorité pensait qu'elles étaient insuffisantes pour avoir un impact important. Tous convenaient que le gouvernement du Canada faisait actuellement fausse route pour ce qui est d'aider les aînés à composer avec le coût de la vie. En ce qui concerne le prix des logements, certains recommandaient au gouvernement fédéral d'offrir davantage de subventions au logement et d'options de logement abordable aux aînés, en particulier ceux dont le revenu est fixe. Invités à dire si le coût élevé de la vie en ce moment avait eu un impact sur leurs plans de retraite, tous ont répondu par l'affirmative. Un certain nombre craignaient d'avoir à retourner éventuellement sur le marché du travail une fois à la retraite. D'autres s'attendaient à devoir repousser leur retraite d'au moins cinq ans pour pouvoir épargner davantage.

Invités à dire dans quelle mesure les programmes tels que la Sécurité de la vieillesse (SV) et le Supplément de revenu garanti (SRG) étaient importants pour ce qui est de rendre leur vie plus abordable, de nombreux participants estimaient qu'ils avaient été utiles. D'autres pensaient cependant que les aînés ne pouvaient pas se prévaloir de ces deux types de soutien en même temps, ce qui limitait l'impact global de ces programmes. La plupart connaissaient déjà le programme de la SV, mais peu étaient au courant du SRG. Pour faciliter la discussion, nous avons mentionné aux participants que les prestations de la SV et du SRG sont ajustées chaque année en fonction des variations dans l'indice des prix à la consommation (IPC) afin de tenir compte de l'augmentation du coût de la vie. Même s'ils trouvaient ces ajustements particulièrement importants dans le contexte de taux élevé d'inflation actuel, il semblait à de nombreux participants que les montants versés ne comblaient pas les besoins financiers de la plupart des aînés. Après avoir appris qu'à compter de juillet 2022, les personnes âgées de 75 ans et plus recevraient une augmentation automatique de 10 % de leur pension de la Sécurité de la vieillesse, la plupart s'attendaient à ce qu'elle soit insuffisante pour répondre à leurs besoins financiers et qu'une autre hausse devrait être envisagée. De rares participants souhaitaient que l'augmentation s'applique aussi aux aînés de moins de 75 ans, qui peinent également actuellement à composer avec le coût élevé de la vie.

Budget 2023 (résidents de grandes villes de l'Alberta, résidents du nord de l'Ontario)

Dans deux groupes, les participants ont discuté du budget fédéral déposé le 28 mars 2023. Quelques-uns seulement en avaient entendu parler et un très petit nombre avaient écouté l'annonce en direct. Invités à décrire le thème central du budget, les participants ont mentionné les soins de santé, l'énergie propre, la réconciliation avec les peuples autochtones et l'élargissement de la Prestation dentaire canadienne. Quelques-uns seulement ont exprimé des inquiétudes à l'idée que le nombre d'initiatives prévues au budget fasse augmenter le déficit national.

Lorsque nous leur avons expliqué que les priorités du budget de 2023 étaient de rendre la vie plus abordable pour les Canadiens, améliorer le système de santé public et faire croître l'économie propre, presque tous ont réagi favorablement. Les participants étaient généralement d'avis que ces secteurs étaient les plus préoccupants pour les Canadiens et nécessitaient une grande attention du gouvernement fédéral. Questionnés à savoir si le gouvernement du Canada était sur la bonne voie en ce qui concerne ces priorités, les participants ont eu des réactions mitigées. Plusieurs croyaient que bien que le gouvernement fédéral ait intensifié ses efforts dernièrement pour régler ces enjeux, peu de progrès avaient été réalisés. Quelques-uns craignaient qu'on ne puisse mettre en œuvre les initiatives relatives à l'économie propre, notamment la transition à grande échelle vers les véhicules à émission zéro (VEZ), en raison d'un manque d'infrastructure, comme les bornes de recharge. Quelques résidents de l'Alberta croyaient qu'on accordait trop d'attention à la transition vers l'énergie propre au détriment des autres secteurs énergétiques comme le pétrole et le gaz.

Nous avons par la suite présenté aux participants une liste des mesures annoncées dans le cadre du budget et leur avons demandé de choisir celle qui d'après eux aurait le plus grand impact. Les initiatives présentées au groupe de l'Alberta étaient principalement axées sur la priorité de rendre le coût de la vie plus abordable pour les Canadiens. Ces initiatives étaient les suivantes :

- *Instaurer un nouveau remboursement unique pour l'épicerie afin de venir en aide aux ménages à faible revenu qui en ont le plus besoin ;*
- *Réduire les frais indésirables, comme la hausse des frais d'itinérance des télécommunications, les frais d'événements ou de concerts, les frais de bagages excessifs et les frais d'expédition ou de fret injustifiés ;*
- *Lancer le nouveau Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété pour aider les acheteurs d'une première maison à épargner pour leur mise de fonds ;*
- *Sévir contre les prêts à conditions abusives en imposant une limite quant aux taux d'intérêt que les prêteurs peuvent exiger ;*
- *Établir un droit à la réparation des biens pour que les appareils et électroménagers qui brisent puissent être réparés facilement et que les pièces soient plus accessibles ;*
- *Accroître la production automatisée des déclarations de revenus pour permettre à un plus grand nombre de Canadiens de recevoir les prestations et les crédits auxquels ils ont droit ;*
- *Réduire les frais de transaction des cartes de crédit pour les petites entreprises ;*

- *Augmenter la portion fédérale des bourses d'études de 40 % pour rendre l'éducation postsecondaire plus abordable.*

Parmi les mesures présentées, celles qui consistent à réduire les frais indésirables et à sévir contre les prêts à conditions abusives ont obtenu le plus grand appui des participants. Plusieurs avaient l'impression que des frais inutiles avaient été ajoutés à un vaste éventail de produits et services dans les dernières années et que ceux-ci étaient devenus de plus en plus coûteux pour les Canadiens, surtout avec l'inflation élevée que l'on connaît présentement. En ce qui concerne l'initiative qui consiste à sévir contre les prêts à conditions abusives, les participants étaient d'avis qu'avec le climat économique actuel, il allait falloir réglementer davantage les prêteurs qui réclament des frais d'intérêt élevés pour s'assurer qu'ils ne profitent pas des personnes qui peinent à joindre les deux bouts en raison du coût de la vie. L'initiative qui vise à augmenter la portion fédérale des bourses d'études postsecondaires de 40 % a aussi suscité des réactions très favorables, certains participants croyant qu'elle contribuerait sans doute à rendre les études postsecondaires plus accessibles et par conséquent, à augmenter les possibilités économiques pour les Canadiens. Le remboursement unique pour l'épicerie accordé aux ménages à faible revenu a reçu un appui modéré, certains étant d'avis qu'il ne réglerait pas les problèmes d'abordabilité à long terme. Quelques participants étaient également préoccupés par la grande disponibilité des services de production automatisée des déclarations de revenus et ont indiqué qu'ils étaient plus à l'aise de préparer et de produire eux-mêmes leurs déclarations. Quelques participants seulement ont choisi le lancement du nouveau Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété et l'établissement d'un droit à la réparation des biens. Lorsque nous leur avons demandé ce que le gouvernement fédéral pourrait faire de plus afin de rendre la vie plus abordable pour les Canadiens, les participants ont mentionné certaines mesures, comme une réglementation accrue des loyers que peuvent exiger les propriétaires, des efforts pour réduire le coût de l'énergie et des services publics pour les Canadiens, et un allègement fiscal pour les ménages à faible ou moyen revenu aux prises avec le coût de la vie.

Nous avons présenté aux participants du nord de l'Ontario les initiatives suivantes en lien avec la priorité qui consiste à améliorer le système de santé public :

- *Aller de l'avant avec de nouvelles ententes de financement avec les provinces pour s'attaquer aux pénuries de médecins et d'infirmières et réduire les temps d'attente pour les services d'urgence et les tests diagnostiques ;*
- *Moderniser le système de soins de santé grâce à une collecte de données améliorée pour assurer la reddition de comptes et obtenir de meilleurs résultats pour les Canadiens, peu importe l'endroit où ils habitent ;*
- *Élargir les critères d'admissibilité à l'exonération du remboursement des prêts pour les médecins et les infirmières qui choisissent de travailler dans les communautés rurales et éloignées ;*
- *Élargir les critères d'admissibilité à la Prestation dentaire canadienne afin qu'un plus grand nombre de familles à faible revenu et sans assurance puissent avoir accès à des soins dentaires ;*
- *Préserver l'accès à l'avortement et aux autres services de santé sexuelle et reproductive en relançant les investissements dans le Fonds pour la santé sexuelle et reproductive ;*
- *Lutter contre la crise des opioïdes en finançant d'autres initiatives de réduction des méfaits et traitements.*

Les participants ont préféré l'initiative du gouvernement du Canada qui consiste à aller de l'avant avec les nouvelles ententes de financement avec les provinces et territoires pour s'attaquer aux pénuries de médecins et d'infirmières et réduire les temps d'attente pour les services d'urgence et les tests diagnostiques. Plusieurs étaient d'avis que les pénuries de travailleurs de la santé représentaient un des enjeux les plus pressants dans ce secteur et que l'augmentation du nombre de médecins et d'infirmières au Canada permettrait de résoudre de nombreux problèmes en matière de soins de santé. Quelques-uns s'attendaient à bénéficier eux-mêmes de cette initiative en augmentant les chances de se trouver un médecin de famille dans leur communauté. Plusieurs ont également souligné l'importance de la mesure qui vise à lutter contre la crise des opioïdes en finançant d'autres initiatives de réduction des méfaits et traitements. Certains avaient l'impression que le problème avait pris de l'ampleur dans les dernières années et plusieurs s'entendaient pour dire que les dépendances étaient devenues plus apparentes dans leurs communautés. La préservation de l'accès à l'avortement et aux autres services de santé sexuelle et reproductive, de même que l'élargissement des critères d'admissibilité à la Prestation dentaire canadienne ont également été perçus comme des mesures importantes par plusieurs participants. Dans le dernier cas, les participants croyaient que cette mesure permettrait à un plus grand nombre de familles à faible ou moyen revenu d'obtenir des soins dentaires et que cela contribuerait à préserver la santé dentaire des Canadiens à long terme. Quelques-uns seulement ont choisi les initiatives qui consistent à moderniser le système de soins de santé grâce à une collecte de données améliorée et à élargir les critères d'admissibilité à l'exonération du remboursement des prêts pour les médecins et les infirmières qui choisissent de travailler dans les communautés rurales et éloignées. Quelques participants du nord de l'Ontario avaient bon espoir que des incitatifs comme l'exonération du remboursement des prêts permettraient de recruter un plus grand nombre de travailleurs de la santé dans la région.

Nous avons présenté aux deux groupes de l'information concernant deux priorités visant à faire croître l'économie propre :

- *Créer un nouveau crédit d'impôt pour appuyer la production de technologies propres, notamment celles qui permettent d'extraire, de transformer ou de recycler les minéraux critiques pour la fabrication d'équipement d'énergie renouvelable, le stockage d'énergie électrique et les véhicules électriques ;*
- *Créer un nouveau crédit d'impôt pour encourager les investissements visant à renforcer le réseau d'électricité propre partout au pays.*

Plusieurs ignoraient si la création d'un nouveau crédit d'impôt pour appuyer la production de technologies propres aurait un impact positif. Tandis que quelques-uns espéraient qu'elle mène à la création d'emplois bien rémunérés et à une activité accrue dans le secteur minier, plusieurs étaient d'un autre avis. Parmi ceux-ci, certains craignaient que ce crédit soit disponible pour les fabricants étrangers et aux projets provenant de l'extérieur du Canada. De nombreux participants ont exprimé des doutes à l'égard de cette initiative en raison des impacts négatifs possibles de l'extraction de ces minéraux critiques sur l'environnement. D'autres doutaient qu'une transition à grande échelle vers l'énergie renouvelable et les véhicules électriques (VE) soit réalisable à court terme. Lorsque nous leur avons demandé s'ils se rappelaient d'autres mesures du gouvernement du Canada qui visent à faire

croître le secteur de l'énergie propre, les participants ont mentionné les investissements dans l'énergie éolienne, les mesures visant à augmenter la fabrication de VE au Canada et les programmes comme la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes (bien qu'ils ne l'aient pas nommée spécifiquement). En parlant de ce qui arriverait selon eux si le gouvernement fédéral ne priorisait pas les investissements dans les technologies propres, la plupart s'entendaient pour dire que le Canada prendrait du retard sur les autres pays, tant sur le plan économique qu'environnemental. Quelques participants de l'Alberta avaient une autre opinion et croyaient que le gouvernement fédéral ferait mieux de rediriger ses efforts sur les investissements dans les ressources non renouvelables comme le pétrole et le gaz puisque d'après eux, le Canada en tirerait des avantages économiques considérables en raison de ses réserves importantes de ces ressources.

Sur la question du crédit d'impôt visant à renforcer le réseau d'électricité propre au pays, bien que plusieurs fussent d'avis que cette initiative contribuerait à créer des emplois et à assurer la croissance économique dans ce secteur, d'autres étaient incertains quant aux avantages sur le plan environnemental. Quelques-uns étaient d'avis que la production massive d'électricité requise pour qu'une proportion importante de Canadiens utilisent les technologies comme les véhicules électriques aurait sans doute des impacts négatifs sur l'environnement, et croyaient que cette mesure ne permettrait pas de réduire suffisamment les émissions de gaz à effet de serre. Questionnés à savoir pourquoi le gouvernement du Canada accordait la priorité à cette initiative, bon nombre de participants avaient l'impression que c'était la direction que prenait l'économie mondiale et que pour demeurer compétitif et compatible avec ses partenaires commerciaux, le Canada devait également investir pour renforcer son réseau électrique. Quant aux autres mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour faire croître le secteur de l'énergie propre, les participants pensaient qu'il devrait investir davantage dans d'autres sources renouvelables comme l'énergie éolienne, hydroélectrique, solaire et nucléaire. Certains croyaient également qu'il pourrait redoubler d'efforts pour éduquer les jeunes Canadiens sur les avantages de l'énergie renouvelable et les façons d'utiliser ces technologies dans leur quotidien.

En ce qui concerne le budget dans son ensemble, plusieurs s'entendaient pour dire que les mesures discutées avaient amélioré leurs impressions des objectifs globaux du gouvernement fédéral. Bien qu'ils fussent généralement d'avis que le succès du budget reposait essentiellement sur l'efficacité de la mise en œuvre de ces initiatives dans les mois à venir, la plupart des participants croyaient que les priorités établies par le gouvernement du Canada étaient les bonnes. La majorité était d'avis que si elles étaient mises en place, ces initiatives auraient des répercussions positives sur l'économie, l'environnement et la santé globale des Canadiens. Questionnés à savoir s'ils croyaient que les initiatives prévues au budget étaient réalistes, plusieurs participants avaient l'impression que la mise en œuvre des objectifs en matière d'énergie propre établis par le gouvernement du Canada prendrait plus de temps que prévu et qu'ils étaient irréalistes à court terme. Quant aux autres priorités qu'ils souhaiteraient voir incluses dans les prochains budgets, les participants ont mentionné les améliorations aux infrastructures, des investissements accrus en éducation et des ressources additionnelles et accessibles aux personnes en situation de handicap.

Les participants de l'Alberta ont pris part à un exercice supplémentaire durant lequel nous leur avons présenté une citation tirée du budget et demandé leurs impressions.

« Premièrement, dans le cadre de la transformation économique la plus importante depuis la révolution industrielle, nos alliés et partenaires du monde entier, principalement les États-Unis, investissent massivement pour bâtir des économies propres et les industries carboneutres de demain. À la fois, Poutine et la pandémie ont cruellement exposé aux démocraties du monde les risques de la dépendance économique à l'égard de dictatures. Par conséquent, nos alliés prennent rapidement des mesures pour amarrer leur économie et leurs chaînes d'approvisionnement à des économies comme la nôtre. Ensemble, ces deux grandes transformations offrent aux travailleuses et aux travailleurs canadiens l'occasion la plus importante de toute une vie ».

Quelques-uns seulement avaient une forte opinion du message véhiculé dans cette citation et certains étaient d'avis que l'une des principales raisons pour lesquelles le gouvernement du Canada investissait dans l'économie propre était d'aligner ses objectifs à ceux de ses alliés et de demeurer compétitif dans l'économie mondiale.

Image de marque du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (résidents de grandes villes de l'Alberta)

Les participants d'un groupe ont pris part à une discussion sur le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) et évalué des visuels et des phrases conçus pour renseigner les Canadiens au sujet de la *Loi sur la diffusion continue en ligne* (projet de loi C-11). Très peu d'entre eux connaissaient le CRTC et son mandat. Pour éclairer la discussion, nous leur avons présenté l'information suivante :

Le CRTC est responsable de la mise en œuvre de la Loi sur la radiodiffusion du Canada, qui définit les règles (ou « règlements ») que les radiodiffuseurs doivent respecter. Un nouveau projet de loi fait actuellement son chemin au Parlement, la Loi sur la diffusion en continu en ligne (connue sous le nom du projet de loi C-11) et, si ce projet de loi est adopté, les services de diffusion en continu en ligne seront également assujettis à la Loi sur la radiodiffusion. Cela signifie que les diffuseurs en ligne devront respecter certaines règles (ou « règlements »), comme le font depuis de nombreuses années les diffuseurs traditionnels tels que ceux de la télévision ou de la radio.

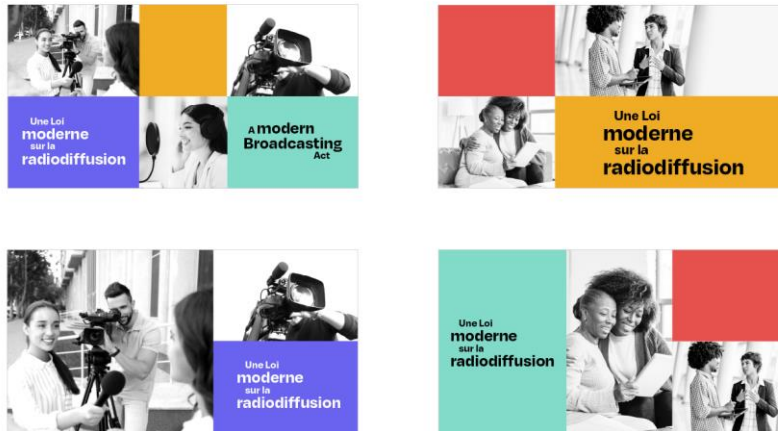
Nous avons ensuite présenté au groupe un concept en cours d'élaboration par le CRTC, en leur expliquant que ce visuel serait utilisé dans des brochures et des panneaux, des sites Web et des plateformes de médias sociaux comme Twitter et LinkedIn.



Les quatre images ci-dessus s'accompagnent du slogan « Nos histoires à votre façon » et, pour la première image, de la traduction anglaise « Our stories your way ». Chaque image se compose de photographies en noir et blanc et de blocs de couleur unie. L'image supérieure gauche comporte trois photos qui mettent en scène une journaliste en train de mener une entrevue, un cameraman et une animatrice radio. Les blocs de couleur sont respectivement bleu, orange et turquoise; le slogan français figure en caractères blancs sur le fond bleu, tandis que sa version anglaise figure en caractères noirs sur le fond turquoise. L'image supérieure droite comprend une photo de deux femmes souriantes assises côte à côte qui regardent une tablette, et une photo de deux personnes en train de discuter. Les blocs de couleur sont respectivement rouge et orange, et le slogan français figure en caractères noirs sur le fond orange. L'image inférieure gauche reprend les photos de la journaliste et du cameraman et comprend un seul bloc de couleur bleue d'où se détache le slogan français en caractères blancs. L'image inférieure droite reprend les photos des femmes souriantes assises côte à côte et des deux personnes en train de discuter. Les blocs de couleur sont respectivement rouge et turquoise, et le slogan français figure en caractères noirs sur le fond turquoise.



Les quatre images ci-dessus s'accompagnent du slogan « Vos histoires à votre façon » et, pour la première image, de la traduction anglaise « Your stories your way ». Chaque image se compose de photographies en noir et blanc et de blocs de couleur unie. L'image supérieure gauche comporte trois photos qui mettent en scène une journaliste en train de mener une entrevue, un cameraman et une animatrice radio. Les blocs de couleur sont respectivement bleu, orange et turquoise; le slogan français figure en caractères blancs sur le fond bleu, tandis que sa version anglaise figure en caractères noirs sur le fond turquoise. L'image supérieure droite comprend une photo de deux femmes souriantes assises côte à côte qui regardent une tablette, et une photo de deux personnes en train de discuter. Les blocs de couleur sont respectivement rouge et orange, et le slogan français figure en caractères noirs sur le fond orange. L'image inférieure gauche reprend les photos de la journaliste et du cameraman et comprend un seul bloc de couleur bleue d'où se détache le slogan français en caractères blancs. L'image inférieure droite reprend les photos des femmes souriantes assises côte à côte et des deux personnes en train de discuter. Les blocs de couleur sont respectivement rouge et turquoise, et le slogan français figure en caractères noirs sur le fond turquoise.



Les quatre images ci-dessus s'accompagnent du slogan « Une loi moderne sur la radiodiffusion » et, pour la première image, de la traduction anglaise « A modern Broadcasting Act ». Chaque image se compose de photographies en noir et blanc et de blocs de couleur unie. L'image supérieure gauche comporte trois photos qui mettent en scène une journaliste en train de mener une entrevue, un cameraman et une animatrice radio. Les blocs de couleur sont respectivement bleu, orange et turquoise; le slogan français figure en caractères blancs sur le fond bleu, tandis que sa version anglaise figure en caractères noirs sur le fond turquoise. L'image supérieure droite comprend une photo de deux femmes souriantes assises côte à côte qui regardent une tablette, et une photo de deux personnes en train de discuter. Les blocs de couleur sont respectivement rouge et orange, et le slogan français figure en caractères noirs sur le fond orange. L'image inférieure gauche reprend les photos de la journaliste et du cameraman et comprend un seul bloc de couleur bleue d'où se détache le slogan français en caractères blancs. L'image inférieure droite reprend les photos des femmes souriantes assises côte à côte et des deux personnes en train de discuter. Les blocs de couleur sont respectivement rouge et turquoise, et le slogan français figure en caractères noirs sur le fond turquoise.



Les quatre images ci-dessus s'accompagnent du slogan « Plus d'histoires à votre façon » et, pour la première image, de la traduction anglaise « More stories your way ». Chaque image se compose de photographies en noir et blanc et de blocs de couleur unie. L'image supérieure gauche comporte trois photos qui mettent en scène une journaliste en train de mener une entrevue, un cameraman et une animatrice radio. Les blocs de couleur sont respectivement bleu, orange et turquoise; le slogan français figure en caractères blancs sur le fond bleu, tandis que sa version anglaise figure en caractères noirs sur le fond turquoise. L'image supérieure droite comprend une photo de deux femmes souriantes assises côte à côte qui regardent une tablette, et une photo de deux personnes en train de discuter. Les blocs de couleur sont respectivement rouge et orange, et le slogan français figure en caractères noirs sur le fond orange. L'image inférieure gauche reprend les photos de la journaliste et du cameraman et comprend un seul bloc de couleur bleue d'où se détache le slogan français en caractères blancs. L'image inférieure droite reprend les photos des femmes souriantes assises côte à côte et des deux personnes en train de discuter. Les blocs de couleur sont respectivement rouge et turquoise, et le slogan français figure en caractères noirs sur le fond turquoise.

Lorsque nous avons invité les participants à faire part de leurs premières impressions, ils ont exprimé des points de vue variés. La plupart trouvaient le concept globalement positif, chaleureux et moderne, mais quelques-uns n'étaient pas d'accord. Selon ces derniers, la juxtaposition du rouge, de l'orange et du vert dans certains encadrés était discordante et leur faisait penser à un feu de circulation. De plus, les images contenant une caméra leur semblaient un peu restreintes ou surchargées par rapport à celles sans caméra, qui évoquaient davantage l'appartenance à la communauté et la liberté d'expression.

Tournant ensuite leur attention sur le texte qui accompagne le concept, les participants ont lu une liste de phrases qui pourraient servir dans le cadre de cette campagne d'information :

- *Nos histoires à votre façon*
- *Vos histoires à votre façon*
- *Une loi moderne sur la radiodiffusion*
- *Plus d'histoires à votre façon*

Parmi les choix proposés, *Vos histoires à votre façon*, *Une loi moderne sur la radiodiffusion* et *Plus d'histoires à votre façon* ont recueilli des niveaux d'appui comparables. Personne n'a retenu *Nos histoires à votre façon*. D'après les participants qui préféraient *Une loi moderne sur la radiodiffusion*, ce slogan était le plus direct et allait peut-être apaiser d'éventuelles inquiétudes concernant la censure sur Internet susceptible d'être associée selon eux à la *Loi sur la diffusion en continu en ligne*. Ceux qui avaient choisi la phrase *Vos histoires à votre façon* trouvaient qu'elle communiquait bien l'idée que cette loi favoriserait les contenus les plus significatifs aux yeux des Canadiens. Enfin, *Plus d'histoires à votre façon* a paru à plusieurs participants comme l'option la plus progressiste, car elle évoquait l'inclusion de plus nombreux récits reflétant la diversité de la société canadienne ainsi que l'importance de présenter une multitude de perspectives.

Pour préciser le contexte, nous avons donné aux participants un aperçu du mandat et des grands objectifs du CRTC :

- Favoriser un système de radiodiffusion plus inclusif au Canada;
- Soutenir une plus grande diversité de contenus canadiens et autochtones;
- Veiller à ce que la population canadienne ait accès à un contenu canadien varié, peu importe qu'elle écoute la radio, qu'elle regarde la télévision ou qu'elle obtienne son contenu en ligne;
- Permettre aux artistes ainsi qu'aux créatrices et créateurs de contenu canadien de raconter leurs histoires.

Lorsque nous leur avons demandé si le concept communiquait bien ces objectifs, les participants ont tous répondu qu'il était moyennement efficace sur ce plan. Beaucoup ont dit que *Vos histoires à votre façon* reflétait le mieux ces objectifs. À la question de savoir si le concept représentait bien le CRTC, presque tous ont trouvé que oui et qu'il encouragerait certainement les Canadiens à raconter leurs propres histoires. Quelques personnes ont mentionné que le fait d'avoir vu le concept et pris connaissance des objectifs du CRTC leur avait donné une image plus positive de cet organisme.

Tarification du carbone (résidents du nord de l'Ontario, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique)

Deux groupes ont eu une discussion portant sur le système de tarification du carbone du gouvernement fédéral. Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de la tarification du carbone au Canada, la plupart ont répondu que oui. Certains se réjouissaient de l'introduction de cette mesure, car elle encouragerait des comportements plus durables et une réduction des émissions, mais presque autant la désapprouvaient. De l'avis de ces derniers, la tarification du carbone avait alimenté la hausse des coûts à la consommation, avec pour conséquence que certains Canadiens avaient du mal à acheter des biens et des services essentiels. Un petit nombre de participants seulement connaissaient l'expression « paiement de l'incitatif à agir pour le climat » (PIAC). Selon certains, il s'agissait d'un montant versé aux Canadiens qui adoptent des comportements écoresponsables, tandis que selon d'autres, c'était un rabais offert lors de l'installation de panneaux solaires, par exemple, ou à l'achat d'un véhicule à zéro émission (VZE). Pour orienter la

discussion, nous avons fourni aux participants un complément d'information sur le PIAC. Le groupe de résidents du nord de l'Ontario a lu le texte suivant :

En 2016, le gouvernement du Canada a annoncé un plan visant à assurer la tarification de la pollution par le carbone dans l'ensemble du pays, en donnant à chaque province et territoire la souplesse nécessaire pour soit élaborer un système qui convient à leur situation, pour autant qu'il respecte la norme fédérale, soit adopter un système fédéral normalisé. La tarification du carbone comprend deux parties – une redevance sur les combustibles et un système pour les industries.

Tous les produits perçus dans une province dans le cadre du système fédéral demeurent dans cette province. Dans le cas de l'Ontario par exemple, 90 % des produits sont retournés directement aux résidents sous forme de paiement de l'Incitatif à agir pour le climat. Pour une famille de quatre personnes, cela représente environ 976 \$ par année. Les 10 % qu'il reste sont utilisés pour soutenir les petites entreprises et les groupes autochtones.

Le groupe de résidents du Canada atlantique a lu un texte légèrement différent :

En 2016, le gouvernement du Canada a annoncé un plan visant à assurer la tarification de la pollution par le carbone dans l'ensemble du pays. La tarification du carbone comprend deux parties – une redevance sur les combustibles et un système pour les industries. Aujourd'hui, nous nous concentrerons sur la redevance sur les combustibles qui s'applique entre autres au pétrole et au gaz. Les provinces et les territoires peuvent soit appliquer la tarification fédérale sur la pollution ou proposer leurs propres systèmes, pour autant qu'il respecte la norme établie par le gouvernement fédéral.

Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse utiliseront le système fédéral à compter du 1^{er} juillet 2023. Le Nouveau-Brunswick commencera aussi à utiliser la redevance sur les combustibles du gouvernement fédéral dans les prochains mois, mais continuera d'utiliser son propre système pour l'industrie.

En vertu du système fédéral, tous les produits de la tarification de la pollution par le carbone perçus dans une province demeurent dans celle-ci. Dans le cas de Terre-Neuve-et-Labrador par exemple, 90 % des produits sont retournés directement aux résidents sous forme de paiement de l'Incitatif à agir pour le climat. Pour une famille de quatre personnes, cela représente environ 1 312 \$ par année et les paiements sont versés à chaque trimestre ou tous les trois mois. Les 10 % qu'il reste sont utilisés pour soutenir certaines petites entreprises et les groupes autochtones, ainsi que les agriculteurs.

Même si la plupart des participants appuyaient les démarches du gouvernement fédéral visant à encourager les Canadiens à réduire leur empreinte carbone et à opter pour des comportements plus durables, presque tous jugeaient le système de tarification du carbone trop compliqué et doutaient que l'initiative permette de réduire sensiblement les émissions. Beaucoup ont dit ne pas comprendre pourquoi une si grande part des recettes perçues par l'entremise de ce programme était retournée aux Canadiens au lieu d'être réinvestie dans des initiatives axées sur la durabilité ou des subventions pour les projets de rénovation résidentielle. De l'avis de plusieurs participants du nord de l'Ontario, ce système risquait d'être injuste pour les habitants de régions rurales ou au climat rigoureux, qui consomment plus d'énergie pour répondre à leurs besoins quotidiens que les citadins. À la question de savoir si cette initiative aurait un impact majeur, un impact mineur ou aucun impact sur les

changements climatiques, la plupart des participants du nord de l'Ontario ont dit s'attendre à ce que son impact soit mineur, tandis que leurs homologues du Canada atlantique croyaient majoritairement qu'elle n'aurait sans doute pas d'impact. Aucun participant n'avait l'impression que cette initiative pouvait contribuer de façon importante à la lutte contre les changements climatiques.

Répondant à une question supplémentaire, les participants du Canada atlantique ont exprimé des avis partagés quant à la possibilité que la tarification de la pollution par le carbone réduise l'utilisation de pétrole et de gaz de la population. Même si certaines personnes, en particulier celles habitant de grandes villes, pouvaient parfois troquer leur voiture pour le transport en commun ou conduire un VZE, plusieurs participants estimaient que l'accès à ces options était nettement plus limité dans les petites collectivités. Ils croyaient donc que de nombreux Canadiens n'auraient d'autre choix que de compter sur le pétrole et le gaz pour répondre à leurs besoins énergétiques, même si cela devait coûter beaucoup plus cher. En ce qui concerne la manière dont le PIAC serait versé, les participants de ce groupe supposaient que l'Agence du Revenu du Canada (ARC) procéderait par dépôt direct, comme pour les versements du crédit pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée (TPS/TVH). À ce sujet, certains participants ont à nouveau fait remarquer que les montants retournés aux particuliers devraient être moindres, afin de consacrer une plus grande partie des revenus perçus à des initiatives et des subventions axées sur la durabilité.

Changements climatiques (parents de la classe moyenne de la Nouvelle-Écosse, résidents du nord de la Colombie-Britannique)

L'environnement et les changements climatiques ont fait l'objet de discussions dans deux groupes. Nos questions ont principalement porté sur les gestes à poser pour devenir plus écoresponsable au quotidien ainsi que sur les conséquences possibles des changements climatiques et les mesures d'adaptation requises pour contrer ce problème croissant.

Comportements associés aux changements climatiques (parents de la classe moyenne de la Nouvelle-Écosse)

Les résidents de la Nouvelle-Écosse ont discuté des gestes et des comportements que chacun peut adopter pour être plus respectueux de l'environnement dans ses activités quotidiennes. Très peu de participants estimaient que les particuliers ont un rôle à jouer dans la lutte contre les changements climatiques, et plusieurs ont émis l'opinion qu'une action de cet ordre aurait sans doute peu ou pas d'effets vu l'ampleur considérable du problème. Invités à donner des exemples de gestes ou de comportements personnels qui contribueraient à atténuer les effets de changements climatiques, les participants ont fourni diverses réponses, notamment : le recyclage, l'achat de produits avec moins d'emballage, le covoiturage, le télétravail ou le recours à des modes de transport actif comme le vélo ou la marche dans la mesure du possible. Parmi les gestes pour le climat les plus difficiles à poser, plusieurs participants ont mentionné les coûts élevés de nombreuses mesures avantageuses au plan

de l'environnement, par exemple les projets de rénovation domiciliaire, l'achat d'un véhicule électrique (VE) et le choix de consommer des aliments locaux ou biologiques.

Nous avons ensuite proposé aux participants un exercice qui consistait à décrire les mesures qu'ils prendraient dans le dossier climatique s'ils disposaient de ressources illimitées. De façon presque unanime, leur choix s'est porté sur l'achat d'un VE. Beaucoup ont également dit qu'ils rénoveraient leur domicile en y intégrant des caractéristiques plus écologiques, comme des panneaux solaires ou une thermopompe. Plusieurs ont aussi mentionné qu'ils chercheraient sans doute le moyen de réduire leur dépendance vis-à-vis de l'agriculture commerciale ou des services publics, par exemple en faisant pousser leurs propres aliments ou en vivant « hors réseau ».

Lorsque nous leur avons demandé si, selon eux, la plupart des Canadiens se préoccupaient des changements climatiques, certains participants ont répondu que oui, mais un nombre pratiquement équivalent trouvaient que ce problème retenait peu l'attention en ce moment. D'ailleurs, certains avaient l'impression qu'en pourcentage des émissions mondiales, la contribution des Canadiens aux changements climatiques était relativement faible, ce qui expliquait leur peu d'empressement à adopter des comportements plus écoresponsables. Aucun participant ne croyait se soucier davantage des changements climatiques que la plupart des Canadiens, tout le monde jugeant son niveau de préoccupation grosso modo conforme à la moyenne.

À la question de savoir si les actions individuelles, lorsque regroupées, peuvent avoir un effet positif sur le changement climatique, certains étaient d'avis que oui, mais d'autres avaient la ferme conviction qu'il faudrait plutôt cibler les pratiques des grands émetteurs industriels. Quant aux mesures fédérales qui auraient le plus d'effets contre les changements climatiques, les participants ont évoqué, entre autres initiatives possibles, les encouragements fiscaux et les subventions pour les investissements dans les énergies vertes et les projets de rénovation résidentielle, le fait de taxer ou de pénaliser davantage les émissions des sociétés, et le prélèvement d'impôts nouveaux ou supplémentaires auprès des Canadiens les plus fortunés pour financer des projets d'énergie propre. De l'avis de beaucoup, les autres mesures telles que la mise en place d'un système de tarification du carbone et l'interdiction des articles en plastique à usage unique (PUU) n'auraient sans doute que des effets minimes.

Impacts des changements climatiques et adaptation (résidents du nord de la Colombie-Britannique)

Les participants du nord de la Colombie-Britannique se sont penchés sur les conséquences potentielles des changements climatiques et les mesures d'adaptation qu'elles risquent d'imposer. Lorsque nous leur avons demandé si les changements climatiques avaient des effets majeurs, mineurs ou inexistantes sur leurs collectivités, tous ont répondu que ces effets étaient importants. Étant leur opinion, plusieurs ont évoqué la fréquence accrue de phénomènes météorologiques extrêmes comme les inondations et les feux de forêt, les changements dans la durée et l'intensité des températures saisonnières, et la présence croissante d'espèces envahissantes. La perspective d'avoir à composer durablement avec les changements climatiques préoccupait tous les participants. Au nombre des motifs d'inquiétude qu'ils ont soulevés figuraient le risque que les agriculteurs aient du mal à produire leurs cultures et l'insécurité alimentaire qui en résulterait, le coût croissant des primes d'assurance

contre les catastrophes naturelles, et les problèmes de santé mentale susceptibles d'être associés au stress et à l'anxiété vécus dans cette situation.

En ce qui concerne le niveau de préparation de leurs communautés aux conséquences des changements climatiques, bon nombre de participants le considéraient comme insuffisant. Plusieurs ont fait allusion à la pandémie de COVID-19 à titre d'exemple de la rapidité à laquelle des pénuries d'aliments et de fournitures essentielles peuvent survenir dans une situation d'urgence et ont souligné que ces problèmes deviendraient plus fréquents si le dérèglement climatique s'aggravait. Un petit nombre de participants ont indiqué qu'ils avaient fait certains préparatifs, mais que les mesures à leur disposition étaient restreintes en raison de l'éloignement relatif de leurs communautés et de l'incapacité à produire de la nourriture en cas d'interruption des services de transport aérien. L'une des mesures vitales qu'ils ont suggéré de mettre en œuvre en prévision des impacts des changements climatiques consistait à bâtir des réseaux cellulaires et Internet plus robustes. Tous les participants jugeaient indispensable que le gouvernement fédéral apporte une aide aux communautés qui se préparent à affronter les conséquences du phénomène. Pour faciliter la conversation, nous avons fourni au groupe l'information suivante sur les mesures en voie d'être mises en œuvre par le gouvernement du Canada sur ce plan :

- *Rendre l'information sur les changements climatiques plus largement accessible.*
- *Investir dans l'infrastructure, y compris l'infrastructure naturelle, pour protéger les Canadiens des catastrophes liées aux conditions climatiques.*
- *Élaborer des codes du bâtiment pour accroître la résilience des immeubles et de l'infrastructure.*
- *Contre les effets des changements climatiques sur la santé des Canadiens.*
- *Appuyer les régions qui sont particulièrement vulnérables aux changements climatiques, y compris le Nord et les régions côtières.*
- *Travailler pour assurer la santé à long terme et la résilience des écosystèmes et de l'environnement naturel.*

Presque tous les participants ont trouvé que, prises ensemble, ces priorités constituaient une approche solide pour se préparer aux conséquences des changements climatiques. Ils ont recommandé que le gouvernement fédéral envisage également des mesures qui aideraient à composer avec d'éventuels pertes d'emplois, dommages matériels et problèmes de santé mentale liés aux changements climatiques. Invités à désigner les priorités de la liste qui leur semblaient les plus importantes, ils ont cité les investissements dans l'infrastructure pour protéger les Canadiens des catastrophes liées au climat et le soutien aux régions particulièrement vulnérables aux changements climatiques (y compris le Nord et les régions côtières). Plusieurs avaient le sentiment que leurs propres communautés étaient susceptibles d'être touchées par les changements climatiques et que la mise en œuvre de ces priorités contribuerait énormément à assurer leur sécurité à plus long terme.

Services du gouvernement fédéral (fréquents utilisateurs de services fédéraux de grandes villes des Prairies)

Les participants d'un groupe ont discuté des services fournis par le gouvernement fédéral. Tous ont indiqué qu'ils faisaient souvent appel à ces services ou l'avaient fait récemment. Questionnés sur le genre de services dont il s'agit, les participants ont mentionné différents secteurs de prestation, dont la délivrance de passeports, la perception de l'impôt, et divers programmes tels que le Régime de pensions du Canada (RPC), la Sécurité de la vieillesse (SV), l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) et l'assurance-emploi (AE). Ont également été cités les services postaux, les services aux Autochtones, et des initiatives comme la tarification fédérale du carbone et le Paiement de l'incitatif à agir pour le climat (PIAC).

Dans la plupart des cas, l'évaluation de la prestation de ces services a été favorable. Plusieurs participants ont mentionné le processus de renouvellement de passeport, qui leur paraissait avoir été simplifié pour une expérience plus fluide. Plusieurs avaient également de bonnes choses à dire au sujet du site Web de l'Agence du revenu du Canada (ARC), en particulier le compte MonARC. Ce service leur semblait fiable et hautement sécurisé, et permettait aux Canadiens de produire leurs déclarations de revenu annuelles de façon rapide et efficace. Même si les participants étaient généralement satisfaits de leur expérience en matière d'accès aux services fédéraux, certains ont déploré un manque de transparence et d'information au sujet de l'ACE et de précédentes initiatives comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU). Quelques-uns ont aussi raconté qu'ils s'étaient heurtés à des difficultés dans leur demande d'AE et qu'ils avaient trouvé le processus long et compliqué.

Lorsque nous leur avons demandé à quels services ils avaient eu recours dernièrement, les participants ont cité des démarches comme le renouvellement d'un passeport auprès de Service Canada, la production d'une déclaration de revenu auprès de l'ARC, la présentation d'une demande d'AE et l'accès à des services d'immigration par l'intermédiaire d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC). Ces services avaient généralement été fournis en temps voulu et personne n'avait subi de retards déraisonnables. À la question de savoir si cette expérience avait modifié leurs impressions à l'égard du gouvernement du Canada, les participants ont été nombreux à répondre qu'en effet, elle leur avait donné une meilleure opinion des agences et des ministères fédéraux. Quelques-uns ne partageaient pas cet avis et considéraient peu probable que leur expérience de l'accès aux services, aussi bonne soit-elle, ait une incidence sur leur opinion du gouvernement dans son ensemble.

À la question de savoir si la prestation de services était une priorité pour le gouvernement du Canada, peu de participants ont répondu par l'affirmative. Certains ont expliqué que même si les choses s'étaient bien passées pour eux, ils avaient entendu beaucoup de gens se plaindre des délais importants et des difficultés d'accès à un éventail de prestations et services fédéraux. Au chapitre des moyens qui permettraient au gouvernement du Canada d'améliorer les services à population, de nombreux participants ont recommandé d'allouer davantage de ressources à des agences et ministères tels que Service Canada, l'ARC et IRCC, surtout afin d'accroître les effectifs chargés de traiter

les demandes de services et de renseignements. Plusieurs croyaient également que la rationalisation de certains services et une meilleure communication intragouvernementale contribueraient à rehausser l'expérience globale des services. Ils ont suggéré en guise de moyen pour y parvenir la création d'un profil individuel ou d'un justificatif numérique qui éviterait au client de devoir sans cesse réexpliquer sa situation à des employés appartenant à différents ministères.

Coût de la vie (parents de la classe moyenne de la Nouvelle-Écosse)

Dans un groupe, la discussion a tourné autour du coût de la vie. Tous s'entendaient pour dire que le gouvernement du Canada était sur la mauvaise voie en ce qui concerne sa façon de gérer cet enjeu et l'économie canadienne en général. Les participants ont fourni plusieurs raisons, notamment les dépenses fédérales considérées comme trop élevées, la lourdeur de la machine gouvernementale et l'important financement accordé pour aider des pays comme l'Ukraine au lieu de traiter des enjeux qui affectent la population canadienne. Invités à décrire les enjeux économiques qui les préoccupaient le plus, de nombreux participants ont mentionné la stagnation des salaires, la hausse du coût de la vie et le manque apparent de logement et les prix élevés.

Tous avaient l'impression que le gouvernement du Canada ne comprenait pas les enjeux économiques auxquels sont confrontés les Canadiens. Questionnés sur ce que le gouvernement fédéral faisait pour réduire le coût de la vie, de nombreux participants ont indiqué qu'ils ne connaissaient aucun programme qui vient en aide aux familles de la classe moyenne. Plusieurs avaient l'impression que la majorité des programmes de soutien en place visaient les Canadiens à faible revenu. En discutant des biens qui devenaient de moins en moins abordables, les participants ont mentionné plusieurs produits essentiels, comme l'épicerie, l'essence, les véhicules personnels et le logement. Bon nombre d'entre eux ont indiqué qu'il était de plus en plus difficile d'épargner pour l'avenir puisqu'ils devaient consacrer une grande partie de leur paie mensuelle aux dépenses courantes. Quelques-uns avaient modifié leurs habitudes en raison des coûts élevés, achetaient uniquement des produits en solde, respectaient un budget hebdomadaire ou mensuel, et avaient laissé tomber les achats non essentiels. Questionnés à savoir s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit dernièrement au sujet des actions du gouvernement du Canada en ce sens, certains ont parlé du remboursement unique pour l'épicerie annoncé récemment. Toutefois, la plupart ne croyaient pas y être admissibles, pensant que ce soutien était destiné uniquement aux ménages à faible revenu. Plusieurs étaient également d'avis que le montant offert n'était pas suffisant pour avoir un impact réel à long terme en aidant les Canadiens à payer leurs factures d'épicerie.

Questionnés sur les facteurs qui contribuent à l'augmentation du coût de la vie, les participants ont fourni plusieurs réponses, notamment la mise en place du système fédéral de tarification du carbone, les dépenses fédérales considérées comme élevées, et la hausse du salaire minimum à l'échelle fédérale et provinciale. Presque tous les participants s'entendaient pour dire que la hausse du coût de la vie était un problème mondial et non uniquement canadien. Plusieurs ont toutefois indiqué que le gouvernement fédéral devrait en faire davantage pour contrer la hausse des prix et faire en sorte que la vie soit plus abordable pour les Canadiens. Parmi les mesures suggérées, notons la poursuite du

développement des ressources naturelles au Canada comme le pétrole et le gaz, les investissements dans la production d'énergies vertes, et la réduction des dépenses fédérales dans le but de conserver un budget équilibré.

Lorsque nous leur avons demandé de nommer des politiques, des programmes, des services ou des prestations offerts par le gouvernement du Canada pour aider les parents avec le coût de la vie, les participants ont mentionné l'Allocation canadienne pour enfants (ACE), la Prestation dentaire canadienne et les ententes de services de garde à 10 \$ par jour en moyenne avec les provinces et les territoires. Pour faciliter la conversation, nous leur avons fourni l'information suivante :

L'Allocation canadienne pour enfants est un programme de soutien du revenu pour les familles canadiennes, calculé en fonction des moyens financiers. Il s'agit d'un versement mensuel non imposable fait aux familles admissibles pour les aider à subvenir aux besoins de leurs enfants. L'ACE est indexée en fonction de l'inflation.

Le gouvernement du Canada met en œuvre la Prestation dentaire canadienne pour aider à réduire les coûts des soins dentaires pour les familles admissibles dont le revenu annuel est inférieur à 90 000 \$.

Le gouvernement du Canada travaille avec les provinces et les territoires pour offrir aux familles canadiennes un système universel d'éducation préscolaire et des services de garde à 10 \$ par jour.

Les participants ont généralement réagi de façon négative. Bon nombre d'entre eux ont indiqué qu'ils ne seraient pas admissibles à la Prestation dentaire canadienne et aimeraient qu'un plus grand nombre de Canadiens puissent en bénéficier. En discutant des initiatives pour des services de garde et d'apprentissage préscolaire abordables, plusieurs participants étaient d'avis que le programme n'avait pas été satisfaisant jusqu'ici et qu'en raison du manque de places en garderie, de nombreuses familles avaient toujours de la difficulté à obtenir des services de garde abordables dans leur communauté. Même s'ils avaient l'impression que l'Allocation canadienne pour enfants était le programme le plus efficace parmi ceux proposés, plusieurs croyaient que les montants offerts ne parvenaient pas à combler les besoins des familles de classe moyenne. Lorsque nous leur avons demandé de quelle manière le gouvernement du Canada pouvait apporter un meilleur soutien aux parents, les participants ont suggéré qu'il devrait financer l'éducation postsecondaire, surtout pour les enfants qui ne sont actuellement pas admissibles aux prêts étudiants. Plusieurs s'entendaient pour dire qu'il devrait en faire davantage pour aider les ménages canadiens à épargner puisqu'il est de plus en plus difficile de joindre les deux bouts compte tenu du coût élevé des biens essentiels comme l'épicerie, l'essence et le logement.

Cryptomonnaie (résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier)

Dans le groupe composé de résidents de l'Ontario travaillant dans le secteur financier, les participants ont discuté brièvement de la cryptomonnaie. Même si tous étaient familiarisés avec ce concept, plusieurs n'ont pu fournir de définition précise. Plusieurs croyaient qu'il s'agissait principalement de jetons numériques à valeur monétaire dérivés de la chaîne de blocs. Questionnés sur les avantages de la cryptomonnaie, bon nombre de participants ont parlé du potentiel d'augmentation rapide de la

valeur et croyaient que la cryptomonnaie était à l'abri du piratage et du vol. D'autres avaient l'impression que la cryptomonnaie n'était pas soumise à l'inflation comme l'est la monnaie émise par le gouvernement. Quant aux préoccupations et aux risques associés à la cryptomonnaie, de nombreux participants ont exprimé des inquiétudes au sujet des risques accrus de fraude associée à ces actifs numériques. Plusieurs avaient également des réserves sur la volatilité de la cryptomonnaie et le manque de réglementation et de surveillance, notamment des plateformes d'échange. Bien que conscients de ces inquiétudes, très peu de participants étaient favorables à une réglementation de la cryptomonnaie par le gouvernement fédéral. Quelques-uns ont indiqué que bien qu'ils soient favorables à une réglementation ou une surveillance accrue des échanges de cryptomonnaies et des plateformes d'échange, ils s'opposaient généralement à une réglementation de la cryptomonnaie elle-même. Quelques-uns seulement croyaient que le gouvernement fédéral devrait redoubler d'efforts pour éduquer les Canadiens sur la cryptomonnaie afin qu'ils comprennent mieux les risques et les avantages à investir dans ces actifs.

Sécurité en ligne (fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec, résidents de grandes villes de la Saskatchewan et du Manitoba, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique)

Dans quatre groupes, les participants ont discuté de la sécurité en ligne. Pour commencer, nous leur avons demandé quels étaient les aspects les plus positifs de l'Internet et du cyberspace dans la société d'aujourd'hui. Parmi les réponses reçues, il convient de noter celles-ci :

- Les communications avec les proches – Plusieurs s'entendaient pour dire que l'Internet avait facilité les communications avec les proches, surtout ceux qui habitent loin et qu'il offrait des avantages considérables pour tous, y compris les nouveaux arrivants au Canada qui ne connaissent pas toujours les membres de leurs communautés et qui se sentiraient autrement seuls et isolés.
- Le travail et l'enseignement en ligne – De nombreux participants ont parlé de l'avènement du travail à distance ou hybride, et de la popularité croissante des options d'enseignement en ligne pour les étudiants de niveau postsecondaire. Plusieurs y voyaient un avantage majeur pour les personnes en situation de handicap qui pourraient avoir de la difficulté à se déplacer pour se rendre en classe ou au travail.
- La facilité d'accès à l'information et aux divertissements – Plusieurs ont également mentionné l'utilisation de l'Internet pour trouver facilement de l'information sur une multitude de sujets ou pour accéder à une foule d'activités. Quelques participants ont parlé des appareils numériques qui sont de plus en plus pratiques pour s'orienter plus facilement dans des endroits méconnus.

En ce qui a trait aux inconvénients de l'Internet et du cyberspace, les participants ont exprimé un certain nombre de préoccupations :

- La dépendance excessive à l'Internet – Plusieurs avaient l'impression que les gens dépendaient de plus en plus de l'information numérique et qu'ils étaient nombreux à chercher de l'information au fur et à mesure de leurs besoins plutôt que de prendre le temps d'apprendre et d'assimiler l'information. À ce sujet, certains étaient préoccupés par la prévalence de la désinformation en ligne et croyaient qu'un nombre croissant de Canadiens n'avaient pas les connaissances ou l'esprit critique nécessaires pour déterminer si l'information obtenue en ligne était exacte. Quelques-uns s'inquiétaient de la dépendance accrue aux programmes d'intelligence artificielle (IA) comme ChatGPT dans le milieu de l'enseignement et dans les lieux de travail.
- L'atteinte à la vie privée – Les participants ont soulevé le problème d'atteinte à la vie privée due à la participation au cyberspace. Plusieurs étaient particulièrement préoccupés par les pratiques de certaines entreprises (dont les plateformes de réseaux sociaux) qui vendent des renseignements personnels à des tiers.
- Les arnaques en ligne – Certains s'inquiétaient également de ce qu'ils considèrent comme la prédominance croissante de la cyberfraude et croyaient que les arnaques en ligne devenaient de plus en plus sophistiquées et exposaient un nombre croissant de Canadiens à des risques financiers.
- La dépendance à l'Internet – Les participants s'entendaient pour dire que la popularité accrue du numérique dans le monde rendait de plus en plus de gens dépendants à l'Internet. Certains croyaient que la société en général passait beaucoup trop de temps sur le Web ou à utiliser des appareils numériques, ce qui contribuait au déclin des aptitudes sociales.
- La diffusion de contenu haineux – Quelques participants ont discuté de la présence accrue de contenu préjudiciable en ligne. Certains avaient l'impression que l'aspect pratique des communications sur les plateformes de réseaux sociaux comme Facebook et Twitter avait permis aux gens de créer et de diffuser plus facilement du contenu préjudiciable ou haineux ciblant les communautés vulnérables ou marginalisées.

Questionnés à savoir ce que signifiait pour eux la « sécurité en ligne », plusieurs ont parlé de protéger les enfants du contenu préjudiciable ou des communications avec des individus potentiellement dangereux sur les réseaux sociaux et les autres plateformes numériques. D'autres associaient également l'expression au cryptage et à la sécurité des mots de passe et autres renseignements numériques de nature personnelle. À ce sujet, les participants s'entendaient pour dire que pour assurer la sécurité en ligne, la transparence quant à l'utilisation des données personnelles par les services numériques était essentielle. Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient préoccupés pour leur sécurité en ligne, un certain nombre de participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs craignaient pour la sécurité de leurs transactions financières en ligne alors que d'autres étaient préoccupés par les réseaux sociaux et la possibilité qu'ils soient victimes de cyberharcèlement. Plusieurs craignaient l'impact de l'Internet sur les jeunes et tout particulièrement les enfants, qui sont moins conscients des dangers potentiels. Plusieurs ont réitéré les dangers potentiels du contenu haineux en ligne, comme le harcèlement et la cyberintimidation des personnes racisées et d'autres groupes vulnérables.

Lorsque nous leur avons demandé ce que signifiait pour eux les « préjudices en ligne », quelques participants se sont dits familiarisés avec cette expression, mais la plupart ont supposé qu'elle faisait référence aux cyberattaques sur des individus et les préjudices financiers qui résultent de transactions frauduleuses ou d'arnaques. Quant aux types de contenu en ligne qui devrait être considéré comme préjudiciable, plusieurs ont mentionné les publications et les images qui visent à dénigrer et à propager la haine à l'égard des personnes racisées, des membres de la communauté 2ELGBTQI+ et d'autres groupes. Quelques-uns ont parlé du contenu sexuellement explicite qu'on peut trouver sur le Web, notamment des images crues diffusées sans le consentement des personnes concernées. Questionnés à savoir s'ils avaient personnellement été confrontés à du contenu haineux en ligne, plusieurs ont affirmé avoir vu des commentaires haineux sur les réseaux sociaux comme Facebook, dans les sections réservées aux commentaires sur YouTube et sur des sites d'actualités en ligne. Même si la plupart étaient d'avis que le contenu préjudiciable en ligne était une préoccupation croissante, quelques-uns seulement le considéraient comme un enjeu important. Plusieurs s'entendaient pour dire qu'on pouvait éviter ce contenu en le bloquant ou en s'abstenant d'utiliser les plateformes qui le diffusent. Cela étant dit, un certain nombre de participants s'inquiétaient des problèmes grandissants liés à la santé mentale et à l'estime de soi qui touchent les jeunes, en particulier les adolescents et les jeunes adultes qui sont particulièrement vulnérables à la cyberintimidation et aux commentaires blessants sur le Web. Certains étaient d'avis que ce problème irait sans doute en s'aggravant avec la popularité croissante des activités en ligne partout dans le monde.

Presque tous les participants s'entendaient pour dire qu'il faudrait en faire davantage pour s'attaquer au contenu préjudiciable en ligne. Quant aux actions qui devraient être prises, plusieurs croyaient qu'il revenait aux individus, en particulier les parents, de s'informer sur les dangers du contenu préjudiciable en ligne et d'en discuter avec leurs enfants. Bien que quelques-uns aient suggéré de mettre en place des mesures supplémentaires pour interdire le contenu préjudiciable en ligne ou en limiter la portée, plusieurs craignaient que ces efforts entravent involontairement la liberté d'expression en ligne. Questionnés à savoir s'ils étaient au courant des mesures prises à cet égard, quelques participants avaient l'impression que les plateformes numériques avaient commencé à ajuster leurs algorithmes pour filtrer le contenu haineux et pour permettre aux utilisateurs de bloquer ou de signaler plus facilement ce contenu. Lorsque nous leur avons demandé si les plateformes en ligne devraient être responsables du contenu préjudiciable sur leurs réseaux, les participants avaient des opinions mitigées. Parmi ceux qui étaient d'avis que les plateformes étaient tenues d'empêcher la publication de contenu préjudiciable, certains croyaient qu'elles devraient redoubler d'efforts pour modérer le contenu préjudiciable et que des sanctions financières devraient être imposées aux entreprises qui ne font rien pour supprimer les publications et les images haineuses. Ceux qui refusaient de faire porter la responsabilité aux plateformes croyaient généralement qu'il revenait à chacun de choisir les services qu'elle utilise et les moyens pour se protéger du contenu préjudiciable en ligne.

Mésinformation (fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec)

Le groupe composé de fréquents consommateurs de médias du Québec a longuement discuté de mésinformation et de désinformation. Invités à nommer les plateformes numériques qu'ils utilisent sur une base régulière, plusieurs participants ont mentionné Facebook, Instagram et LinkedIn, alors qu'un nombre plus restreint a parlé d'autres services comme Snapchat et WeChat.

Lorsque nous leur avons demandé quelle était selon eux la différence entre les deux concepts, certains ont suggéré que la mésinformation était le partage involontaire d'informations erronées alors que la désinformation était caractérisée par des tentatives délibérées de tromper. Quelques-uns ignoraient s'il y avait une distinction importante entre les deux. Pour faciliter la discussion, nous leur avons fourni l'information suivante :

La différence entre ces deux termes est que la mésinformation est une information erronée ou trompeuse, tandis que la désinformation est une fausse information délibérément diffusée dans le but de tromper les gens.

Nous avons par la suite demandé aux participants s'ils étaient inquiets à l'idée qu'on diffuse de la mésinformation et de la désinformation en ligne. Bien que tous aient exprimé des préoccupations à divers degrés, certains avaient aussi des réserves à l'égard de la censure par le gouvernement fédéral pour empêcher la prolifération de fausses informations en ligne.

Tous les participants ont mentionné avoir été témoins de mésinformation et de désinformation en ligne. Les exemples fournis concernaient principalement l'information sur la pandémie de COVID-19 et les vaccins, l'invasion russe en Ukraine et les activités présumées de personnalités publiques. La plupart ont indiqué que les réseaux sociaux représentaient la principale source de mésinformation ou de désinformation dans leur vie. À la question à savoir ce qu'ils feraient pour confirmer l'exactitude de l'information obtenue en ligne, plusieurs ont répondu qu'ils vérifieraient probablement la source pour déterminer si elle était fiable ou non, compareraient l'information reçue avec celle fournie sur d'autres sites ou sources d'actualités, ou demanderaient des conseils d'experts en la matière.

Quant aux mesures qui devraient être prises pour limiter la mésinformation et la désinformation en ligne, les participants ont souligné la responsabilité de chacun de s'assurer de la fiabilité des sources d'information. Certains étaient également d'avis que les plateformes numériques devaient s'assurer que les nouvelles et autres informations publiées sur leurs plateformes étaient exactes. Quelques-uns croyaient que les entreprises de médias sociaux devraient prendre des mesures plus importantes pour vérifier l'identité des utilisateurs pour s'assurer que ce sont bien des humains et non des robots qui cherchent à diffuser de la mésinformation et de la désinformation. Les participants ont fait valoir que même si le gouvernement fédéral avait un rôle important à jouer pour empêcher la mésinformation et la désinformation, cela ne devrait pas être au détriment des Canadiens et de leur droit de s'exprimer librement.

Intelligence artificielle (résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier)

Dans le groupe composé de résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier, les participants ont brièvement discuté de l'intelligence artificielle (IA). Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient suivi de près les récents développements en matière d'IA, certains ont répondu qu'ils suivaient ces développements et qu'ils utilisaient la technologie, d'autres ont dit suivre les développements sans toutefois utiliser la technologie et certains étaient très sceptiques à l'égard de l'IA et s'inquiétaient des risques associés à une mauvaise utilisation. Quelques-uns n'avaient pas entendu parler des récents développements avec cette technologie. En ce qui concerne l'IA en général, les participants l'ont décrite comme étant une machine ou un programme capable de comprendre et de synthétiser l'information et de prendre des décisions, de porter des jugements et de présenter des arguments en fonction de cette information. La plupart n'avaient pas connaissance des récents développements concernant cette technologie dans le secteur financier et ne croyaient pas que son utilisation était largement répandue dans l'industrie. Un petit nombre de participants ont supposé que l'IA pourrait être utilisée dans le secteur financier pour assurer la sécurité, détecter la fraude et contrer les activités de blanchiment d'argent.

Quant aux avantages de l'IA, les participants ont mentionné son efficacité accrue, sa rentabilité et sa capacité à effectuer des tâches fastidieuses ou répétitives qui seraient autrement accomplies par des humains. Plusieurs étaient d'avis qu'elle pourrait aider les travailleurs et les entreprises à accroître leur productivité et mener à une évolution rapide de nouvelles compétences et capacités dans de nombreux secteurs. En ce qui concerne les aspects négatifs de l'IA, les participants ont exprimé des inquiétudes à l'égard des biais, de l'éthique et de la perte d'originalité du contenu généré par l'IA comparativement aux textes rédigés par des humains. Quelques participants croyaient que ces derniers développent une dépendance à l'IA, ce qui pourrait diminuer la pensée critique et produire d'autres résultats négatifs.

Lorsque nous leur avons demandé comment le gouvernement du Canada devrait répondre aux nouveaux développements dans le domaine de l'IA, les participants ont exprimé différents points de vue. Bon nombre d'entre eux croyaient en l'importance d'une réglementation fédérale pour protéger le public et réduire les risques de pertes d'emplois et la désinformation. Plusieurs ont préconisé la mise en œuvre d'une réglementation plus rigoureuse qui tient compte de l'évolution de la technologie et qui pourrait être réexaminée au fil des ans. Ils ont également souligné la nécessité pour le gouvernement fédéral d'agir rapidement et ont dit craindre que le manque de mesures décisives n'entraîne une perte de contrôle humain sur le développement de cette technologie. Certains ont suggéré que le gouvernement du Canada élabore des lignes directrices et des pratiques exemplaires pour les concepteurs d'IA en raison de l'évolution de la technologie. Quelques participants avaient une opinion différente et croyaient qu'on devrait entièrement déréglementer l'IA et laisser les forces du marché déterminer sa croissance.

Sécurité communautaire (résidents de grandes villes de la Saskatchewan et du Manitoba, usagers du transport en commun de la RGT, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique, aînés de la ville de Québec occupant un emploi)

Quatre groupes ont discuté de la sécurité et du taux de criminalité dans leurs communautés. Invités à décrire les enjeux les plus pressants, plusieurs ont mentionné la hausse apparente de la criminalité, notamment les vols, les vols par effraction et les crimes violents comme les voies de fait et les agressions à coups de couteau. Dans les groupes de la Saskatchewan et du Manitoba, et de la région du Grand Toronto (RGT), de nombreux participants ont parlé de la hausse du coût de la vie, de l'itinérance, des dépendances et de la santé mentale. Certains étaient d'avis que les préoccupations grandissantes dans ces domaines avaient contribué à la hausse de la criminalité dans les dernières années et qu'il y avait de plus en plus de crimes commis par des personnes désespérées de leur situation précaire. Bien que la plupart aient affirmé se sentir relativement en sécurité dans leurs communautés (en particulier dans les régions rurales), plusieurs avaient l'impression que le taux de criminalité avait augmenté dans les centres urbains à proximité, comme Toronto, Montréal, Regina, Halifax et Moncton.

Dans le groupe composé d'usagers réguliers du transport en commun de la RGT, nous avons demandé aux participants s'ils croyaient que la criminalité était un problème majeur dans le transport en commun. Plusieurs ont répondu par l'affirmative. Quelques-uns ont raconté qu'ils avaient eux-mêmes été victimes de harcèlement ou s'étaient sentis menacés alors que d'autres craignaient pour la sécurité de leurs proches qui utilisaient régulièrement ce mode de transport. Questionnés à savoir s'ils avaient modifié leurs comportements en réponse à la hausse apparente de criminalité, bon nombre d'entre eux ont dit l'avoir fait. Alors que certains évitaient certains itinéraires, d'autres ont expliqué qu'ils évitaient le plus possible d'emprunter le transport en commun en soirée. Quelques-uns utilisaient maintenant leurs véhicules personnels ou les services de covoiturage comme Uber au lieu du transport en commun parce qu'ils craignaient pour leur sécurité ces jours-ci. Un petit nombre de participants étaient d'avis que les tramways exploités par la Commission de transport de Toronto (CTT) étaient de plus en plus dangereux et que de nombreux usagers avaient été victimes de comportements menaçants ou de crimes violents au cours des derniers mois.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils se souvenaient des mesures prises par le gouvernement du Canada pour lutter contre la criminalité, les participants de tous les groupes ont mentionné les récentes initiatives visant à renforcer les interdictions concernant les armes à feu au Canada, y compris l'interdiction d'acheter et de vendre des armes de poing et l'interdiction d'un vaste éventail d'armes à feu de style arme d'assaut. Quelques-uns avaient l'impression que des investissements avaient été faits récemment pour accroître les ressources pour les forces de l'ordre, y compris la Gendarmerie royale du

Canada (GRC), ainsi que les services de police provinciaux et municipaux. Un petit nombre de participants ont également mentionné la prévalence accrue des initiatives liées aux drogues, comme les sites d'injection supervisés et d'autres ressources pour le traitement des dépendances et les soins en santé mentale. Questionnés sur ce qu'il faudrait faire de plus pour lutter contre la criminalité grandissante, de nombreux participants s'entendaient pour dire qu'il faudrait redoubler d'efforts afin de rendre le coût de la vie plus abordable pour les Canadiens vulnérables, notamment en réduisant la facture d'épicerie et en leur permettant d'avoir accès à un logement sécuritaire et abordable. Les participants avaient le sentiment qu'on réduirait ainsi le besoin pour ces personnes d'adopter des comportements criminels pour satisfaire leurs besoins fondamentaux. Plusieurs croyaient également que des efforts supplémentaires devraient être déployés pour mettre sur pied des projets éducatifs et des programmes parascolaires destinés aux jeunes Canadiens qui, selon eux, sont plus enclins à commettre des actes criminels et à intégrer des gangs de rue. Certains étaient également d'avis qu'il faudrait investir davantage en santé mentale et en traitement des dépendances et plusieurs s'entendaient pour dire que la prévalence accrue de ces enjeux contribuait considérablement à augmenter le taux de criminalité. Quelques résidents de la RGT ont proposé d'augmenter le nombre d'agents de sécurité dans les transports en commun pour prévenir la criminalité dans le métro, les trains et les autobus.

Réforme du système de libération sous caution (usagers du transport en commun de la RGT, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique, aînés de la ville de Québec occupant un emploi)

Dans trois groupes, les participants ont longuement discuté de la réforme du système de libération sous caution. Lorsque nous leur avons demandé s'ils connaissaient le concept de libération sous caution, plusieurs ont répondu par l'affirmative. Pour faciliter la conversation, nous leur avons fourni l'information suivante :

On parle de mise en liberté sous caution lorsqu'une personne inculpée d'une infraction criminelle est remise en liberté dans l'attente de son procès. Comme vous le savez, toutes personnes en attente de leur procès sont présumées innocentes tant qu'elles ne sont pas déclarées coupables. La remise en liberté d'une personne peut ou non être assortie de conditions auxquelles elle doit se conformer pendant toute la durée de sa liberté sous caution. Ce ne sont pas toutes les personnes inculpées d'un crime qui bénéficient d'une mise en liberté sous caution.

Questionnés à savoir s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit sur le processus de libération sous caution au Canada, quelques-uns avaient l'impression que le gouvernement fédéral songeait présentement à modifier le système, mais aucun ne se rappelait des détails. Certains ont émis des commentaires négatifs sur le système actuel et avaient l'impression qu'il était relativement facile pour les récidivistes de se voir offrir une mise en liberté sous caution. Plusieurs participants croyaient qu'une importante proportion d'individus libérés sous caution ne respectait pas les conditions de mise en liberté et se livrait à d'autres activités criminelles. Questionnés à savoir s'ils croyaient que le système actuel de libération sous caution était équitable, les participants ont émis diverses opinions. Parmi ceux qui croyaient que le système était équitable, certains étaient d'avis que la libération sous caution faisait

partie intégrante du système de justice pénale et qu'elle était essentielle pour préserver la présomption d'innocence de toute personne qui n'a pas été formellement reconnue coupable d'un acte criminel. Bon nombre de participants ont réitéré leurs craintes que des individus libérés sous caution récidivent et plusieurs croyaient qu'ils représentaient une menace pour la sécurité publique, surtout ceux arrêtés pour des crimes violents. Quant aux raisons qui pourraient inciter certains individus libérés sous caution à récidiver, plusieurs s'entendaient pour dire qu'il s'agissait souvent de crimes de désespoir étroitement associés aux circonstances économiques, aux problèmes de dépendance ou de santé mentale.

Nous avons ensuite présenté aux participants de l'information concernant les mesures envisagées par le gouvernement du Canada pour la réforme du système de libération sous caution :

Comme vous le savez peut-être, en vertu de la Charte canadienne des droits et libertés, les personnes accusées ont le droit à la mise en liberté sous caution, à moins qu'il n'existe un motif valable de les maintenir en détention, tel qu'un risque de fuite ou un risque pour la sécurité du public, et qu'il n'y a pas d'autres moyens d'y remédier.

Le gouvernement du Canada envisage certaines réformes du système de libération sous caution, qui rendraient plus difficile la sortie de prison des personnes qui ont précédemment été reconnues coupables de certains types de crimes violents, dans l'attente de leur procès.

Presque tous les participants ont réagi favorablement à cette information. Bon nombre d'entre eux croyaient que ces mesures contribueraient fortement à rendre les communautés canadiennes plus sécuritaires et à faire en sorte que les individus reconnus coupables de crimes violents ne puissent commettre d'autres actes criminels durant leur mise en liberté sous caution. Quelques-uns ont exprimé l'opinion que pour certains crimes, comme les meurtres, la liberté sous caution ne devrait jamais être une option, quelles que soient les circonstances. Quelques participants seulement craignaient que des innocents accusés de crimes violents ou ceux qui ont commis de tels crimes par légitime défense se voient injustement refuser la mise en liberté sous caution en vertu du système réformé.

Lorsque nous leur avons demandé ce que le gouvernement fédéral pourrait faire pour lutter contre la criminalité, plusieurs ont répondu qu'il devrait améliorer l'accès aux ressources en santé mentale et en traitement des dépendances pour les personnes vulnérables, convaincus que ces enjeux ont contribué à la hausse de la criminalité au cours des dernières années. Un certain nombre de participants étaient d'avis qu'il faudrait redoubler d'efforts pour favoriser la réinsertion sociale des individus libérés de prison. D'après eux, s'ils avaient accès à de meilleures ressources en éducation, en emploi et sur le plan financier, ces individus seraient beaucoup moins enclins à récidiver une fois libérés.

Protection et promotion du français

(aînés de la ville de Québec occupant un emploi)

Les participants de Québec ont pris part à une courte discussion sur l'importance de protéger et promouvoir la langue française au Canada. Tous considéraient qu'il s'agit d'une priorité d'une importance capitale pour le gouvernement du Canada. Lorsque nous leur avons demandé de décrire la situation du français au Canada, plusieurs ont mentionné qu'à l'extérieur du Québec les services en français restaient limités par rapport à ceux offerts en anglais. La plupart n'étaient pas au courant d'efforts consacrés à la protection et à la promotion de la langue française par le gouvernement du Canada. Un petit nombre de participants se rappelaient avoir entendu dire que le gouvernement fédéral offrait une formation linguistique en français aux agents des services frontaliers (ASF).

La discussion s'est ensuite portée sur le Plan d'action pour les langues officielles du gouvernement du Canada. Pour plus de précisions, nous avons présenté au groupe la liste qui suit des grands objectifs du plan et des mesures qu'il contient :

Stimuler plus d'immigration francophone au Canada :

- *Créer une nouvelle politique d'immigration francophone;*
- *Élargir le travail de promotion et de recrutement à l'échelle mondiale dans les pays francophones;*
- *Investir dans la formation linguistique aux nouveaux arrivants.*

Favoriser les possibilités d'apprentissage du français tout au long de la vie :

- *Élargir l'offre de programmes dans les écoles francophones en milieu minoritaire à l'extérieur du Québec;*
- *Investir dans les programmes de français langue seconde partout au Canada;*
- *Investir dans des centres de la petite enfance francophones partout au Canada.*

Appuyer les organismes communautaires francophones :

- *Bonifier le financement des organismes communautaires francophones;*
- *Accorder des subventions pour des projets qui visent à renforcer l'attachement à la langue française et à la culture francophone;*
- *Accorder des subventions aux artistes francophones.*

Créer un centre au sein de Patrimoine Canada pour appuyer le gouvernement du Canada à prendre des mesures supplémentaires pour soutenir les communautés francophones en situation minoritaire.

Cette liste d'initiatives a suscité des réactions largement positives. De l'avis général, les mesures énoncées permettraient de protéger et de promouvoir le français tant au Québec que dans le reste du pays. Plusieurs participants ont mentionné qu'ils n'avaient pas entendu parler de ce plan auparavant et qu'ils souhaiteraient recevoir des communications du gouvernement du Canada à son sujet. Parmi les diverses initiatives énumérées, celles qui ont été jugées les plus prometteuses consistaient à accroître

l'immigration francophone, à investir dans la formation linguistique des nouveaux arrivants et à mieux financer les services de garde en français. Quant aux mesures supplémentaires que le gouvernement fédéral pourrait mettre en œuvre pour promouvoir et défendre la langue française, les participants ont suggéré que les services de transport nationaux, comme les compagnies aériennes et ferroviaires, soient tenus d'imposer à leur personnel des normes minimales en matière de maîtrise du français. Il a également été proposé d'encourager la création de plus nombreux contenus en français, en veillant tout particulièrement à refléter l'expérience des communautés francophones hors Québec, grâce à un financement accru.

Enjeux locaux (résidents du nord de la Colombie-Britannique)

Les participants du nord de la Colombie-Britannique ont fait un tour d'horizon des enjeux particuliers à leur région. Invités à décrire les principaux problèmes auxquels sont confrontés les résidents du nord de la province, beaucoup ont parlé du manque général de logements sûrs et abordables. Ils jugeaient que cette situation avait causé un tort considérable à maintes collectivités de la région et contribué à des taux élevés d'itinérance et au départ d'un nombre croissant de jeunes. Cet exode, à son tour, venait accentuer les pénuries de main-d'œuvre. Les participants estimaient que les problèmes de dépendance et de santé mentale avaient aggravé le phénomène de l'itinérance. Le transport a également figuré au nombre des enjeux cités, plusieurs participants faisant état de difficultés d'accès aux réseaux routier et ferroviaire dans leurs communautés.

Invités à nommer les secteurs et les industries les plus importants pour leurs collectivités respectives, plusieurs participants ont désigné les secteurs minier, forestier, pétrolier et gazier. Quelques-uns ont ajouté que l'agriculture, le tourisme et la production d'énergies propres étaient également importants. En ce qui concerne les secteurs et les industries de l'économie locale qui avaient le plus besoin d'aide, certains participants ont noté que les récentes fermetures de scieries avaient beaucoup nui au secteur forestier et provoqué des pertes d'emploi dans de nombreuses localités. D'autres pensaient que les secteurs minier, pétrolier et gazier méritaient également d'être épaulés. Lorsque nous leur avons demandé comment le gouvernement fédéral pourrait mieux soutenir ces secteurs, ils ont suggéré qu'il se concerta avec les sociétés privées et les dirigeants autochtones afin de déterminer les meilleurs moyens de valoriser les ressources naturelles de la région. Personne n'avait connaissance de mesures récentes prises par le gouvernement du Canada pour soutenir les secteurs clés de leur communauté.

Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils avaient déjà entendu l'expression « minéraux critiques », très peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative. En guise d'éclaircissement, nous leur avons présenté l'information ci-dessous :

Les minéraux critiques sont utilisés pour de nombreuses technologies d'énergie propre, comme les éoliennes et les batteries de véhicules électriques. Ils servent également à fabriquer une variété de

produits ménagers, comme les appareils électroniques et les électroménagers. Le lithium, le graphite, le nickel, le cobalt, le cuivre et plusieurs autres éléments de terre rares sont tous des minéraux critiques.

Tous les participants ou presque estimaient que les projets d'extraction de minéraux critiques étaient susceptibles d'apporter à leur région des avantages économiques substantiels. Personne n'était au courant de projets de cette nature en cours dans leurs communautés ou les environs. Certains ont fait remarquer que les pénuries de main-d'œuvre locale risquaient d'entraver le bon déroulement d'éventuels projets de minéraux critiques et que le gouvernement du Canada devrait s'efforcer de recruter des non-Canadiens pour travailler dans ce secteur.

Annexe A – Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement, version anglaise

Privy Council Office Recruiting Script – April 2023 English Groups

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$125 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

Group	Date	Time (EDT)	Local Time	Location	Composition	Moderator
1	Tues., April 4 th	8:00-10:00	6:00-8:00 (MDT)	Major City Centres Alberta	General Population	TBW
2	Wed., April 5 th	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Northern Ontario	General Population	DN
3	Tues., April 11 th	8:00-10:00	6:00-8:00 (MDT, CST) 7:00-9:00 (CDT)	Major City Centres Prairies (AB, SK, MB)	Recent and Frequent users of Government of Canada services	TBW
4	Wed., April 12 th	5:00-7:00	6:00-8:00 (ADT)	Nova Scotia	Middle Class, aged 30-45 with children, combination single and two-parent household	DN
6	Mon., April 17 th	8:00-10:00	6:00-8:00 (CST) 7:00-9:00 (CDT)	Major City Centres Prairies (SK,MB)	General Population	MP
7	Tues., April 18 th	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Greater Toronto Area	Public Transportation Users	DN
8	Wed., April 19 th	9:00-11:00	6:00-8:00 (PDT)	Northern British Columbia	General Population	TBW

10	Tues., April 25 th	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Major City Centres Ontario	Financial sector workers	TBW
11	Wed., April 26 th	5:00-7:00	6:00-8:00 (ADT)	Small to Mid-sized Centres Atlantic Canada	General Population	DN

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **THANK AND END**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary, and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding, or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END
In public/media relations	THANK AND END
In radio/television	THANK AND END

No, none of the above

CONTINUE

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**
 No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Major City Centres Alberta	Cities include: Calgary, Edmonton. NO MORE THAN 4 PER CITY.	CONTINUE – GROUP 1
Northern Ontario	Cities could include (but are not limited to): Sudbury, Thunder Bay, Sault Ste. Marie, North Bay, Timmins, Kenora, Elliot Lake, Temiskaming Shores, Dryden ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.	CONTINUE – GROUP 2
Major City Centres Prairies (AB, SK, MB)	Cities include: <u>Alberta:</u> Calgary, Edmonton <u>Manitoba:</u> Winnipeg, Brandon. <u>Saskatchewan:</u> Saskatoon, Regina ENSURE GOOD MIX. NO MORE THAN 3 PER PROVINCE. NO MORE THAN TWO FROM EACH CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION WHEN POSSIBLE.	CONTINUE – GROUP 3
Nova Scotia	Cities could include (but are not limited to): Large city = 50,000-100,000 Halifax Medium population = 30,00-50,000 Cape Breton-Sydney Small population = <30,000 New Glasgow, Glace Bay, Kentville, Sydney Mines, Amherst, Bridgewater	CONTINUE – GROUP 4

	<p>IF POSSIBLE, NO MORE THAN TWO PER CENTRE (MAY HAVE TO SKEW TO HALIFAX). ENSURE A GOOD MIX OF RURAL CENTRES ACROSS THE REGION (FROM SMALLER TO LARGER).</p>	
Major City Centres Prairies (SK,MB)	<p>Cities include (but not limited to):</p> <p><u>Manitoba</u>: Winnipeg, Brandon. <u>Saskatchewan</u>: Saskatoon, Regina.</p> <p>ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. NO MORE THAN TWO FROM EACH CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.</p>	CONTINUE – GROUP 6
Greater Toronto Area	<p>Cities could include (but are not limited to):</p> <p>Toronto, Ajax, Oshawa, Pickering, Whitby, Burlington, Oakville, Brampton, Mississauga, Markham, Newmarket, Richmond Hill, Vaughan</p> <p>ENSURE A GOOD MIX NO MORE THAN 2 PER CITY.</p>	CONTINUE – GROUP 7
Northern British Columbia	<p>Cities could include (but are not limited to):</p> <p>Prince George, Fort St. John, Prince Rupert, Terrace, Dawson Creek.</p> <p>ENSURE A GOOD MIX NO MORE THAN 2 PER CITY.</p>	CONTINUE – GROUP 8
Major City Centres Ontario	<p>Cities include (but are not limited to):</p> <p>Toronto, G.T.A. (Mississauga, Brampton, Markham, Richmond Hill, Burlington, Oshawa, Vaughan) Ottawa, Hamilton, London, Guelph, Kitchener, Kingston, Windsor, Greater Sudbury, Barrie, Kingston.</p> <p>NO MORE THAN TWO FROM TORONTO/G.T.A. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE PROVINCE.</p>	CONTINUE – GROUP 10
Small to Mid-sized Centres Atlantic Canada	<p>Cities could include (but are not limited to):</p> <p>Small centres = <50,000 <u>Nova Scotia</u>: Cape Breton, New Glasgow, Glace Bay, Truro <u>New Brunswick</u>: Quispamsis – Rothesay, Dieppe, Miramichi, Edmundston <u>PEI</u>: Summerside <u>N&L</u>: Corner Brook, Conception Bay, Mount Pearl</p>	CONTINUE – GROUP 11

	<p>Mid-sized centres = 50,000-99,999 <u>New Brunswick</u>: Fredericton, Saint John, <u>PEI</u>: Charlottetown Region <u>N&L</u>: Saint John</p> <p>ENSURE 2 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES WITHIN EACH PROVINCE. INCLUDE THOSE RESIDING IN MEDIUM AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	
--	---	--

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

3. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-24	IF GROUP 4 = THANK AND END ALL OTHERS = CONTINUE
25-29	IF GROUP 4 = THANK AND END ALL OTHERS = CONTINUE
30-45	IF GROUP 4 = CONTINUE ALL OTHERS = CONTINUE
46-49	IF GROUP 4 = THANK AND END ALL OTHERS = CONTINUE
50-54	IF GROUP 4 = THANK AND END ALL OTHERS = CONTINUE
55+	IF GROUP 4 = THANK AND END ALL OTHERS = CONTINUE
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE.

4. **[DO NOT ASK]** Gender **RECORD BY OBSERVATION.**

Male	CONTINUE
Female	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.

5. **ASK ONLY IF GROUP 3** How often do you use services provided by the Government of Canada (for example, passport services, Government of Canada job bank, Canada Revenue Agency services, Employment Insurance, etc)?

A few times a month	CONTINUE
Once a month	CONTINUE
Once every few months	CONTINUE
A couple times a year	CONTINUE
Once a year	THANK AND END
Less than once a year	THANK AND END
Never	THANK AND END
[DO NOT READ] Don't know	THANK AND END

- 5a. **ASK ONLY IF GROUP 3** When did you last access services provided by the Government of Canada? This could include, for example, visiting a Service Canada Centre or passport office, or contacting the Canada Revenue Agency.

Less than a month ago	CONTINUE
1-2 months ago	CONTINUE
3-4 months ago	CONTINUE
7 months-1 year ago	THANK AND END
Over 1 year ago	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX BY TIME SINCE LAST ACCESSED FEDERAL GOVERNMENT SERVICES.

- 5b. **ASK ONLY IF GROUP 3** What Government of Canada service did you last access?

Passport services (e.g., applying for a new passport or passport renewal at a Service Canada Centre or passport office)	CONTINUE
Immigration, Refugee and Citizenship services	CONTINUE
Canada Revenue Agency services (e.g., services for income tax, GST/HST, payroll, business numbers, savings and pension plans, tax credits and benefits, etc.)	CONTINUE
Employment Insurance (EI)	CONTINUE
Social Insurance Number (SIN)	CONTINUE
Veterans Affairs Canada Services	CONTINUE
Other, please specify: _____	

6. **ASK ONLY IF GROUP 4** Thinking about your household's financial circumstances and outlook, would you consider yourself to be a member of Canada's middle class, or not?

Not middle class	THANK AND END
Member of the middle class	CONTINUE

- 6a. **ASK ONLY IF GROUP 4** Do you have any children under the age of 18?

Yes **CONTINUE**
 No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

6b. ASK ONLY IF GROUP 4 Could you please tell me the ages of these children?
ENSURE A GOOD MIX BY NUMBER OF CHILDREN AND AGE

6c. ASK ONLY IF GROUP 4 In addition to yourself and your child/children, who else, if any, lives in your household?

Partner/Spouse **CONTINUE**
 Parent or Relative **CONTINUE**
 Children over the age of 18 **CONTINUE**
 No one else **CONTINUE**
 Other **CONTINUE**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX OF THOSE WHO LIVE WITH PARTNER/SPOUSE AND THOSE WHO ANSWERED DIFFERENTLY (SKEW TO NO ONE ELSE).

7. ASK ONLY IF GROUP 7 Have you used public transportation in the past 6 months?

Yes **CONTINUE**
 No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

7a. ASK ONLY IF GROUP 7 Which of the following statements best describes your use of public transportation?

I use public transportation a few times a year. **THANK AND END**
 I use public transportation a few times a month. **CONTINUE**
 I use public transportation multiple times a week. **CONTINUE**
 I use public transportation multiple times a day. **CONTINUE**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE NO MORE THAN 2 PARTICIPANTS WHO USE TRANSIT ONLY A FEW TIMES A MONTH.

7b. ASK ONLY IF GROUP 7 What type (or types) of public transportation do you use?

Go Transit trains **CONTINUE**
 Bus (TTC, YRT, MiWay etc...) **CONTINUE**
 TTC Subway **CONTINUE**
 TTC Tram Cars **CONTINUE**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX OF TRANSPORTATION TYPES.

8. Which of the following best describes the industry/sector in which you are currently employed?

- Accommodation and Food Services
- Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services
- Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting
- Arts, Entertainment and Recreation
- Automotive
- Construction
- Educational Services
- Finance **CONTINUE GROUP 10**
- Insurance **CONTINUE GROUP 10**
- Health Care
- Social Assistance
- Information and Cultural Industries
- Management of Companies and Enterprises
- Manufacturing
- Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
- Other Services (except Public Administration)
- Professional, Scientific and Technical Services
- Public Administration
- Real Estate and Rental and Leasing
- Retail Trade
- Transportation and Warehousing
- Utilities
- Wholesale Trade
- Unemployed
- Full Time Student
- Retired
- Other, please specify: _____

**GROUP 10 – NO MORE THAN 2 IN INSURANCE
ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT IF APPLICABLE. NO MORE THAN TWO PER SECTOR.
NO INTERNATIONAL STUDENTS.**

9. Which of the following categories best describes your total household income in 2022? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000	IF GROUP 4 = THANK AND END
\$20,000 to just under \$40,000	IF GROUP 4 = THANK AND END
\$40,000 to just under \$60,000	IF GROUP 4 = THANK AND END
\$60,000 to just under \$80,000	IF GROUP 4 = CONTINUE
\$80,000 to just under \$100,000	IF GROUP 4 = CONTINUE
\$100,000 to just under \$150,000	IF GROUP 4 = THANK AND END
\$150,000 and above	IF GROUP 4 = THANK AND END

VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END
----------------------------------	---------------

ENSURE A GOOD MIX.

NOTE: MIDDLE CLASS USUALLY DEFINED AS PEOPLE WHO ARE NEITHER IN THE TOP 20% OR BOTTOM 20% OF INCOME EARNERS AND/OR WHO EARN BETWEEN 75%-200% OF MEDIAN HOUSEHOLD INCOME AFTER TAX WHICH COULD BE APPROX. \$45,000-\$120,000

10. **ASK ALL GROUPS** Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

White/Caucasian
 South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)
 Chinese
 Black
 Latin American
 Filipino
 Arab
 Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)
 Korean or Japanese
 Indigenous
 Other (specify)

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

11. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** "a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined."

12. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means 'you tend to sit back and listen to others' and 5 means 'you are usually one of the first people to speak'?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

13. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO EITHER.**

Participant has high-speed access to the Internet

Participant has a computer/webcam

14. Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**
No **CONTINUE**

15. How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

16. During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

17. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**
No **SKIP TO Q.21**

18. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**
More than 6 months ago **CONTINUE**

19. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**
5 or more groups **THANK AND END**

20. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

21. What is the highest level of formal education that you have completed?

- Grade 8 or less
- Some high school
- High school diploma or equivalent
- Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma
- College, CEGEP or other non-university certificate or diploma
- University certificate or diploma below bachelor's level
- Bachelor's degree
- Post graduate degree above bachelor's level
- VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

22. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

- Yes
- No **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$125 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **[INSERT RECRUITER]** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need a pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Questionnaire de recrutement, version française

Bureau du Conseil privé Questionnaire de recrutement – avril 2023 Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (HAE)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
5	Thurs., April 13 th	6:00-8:00	6:00-8:00 (HAE)	Grandes centres du Québec	Grands consommateurs des medias	MP
9	Thurs., April 20 th	6:00-8:00	6:00-8:00 (HAE)	Centres de taille moyenne et grande	Population générale	MP
12	Thurs., April 27 th	6:00-8:00	6:00-8:00 (HAE)	Ville de Québec	Personnes âgées travaillant, 55 ans et plus	MP

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché

CONCLURE

REMERCIER ET

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité

CONCLURE

REMERCIER ET

Un magazine ou un journal

CONCLURE

REMERCIER ET

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial

CONCLURE

REMERCIER ET

Un parti politique **REMERCIER ET CONCLURE**
 Dans les relations publiques ou les relations avec les médias **REMERCIER ET CONCLURE**
 Dans le milieu de la radio ou de la télévision **REMERCIER ET CONCLURE**
 Non, aucune de ces réponses **CONTINUER**

1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
 Non **CONTINUER**

2. Quelle est la première langue que vous avez apprise lorsque vous étiez enfant et que vous parlez toujours couramment aujourd’hui?

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
 Français **CONTINUER**
 Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l’étude] **REMERCIER ET CONCLURE**
 Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Grandes villes au Québec	<p>Ces villes peuvent notamment comprendre :</p> <p>Grandes villes = Population 100 000+ <u>Les grandes villes</u> : Montréal, Gatineau, Ville de Québec, Saguenay, Sherbrooke, Trois-Rivières, Saint-Jérôme, Chicoutimi – Jonquière.</p> <p>PAS PLUS QUE DEUX PARTICIPANT PAR VILLE. ASSURER UN BON MÉLANGE.</p>	CONTINUER – GROUPE 5
Centres de taille moyenne et grande	<p>Ces villes peuvent notamment comprendre (mais ne sont pas limité à):</p> <p>Grandes villes = Population 100 000+ <u>Pour les grandes villes</u> : Montréal, Gatineau, Ville de Québec, Saguenay, Sherbrooke, Trois-Rivières, Saint-Jérôme, Chicoutimi – Jonquière.</p>	CONTINUER – GROUPE 9

	<p>Taille moyenne = Population 50 000-99 999</p> <p>Pour les villes de taille moyenne : Saint-Jean-sur-Richelieu, Chateauguay, Drummondville, Granby, Saint-Hyacinthe.</p> <p>ESSAYER DE RECRUTER AU MOINS QUATRE RÉSIDENTS DANS CHAQUE CATÉGORIE DE VILLE (EN FONCTION DE LA TAILLE DE LA POPULATION). PAS PLUS QUE DEUX PARTICIPANT PAR VILLE. ASSURER UN BON MÉLANGE.</p>	
Ville de Québec	<p>Ville de Québec.</p> <p>LES PARTICIPANTS DOIVENT RÉSIDER DANS LEDIT CENTRE.</p>	CONTINUER – GROUPE 12
Autre lieu		REMERCIER ET CONCLURE
<p>RÉPONSE SPONTANÉE</p> <p>Préfère ne pas répondre</p>		REMERCIER ET CONCLURE

4. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

5. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24 ans	CONTINUER GROUPE 12 SI ÂGÉ 55 ANS ET PLUS, CONTINUER À LA Q7.
25 à 30 ans	
31 à 44 ans	
45 à 54 ans	
55 à 64 ans	
65 ans ou plus	
<p>RÉPONSE SPONTANÉE</p> <p>Préfère ne pas répondre</p>	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE, S'IL Y A LIEU.

6. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 5** Parmi les énoncés suivants, lesquels décrivent votre relation avec les médias, y compris les médias sociaux, les contenus télévisés ou d'autres formes de programmation ?

Je consulte les nouvelles et mes médias sociaux plusieurs fois par jour et je publie souvent sur les médias sociaux. **CONTINUER À LA Q6a**

Je consulte les nouvelles et mes médias sociaux plusieurs fois par jour et je publie sur les médias sociaux de temps en temps. **CONTINUER À LA Q6a**

Je consulte régulièrement les actualités et les médias sociaux plusieurs fois par jour. **CONTINUER À LA Q6a**

Je consulte les nouvelles et les médias sociaux au moins une fois par jour. **CONTINUER À LA Q6a**

Je consulte les nouvelles et les médias sociaux plusieurs fois par semaine. **REMERCIER ET CONCLURE**

Je ne consulte pas souvent les actualités et les médias sociaux. **REMERCIER ET CONCLURE**

Je ne consulte pas les nouvelles et je n'utilise pas les médias sociaux. **REMERCIER ET CONCLURE**

- 6a. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 5** Combien de temps passez-vous chaque jour à consommer des médias ?

Je passe habituellement moins d'une heure par jour à consommer des médias. **REMERCIER ET CONCLURE**

Je passe habituellement entre 1 et 2 heures par jour à consommer des médias. **REMERCIER ET CONCLURE**

Je passe habituellement entre 3 et 4 heures par jour à consommer des médias. **CONTINUER**

Je passe habituellement plus de 4 heures par jour à consommer des médias. **CONTINUER**

7. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 12** Quelle est votre situation d'emploi actuelle ?

Temps plein **CONTINUER**

Temps partiel **CONTINUER**

Je suis à ma retraite **REMERCIER ET CONCLURE**

PAS PLUS QUE 3 QUI TRAVAILLENT À TEMPS PARTIEL.

8. **[NE PAS DEMANDER]** Sexe **NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme

Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

9. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé ».

10. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**

11. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit
Le participant a un ordinateur avec caméra Web

12. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**
Non **CONTINUER**

13. Sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**

14. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

15. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.19**

16. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**

À plus de six mois, **CONTINUER**

17. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**

5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

18. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

19. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Administrations publiques

Agriculture, foresterie, pêche et chasse

Arts, spectacle et loisirs

Autres services, sauf les administrations publiques

Commerce de détail

Commerce de gros

Construction

Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz

Fabrication

Finance et assurances

Gestion de sociétés et d'entreprises

Hébergement et services de restauration

Industrie de l'information et industrie culturelle

Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement

Services d'enseignement

Services immobiliers et services de location et de location à bail

Services professionnels, scientifiques et techniques

Services publics

Soins de santé et assistance sociale

Transport et entreposage

Sans emploi

Aux études à temps plein

À la retraite

Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser : _____

CONTINUER POUR TOUS LES RÉPONDANTS. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ. PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS.

20. **DEMANDER À TOUS LES GROUPE** Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (Plusieurs choix possibles)

Blanc
Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)
Chinois
Noir
Latino-américain
Philippin
Arabe
Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)
Coréen ou japonais
Autochtone
Autre groupe racial ou culturel (préciser)

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

21. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire
Études secondaires partielles
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
Baccalauréat
Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

22. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2022 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$
20 000 \$ à moins de 40 000 \$
40 000 \$ à moins de 60 000 \$
60 000 \$ à moins de 80 000 \$
80 000 \$ à moins de 100 000 \$
100 000 \$ à moins de 150 000 \$
150 000 \$ ou plus

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UN BON MÉLANGE.

23. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLUREE**

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **[INSÉRER LE NOM DU RECRUTEUR]** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Annexe B – Guides de discussion

Guide du modérateur, version anglaise

MASTER MODERATOR'S GUIDE

April 2023

INTRODUCTION (10 minutes) All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5-25 minutes) Major City Centres Alberta General Population, Northern Ontario General Population, Major City Centres Prairies (AB, SK, MB) Recent and Frequent users of Government of Canada services, Nova Scotia (Middle Class, Aged 30-45 with Children Combination of Single and Two-Parent Household), Major City Centres Quebec Heavy Media Consumers, Major City Centres Prairies (SK, MB) General Population, Greater Toronto Area Public Transit Users, Northern British Columbia General Population, Mid-sized and Major Centres Quebec, Major City Centres Ontario Financial Sector Workers, Small to Mid-Sized Centres Atlantic Canada, Quebec City Working Seniors Aged Over 55

- What have you seen, read, or heard about the Government of Canada in the last few days?
 - Major City Centres Prairies (AB, SK, MB) Recent and Frequent users of Government of Canada services What about the recent federal Budget?
 - Major City Centres Prairies (AB, SK, MB) Recent and Frequent users of Government of Canada services, Nova Scotia Middle Class, Aged 30-45 with Children Combination of Single and Two-Parent Household, Major City Centres Quebec Heavy Media Consumers, Greater Toronto Area Public Transit Users, Northern British Columbia General Population, Mid-sized and Major Centres Quebec [IF AWARE:] Where did you see, read, or hear this [news/information]?
 - Major City Centres Prairies (AB, SK, MB) Recent and Frequent users of Government of Canada services, Major City Centres Quebec Heavy Media Consumers, Greater Toronto Area Public Transit Users, Northern British Columbia General Population [IF AWARE:] What are your reactions to what you [saw, read, or] heard?
 - Major City Centres Ontario Financial Sector Workers Have you seen, read, or heard anything about the Bank of Canada's recent rate decision?

- **Major City Centres Ontario Financial Sector Workers** IF YES: What are your reactions to this news?
 - **Major City Centres Ontario Financial Sector Workers** Was this the right decision? Why/why not?
- **Major City Centres Prairies (SK, MB) General Population** Has anyone heard anything about the recent federal Budget?
 - **Major City Centres Prairies (SK, MB) General Population** IF YES: PROBE IN-DEPTH:
 - **Major City Centres Prairies (SK, MB) General Population** What did you hear?
- **Major City Centres Prairies (SK, MB) General Population** Have any of you seen, read, or heard anything about the new grocery rebate from the recent 2023 Budget?
 - **Major City Centres Prairies (SK, MB) General Population** IF YES, what have you heard?

Major City Centres Prairies (SK, MB) General Population PROVIDE DETAILS: The Grocery Rebate is a new, one-time payment, to help lower-income Canadians who are struggling with the cost of groceries.

- **Major City Centres Prairies (SK, MB) General Population** What are your thoughts about it?
- **Major City Centres Prairies (SK, MB) General Population** Do you think it will be helpful in making life more affordable for Canadians? Why?
- **Major City Centres Prairies (SK, MB) General Population** Will this personally impact you?
- **Major City Centres Prairies (SK, MB) General Population** Have any of you seen, read, or heard anything about any other federal budget measures?
 - **Major City Centres Prairies (SK, MB) General Population** IF SOME ARE RECALLED, PROMPT:
 - **Major City Centres Prairies (SK, MB) General Population** What are your thoughts about it?
 - **Major City Centres Prairies (SK, MB) General Population** Do you think it will be helpful in making life more affordable for Canadians? Why?
 - **Major City Centres Prairies (SK, MB) General Population** Will this personally impact you?
 - **Major City Centres Prairies (SK, MB) General Population** IF NONE ARE RECALLED, PROMPT: What about the new Canada Dental Benefit?

- **Major City Centres Prairies (SK, MB) General Population** IF YES: What have you heard?

Major City Centres Prairies (SK, MB) General Population PROVIDE DETAILS: The federal government is expanding eligibility to the **Canada Dental Benefit** so that more lower-income and uninsured families have access to dental care.

- **Major City Centres Prairies (SK, MB) General Population** What are your thoughts about it?
- **Major City Centres Prairies (SK, MB) General Population** Do you think it will be helpful in making life more affordable for Canadians? Why?
- **Major City Centres Prairies (SK, MB) General Population** Will this personally impact you?
- **Major City Centres Ontario Financial Sector Workers** IF NOT MENTIONED: What about news on recent bank failures in the United States?
 - **Major City Centres Ontario Financial Sector Workers** IF YES: What have you heard?
 - **Major City Centres Ontario Financial Sector Workers** What do you think is the cause of these failures?
 - **Major City Centres Ontario Financial Sector Workers** Are you concerned about this situation happening in Canada? Why/why not?
- **Quebec City Working Seniors Aged Over 55** What have you heard, read or seen recently about le pont de Quebec?
 - **Quebec City Working Seniors Aged Over 55** How important of an issue is this?
 - **Quebec City Working Seniors Aged Over 55** Do you have any concerns about the bridge? [PROBE: cost, maintenance, traffic impacts...]
 - **Quebec City Working Seniors Aged Over 55** What would you like to see happen with it?
 - **Quebec City Working Seniors Aged Over 55** Does the federal government have a role to play when it comes to le pont de Quebec?
 - **Quebec City Working Seniors Aged Over 55** Should it be a priority for the federal government, or are other projects in Quebec City more important?
 - **Quebec City Working Seniors Aged Over 55** Should the federal government acquire le pont de Quebec?

News Consumption (25 minutes) **Major City Centres Quebec Heavy Media Consumers, Mid-sized and Major Centres Quebec**

- **Major City Centres Quebec Heavy Media Consumers** How much time do you typically spend reading, watching, or listening to the news?
 - **Major City Centres Quebec Heavy Media Consumers** Why do you choose to dedicate your time to reading, watching, or listening to the news?

- What are your primary sources for news? (TV news, radio, social media, friends/family?)
 - **Major City Centres Quebec Heavy Media Consumers** Are there any sources that are more or less reliable for news? If yes, which ones?
 - **Major City Centres Quebec Heavy Media Consumers** IF NOT MENTIONED: How many of you use social media to get news?
 - **Major City Centres Quebec Heavy Media Consumers** Which platforms do you typically use?
 - **Major City Centres Quebec Heavy Media Consumers** Are some platforms more credible or trustworthy than others when it comes to news? Why?
 - **Major City Centres Quebec Heavy Media Consumers** Which do you find more/less credible?
 - **Mid-sized and Major Centres Quebec** How would you rate your level of trust in the news sources you use?
 - **Mid-sized and Major Centres Quebec** How do you go about deciding whether a news source is trustworthy or not?

- **Mid-sized and Major Centres Quebec** How often, if at all, do you seek out local news (i.e., news about the community where you live?)
 - **Mid-sized and Major Centres Quebec** What are your primary sources for local news?
 - **Mid-sized and Major Centres Quebec** Do local news issues get too much, too little, or just about the right amount of coverage in your community? Why?

- If you were looking for news about the Government of Canada, where would you expect to get that information? Why?
 - Do you ever turn to [federal government/Government of Canada] sources for news or information? Why/why not?

ARTIFICIAL INTELLIGENCE (AI) (15 minutes) **Major City Centres Ontario Financial Sector Workers**

Now, let's move onto a different topic...

- How closely are you following developments in artificial intelligence (AI)?
- What can you tell me about AI? What is it?
 - How is it used today?
 - How is it used in the financial sector?
 - Do you use AI in your work or personal life?
- Are there benefits to using artificial intelligence?
 - What are some of the benefits of using artificial intelligence?
 - What about for society?
 - What about for your sector?
- Are there any drawbacks to using AI, either for society or for your sector?
- How should the Government of Canada respond, if at all, to new developments related to AI?

CRYPTOCURRENCY (15 minutes) Major City Centres Ontario Financial Sector Workers

I'd like to shift focus and talk about cryptocurrency.

- Are you familiar with cryptocurrency? In your own words, can you please describe cryptocurrency to me?
- Are there benefits to owning cryptocurrency?
 - IF YES: What are some of the benefits of owning cryptocurrencies?
- Do digital assets play any role in shaping your economic or financial outlook?
- What are your biggest concerns, if any, with cryptocurrencies? What are the biggest risks?
 - How concerned, if at all, are you about cryptocurrency scams?
- What should the Government of Canada be doing when it comes to cryptocurrencies?

PERFORMANCE AND PRIORITIES (15-30 minutes) Major City Centres Alberta General Population, Northern Ontario General Population, Major City Centres Prairies (AB, SK, MB) Recent and Frequent users of Government of Canada services, Nova Scotia Middle Class, Aged 30-45 with Children Combination of Single and Two-Parent Household, Major City Centres Quebec Heavy Media

Consumers, Major City Centres Prairies (SK, MB) General Population, Greater Toronto Area Public Transit Users, Northern British Columbia General Population, Mid-sized and Major Centres Quebec, Major City Centres Ontario Financial Sector Workers, Small to Mid-Sized Centres Atlantic Canada, Quebec City Working Seniors Aged Over 55

Major City Centres Prairies (SK, MB) General Population Now I'd like to shift a bit to talking about the Government of Canada more broadly...

- Major City Centres Alberta General Population, Northern Ontario General Population, Major City Centres Prairies (AB, SK, MB) Recent and Frequent users of Government of Canada services, Nova Scotia Middle Class, Aged 30-45 with Children Combination of Single and Two-Parent Household, Major City Centres Quebec Heavy Media Consumers, Major City Centres Prairies (SK, MB) General Population, Greater Toronto Area Public Transit Users, Northern British Columbia General Population, Mid-sized and Major Centres Quebec, Major City Centres Ontario Financial Sector Workers, Small to Mid-Sized Centres Atlantic Canada What does the Government of Canada do well?
- Major City Centres Alberta General Population, Northern Ontario General Population, Major City Centres Prairies (AB, SK, MB) Recent and Frequent users of Government of Canada services, Nova Scotia Middle Class, Aged 30-45 with Children Combination of Single and Two-Parent Household, Major City Centres Quebec Heavy Media Consumers, Major City Centres Prairies (SK, MB) General Population, Greater Toronto Area Public Transit Users, Northern British Columbia General Population, Mid-sized and Major Centres Quebec, Major City Centres Ontario Financial Sector Workers, Small to Mid-Sized Centres Atlantic Canada What does the Government of Canada need to improve on? [Why?]
- Major City Centres Alberta General Population, Northern Ontario General Population, Major City Centres Prairies (AB, SK, MB) Recent and Frequent users of Government of Canada services, Nova Scotia Middle Class, Aged 30-45 with Children Combination of Single and Two-Parent Household, Major City Centres Quebec Heavy Media Consumers, Major City Centres Prairies (SK, MB) General Population, Greater Toronto Area Public Transit Users, Northern British Columbia General Population, Mid-sized and Major Centres Quebec, Major City Centres Ontario Financial Sector Workers, Quebec City Working Seniors Aged Over 55 In your opinion, what are the top issues [in northern Ontario/facing seniors] that the [Government of Canada/federal government] should be prioritizing? [Why?]

- **Nova Scotia Middle Class, Aged 30-45 with Children Combination of Single and Two-Parent Household, Major City Centres Quebec Heavy Media Consumers** Has the federal government been prioritizing these issues? Why/why not?
 - **Nova Scotia Middle Class, Aged 30-45 with Children Combination of Single and Two-Parent Household, Major City Centres Quebec Heavy Media Consumers** IF NOT PRIORITIZING: What would you like to see from the [federal government/Government of Canada] on this issue?
 - **Nova Scotia Middle Class, Aged 30-45 with Children Combination of Single and Two-Parent Household, Major City Centres Quebec Heavy Media Consumers** IF PRIORITIZING: What news have you seen, read, or heard about the Government of Canada's work on managing these issues?
- **Greater Toronto Area Public Transit Users** What about when it comes to investing in public transit?
- **Mid-sized and Major Centres Quebec** How big of a priority is protecting the French language?
 - **Mid-sized and Major Centres Quebec** How do you feel about the state of the French language in your community?
 - **Mid-sized and Major Centres Quebec** What about in other communities throughout Quebec?
 - **Mid-sized and Major Centres Quebec** What about outside of Quebec?
- **Major City Centres Ontario Financial Sector Workers** IF NOT MENTIONED: What about the economy?
- **Major City Centres Ontario Financial Sector Workers** How would you describe the Canadian economy today?
- **Major City Centres Ontario Financial Sector Workers** What are your expectations for the Canadian economy over the next 12 months? Are you feeling confident/worried? Why?
- **Major City Centres Ontario Financial Sector Workers** Are you concerned about a potential recession in Canada? Why/why not?
 - **Major City Centres Ontario Financial Sector Workers** IF YES: Imagine you had to advise the Government of Canada about their response to a potential recession – what would you tell them?
- **Quebec City Working Seniors Aged Over 55** IF NOT MENTIONED: What about the cost of living?

Northern Ontario Northern Ontario General Population

- Are you aware of any work the Government of Canada has done, or is planning to do, to help northern Ontario?
- On these priorities, is the federal government generally on the right track or wrong track? Why/why not?
- What about when it comes to gun control?
 - Would you say that the Government of Canada is generally on the right track or wrong track? Why?
 - Do you remember anything specific that the federal government has done on gun control?
- What about when it comes to substance use and the overdose crisis?
 - Would you say that the Government of Canada is generally on the right track or wrong track? Why?
- Do you remember anything specific that the Government of Canada has done on gun control?

Public Transit (30 minutes) Greater Toronto Area Public Transit Users

- Who is most responsible for investing in public transit?
 - How big of a role does the Government of Canada play in funding public transit projects?
 - Can anyone remember seeing, reading, or hearing about the Government of Canada investing in any public transit projects?
 - When it comes to making investments in public transit, what are the most important objectives the Government of Canada should be trying to achieve?
 - Example: Should it be making public transit more reliable, more affordable, safer, cleaner, more energy efficient? Something else?
 - How important are investments in electrifying public transit? What impacts would electrifying public transit systems have on you?

PROMPT: Through the Zero Emission Transit Fund, the Government of Canada is investing \$2.75 billion over five years to help public transit operators plan for electrification by supporting the acquisition of zero-emissions buses, new charging stations, and facility upgrades.

- What are your reactions to hearing this information? Is this something the Government of Canada should be doing? Why/why not?

Official Languages Mid-sized and Major Centres Quebec

- What, if anything, is the Government of Canada doing to help protect and promote the French language in Quebec? What about across the country?
- Is the Government of Canada on the right track or the wrong track in terms of protecting and promoting the French language in Canada? Why?
- Is there anything the Government of Canada should be doing to support the French language in Canada?

POLL: Now, I will show you a list of priorities related to official languages. I'd like you to select which of these priorities you believe are the most important for the Government of Canada to work on. You can select up to 3; if you don't think any should be a priority, don't select any.

SHOW ON SCREEN:

- Creating a strategy to support entrepreneurs in official language minority communities.
- Ensuring every Canadian can be heard and understood by a judge in their official language of choice when before a court.
- Ensuring that the private sector provides services in the preferred official language of Canadians.
- Guaranteeing the equality of the English and French languages in Canada.
- Increasing funding for schools for Francophone communities outside of Quebec.
- Making investments to improve access to French immersion and French second-language programs across the country.

MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS

- Was there anything missing from this list?
- Is there anything the Government of Canada should be doing to support the francophone community?

Economic Outlook Major City Centres Ontario Financial Sector Workers

- When it comes to managing the economy, is the Government of Canada generally on the right or wrong track? What makes you say that?
 - For those who say they are on the wrong track, what could the federal government do to get on the right track?
- What work, if any, is the Government of Canada doing to help manage and grow the economy?
 - How important are programs, like the Government of Canada's plan for universal \$10 a day childcare, for economic growth? What are some of the potential impacts?
 - How important are investments in clean energy and clean technologies? What are some of the potential impacts?
- What major news or announcements over the past few months, if any, do you remember seeing/hearing about the Government of Canada's work on job creation?
- Does anyone know what Canada's current unemployment rate is?

CLARIFY AS NEEDED:

For the fourth consecutive month, the unemployment rate was 5% in March, just above the record low of 4.9% observed in June and July of 2022 (which is the lowest level since Statistics Canada started measuring comparable data over 40 years ago.)

- What do you think when you hear this?
 - Does this impact your impression of the Canadian economy? How so?
 - Do you expect the unemployment rate to increase in the coming months?
 - What do you think is behind the low unemployment rate?
- Does hearing this change your opinion as to whether the Government of Canada is on the right track or wrong track when it comes to the economy? How so?

Seniors Quebec City Working Seniors Aged Over 55

- What is the Government of Canada doing to address the rising cost of living?
 - Would you say that the federal government is generally on the right track or wrong track? Why?
- How much of an impact, if at all, has the cost of living had on your retirement plans?

- How important, if at all, are government programs like Old Age Security (OAS), and the Guaranteed Income Supplement (GIS) to making your lives more affordable? How familiar, if at all, are you with these programs?
- Is anyone aware of any work the Government of Canada has done with any of these programs?

OAS and GIS benefits are adjusted each year to reflect changes in the Consumer Price Index to ensure that they keep up with the cost of living. OAS and GIS benefits are reviewed in January, April, July and October.

- What are your reactions to this? Is there any information that you were unaware of before today?

Over the last few years, there have been some changes to these programs. We will review one of these now.

SHOW ON SCREEN:

As of July 2022, seniors who are 75 years old or older receive an automatic 10% increase of their Old Age Security pension.

- What is your reaction to this?
- Does this change impact you in any way? If so, how?

CARBON POLLUTION PRICING (15-20 minutes) Northern Ontario General Population, Small to Mid-Sized Centres Atlantic Canada

- What, if anything, have you [read/seen], [seen/read], or heard about carbon [pollution] pricing in Canada?
- Small to Mid-Sized Centres Atlantic Canada As far as you know, is there a price on carbon pollution in your province today? [ASK WHICH PROVINCE THEY ARE IN]
- Have you heard the term, "Climate Action Incentive payment"? [What is it?]
 - [Even if you have not heard it before/ Whether you've heard of it or not], what [do you think it means/does it mean to you]?

Northern Ontario General Population **SHARE ON SCREEN**

Northern Ontario General Population In 2016, the Government of Canada announced a plan to ensure a price on carbon pollution across the country, giving each province and territory the flexibility to either develop a system that works for their circumstances, provided it meets the federal standard, or use a standardized federal system.

Northern Ontario General Population There are two parts to carbon pricing – a fuel charge and a system for industry.

Northern Ontario General Population All proceeds collected from the federal system in a province stay in that province – using Ontario as an example - 90% of proceeds are returned directly to residents in the form of the Climate Action Incentive Payment, with a family of four receiving about \$976 each year. The other 10 per cent will be used to support small businesses and Indigenous groups.

Northern Ontario General Population The climate action incentive payment also includes a 10% supplement for residents of small and rural communities.

Small to Mid-Sized Centres Atlantic Canada In 2016, the Government of Canada announced a plan to put a price on carbon pollution across the country. There are two parts to carbon pollution pricing – a fuel charge and a separate system for industry. The one we'll be focusing on today is the fuel charge, which applies to things like oil and gas. Provinces and territories either use the federal price on pollution or propose their own systems, as long as it meets the standard set out by the federal government.

- **Small to Mid-Sized Centres Atlantic Canada** What are your reactions when you hear this information?
 - **Small to Mid-Sized Centres Atlantic Canada** Do you support putting a price on carbon pollution? Why/why not?

Small to Mid-Sized Centres Atlantic Canada **SHOW ON SCREEN:**

Newfoundland and Labrador, PEI, and Nova Scotia will use the federal system starting July 1, 2023. New Brunswick will also start using the federal fuel charge, in the coming months - but they will continue to use their own system for industry.

Small to Mid-Sized Centres Atlantic Canada Under the federal system, all proceeds collected from the price on carbon pollution in each province will stay in that province. Using Newfoundland as an

example - 90% of proceeds will be returned directly to Newfoundlanders through 'Climate Action Incentive' payments. A family of 4 will receive about \$1,312 each year, with payments going out quarterly, or every three months. The other 10 per cent will be used to support certain small businesses and Indigenous groups, as well as farmers.

- **Small to Mid-Sized Centres Atlantic Canada** Overall, does this approach of pricing pollution make sense? Why/why not?
- Does this [approach] seem fair? Does it seem affordable?
- Do you think it will have a major, minor or no impact on climate change?
 - **Small to Mid-Sized Centres Atlantic Canada** IF NO: Why would the Government of Canada be using this system?
 - **Small to Mid-Sized Centres Atlantic Canada** Do you think having a price on pollution will reduce the amount of oil and gas individuals use?
- **Small to Mid-Sized Centres Atlantic Canada** Thinking again about the Climate Action Incentive payment, how would you expect the Government of Canada to deliver this payment?
- **Small to Mid-Sized Centres Atlantic Canada** Based on what you now know, if you had to explain the price on pollution and the Climate Action Incentive payment to a friend, what would you tell them?

BUDGET 2023 (60 minutes) **Major City Centres Alberta General Population, Northern Ontario General Population**

I'd like to talk to you about the recent federal Budget...

- Has anyone heard anything about the federal Budget?
 - IF YES: PROBE IN-DEPTH:
 - What did you hear?
 - **Major City Centres Alberta General Population** Did anyone watch the Budget speech live?
 - **Major City Centres Alberta General Population** IF NO: Where did you hear about it?

- **Major City Centres Alberta General Population** What do you think the overall theme or focus of the Budget was?
- **Major City Centres Alberta General Population** Can anyone remember anything that was announced?
 - **Major City Centres Alberta General Population** IF YES: What do you remember?
- Was there anything in there you liked?
- Was there anything you didn't like?
 - **Major City Centres Alberta General Population** IF YES: What do others think about [ITEMS MENTIONED]?
- What is your overall impression of the Budget?

The priorities in Budget 2023 are to help make life more affordable for Canadians, to improve Canada's publicly funded health care systems, and to grow the clean economy.

- How important are these priorities? Why do you say so?
- On these priorities, has the Government of Canada generally been on the right track or wrong track? Why?

I'm now going to show you two lists of measures that were announced in the Budget to get your reactions. We have one list related to [affordability/healthcare] and one related to the clean economy. These are not exhaustive lists of everything in the Budget.

POLL: Here is the first list. I'd like you to select the ones that you think will have the most positive impact on [helping to make life more affordable for Canadians/ improving Canada's publicly funded healthcare systems]. You can select up to 3. If you don't think any will have a positive impact, don't select any.

Major City Centres Alberta General Population **SHOW ON SCREEN:**

- A new, one-time, **Grocery Rebate** to help lower-income Canadians who are struggling with the cost of groceries.

- Cracking down on **junk fees**, like higher telecom roaming charges, concert fees, excessive baggage fees, and unjustified shipping fees.
- Launching the new **Tax-Free First Home Savings Account** to help first-time homebuyers save up for their down payment.
- Limiting **predatory lending** practices by reducing how high lenders can set their interest rates.
- Implementing a “**right to repair**” so that when devices and appliances break, repairs are easier and spare parts are more accessible.
- Increase **automatic income tax filing** so that more Canadians will receive the benefits and credits they are entitled to.
- Lowering **credit card transaction fees for small businesses**.
- Increasing the federal portion of **student grants** by 40% to make post-secondary education more affordable.

Northern Ontario General Population **SHOW ON SCREEN:**

- Moving forward with **new funding** agreements with provinces to address shortages of doctors and nurses and to shorten wait times for emergency services and diagnostic tests.
- **Modernizing the healthcare system** through better data collection to ensure accountability and better results for Canadians, regardless of where they live.
- Expanding eligibility for **loan forgiveness** for doctors and nurses who choose to work in rural and remote communities.
- Expanding eligibility to the **Canada Dental Benefit** so that more lower-income and uninsured families have access to dental care.
- Safeguarding **access to abortion** and other sexual and reproductive services by renewing investment in the Sexual and Reproductive Health Fund.
- Addressing the **opioid crisis** by funding more harm-reduction initiatives and treatment.
- Out of all the items in this section, which do you think would be the most helpful [in making life more affordable for Canadians/for improving our publicly funded healthcare systems]? Why?
- Would any of these personally impact you?
- **Major City Centres Alberta General Population** As far as you can tell, would any of these measures have an impact on inflation? Positive or negative? Why/why not?
- Is there anything else the Government of Canada should be doing to help [make life more affordable/ the healthcare systems]?

- Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?

Here is the second list. For these measures, we'll just be going over each without doing a poll. Here are two things the Government of Canada is doing to help grow the clean economy.

SHOW ON SCREEN:

- Creating a new tax credit to support the **manufacturing of clean technologies**, including those that extract, process, or recycle the type of key critical minerals needed to make renewable energy equipment, electrical energy storage, and electric vehicles.
- Creating a new tax credit to encourage investments that build out Canada's **clean electricity grid** across the country.

Thinking about the new tax credit to support the manufacturing of clean technologies...

- What impact do you think this tax credit will have on:
 - The economy and job creation
 - The environment
- Would this personally impact you?
- Why do you think the Government of Canada prioritized this?
- Generally, can you think of any past work the Government of Canada has done to help grow the clean energy sector?
 - IF NOT MENTIONED: What about to help grow the manufacturing of electric vehicles in Canada?
- What do you think would happen if the Government of Canada didn't prioritize investments in clean technologies?
 - Do you think that it would be able to stay competitive economically?
 - How concerned are you, if at all, that Canada could fall behind other countries if it doesn't invest in clean technologies?

Thinking about the new tax credit to build up the clean electricity grid...

- What impact do you think this tax credit will have on:

- Affordability/the cost of electricity
- The economy and job creation
- The environment
- **Major City Centres Alberta General Population** Would this personally impact you?
- Why do you think the Government of Canada prioritized this?
- What do you think would happen if the Government of Canada didn't prioritize investments in the clean energy grid?
 - Is it important that Canada's electricity grid be entirely clean? Why do you say so?
- Is there anything else the Government of Canada should be doing to help grow the clean energy sector?
- Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?
- Thinking back to everything we have talked about today, what is your overall impression of Budget 2023?
 - **Major City Centres Alberta General Population** Is this a Budget designed to help the middle-class? Why/why not?
- Do you think it's realistic that all of these initiatives can be fulfilled?
- Let's assume for the moment all of these initiatives can be fulfilled. What impact do you think this would have in Canada?
- Is there anything else not covered here that you would hope is included in a future Budget?

Major City Centres Alberta General Population In this next exercise, I'm going to read out a quote from the Budget speech in the House of Commons, and then I will ask you a few questions about it.

Major City Centres Alberta General Population "First, in what is the most significant economic transformation since the Industrial Revolution, our friends and partners around the world—chief among them, the United States—are investing heavily to build clean economies and the net-zero industries of tomorrow. At the same time, Putin and the pandemic have cruelly revealed to the world's democracies the risks of economic reliance on dictatorships. As a result, our allies are moving

quickly to friendshore their economies and build their critical supply chains through democracies like our own. Together, these two great shifts represent the most significant opportunity for Canadian workers in the lifetime of anyone here today.”

- **Major City Centres Alberta General Population** What is your reaction to this quote?
- **Major City Centres Alberta General Population** What does this quote mean to you?
- **Major City Centres Alberta General Population** Do you agree or disagree with what is being said? Why?

CRTC BRANDING (25 minutes) Major City Centres Alberta General Population

We are now going to review a creative concept that may be used by the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission (CRTC).

But first:

- Does anyone know what the CRTC does?
- What does the word ‘broadcasting’ mean to you?

Here is a brief overview of the CRTC:

SHOW ON SCREEN

The CRTC is responsible for implementing Canada’s *Broadcasting Act*, which outlines the rules (or “regulations”) that broadcasters must follow. There is a new bill currently making its way through Parliament, called the *Online Streaming Act* (known as Bill C-11) and assuming this bill is passed, online streaming services will also be regulated by the *Broadcasting Act*. This means online broadcasters will have to follow certain rules (or “regulations”), as traditional broadcasters such as television or radio have done for many years.

Now let’s take a look at the concept. This could be displayed on products like brochures or signage, on websites, or on social media, such as Twitter and LinkedIn.

SHOW CONCEPT 2 (YOUR STORIES) ON SCREEN

- What do you think of these images? Can you relate to them?

- How do these images make you feel?
- What do the images mean to you?

- What do you think about the colours?
 - Would you say they are modern?
 - IF YES: Is that a good or bad thing?

Now I'd like to focus on the text. I'm going to show you the text again, along with some other wording that could be used. In other words, instead of "Your stories your way", other versions of this concept would have the same images and colours, but each with different text.

SHOW TAGLINES FOR CONCEPTS 1-4 ON SCREEN

- Your stories your way
- A modern Broadcasting Act
- More stories your way
- Our stories your way

- What does each one mean to you?

- What does each one make you think of?

- Do any of them make you want to know more about the topic?

Now I'm going to show you an overview of the CRTC's goals.

SHOW ON SCREEN

- Foster a more inclusive broadcasting system in Canada.
- Support a greater diversity of Canadian and Indigenous content.
- Ensure Canadians have access to a variety of Canadian content regardless of whether they listen to the radio, watch television, or get their content online.
- Allow Canadian content creators and artists the opportunity to tell their stories.

- And now thinking of the concept as a whole, including the wording you think works best, do you think the concept is communicating these goals? What makes you say that?

- Do you think the concept represents the CRTC well? What makes you say that?

FEDERAL GOVERNMENT SERVICES (70 minutes) Major City Centres Prairies (AB, SK, MB) Recent and Frequent users of Government of Canada services

I understand that everyone in this group has had experiences accessing Government of Canada services. Before we get into your experience, I'd like to first talk more broadly about services delivered by the Government of Canada...

- What services or types of services does the Government of Canada typically deliver?
 - GIVE EXAMPLES ONLY AS NECESSARY: Service Canada, Employment Insurance, delivering benefits and credits like the Canada Child Benefit, Indigenous Services, passports...
- Which of these services do you think are the most important for the Government of Canada to deliver? Why?
- How would you describe the Government of Canada's ability or performance on delivering these services?
 - IF NEGATIVE: What do you feel is causing these issues with service delivery?
 - IF NEGATIVE: Do you believe the Government of Canada will be able to overcome these issues? Why/why not?
- Are there any services you think the Government of Canada typically delivers very well? If yes, what are they? What impacts does this service have on you?
- PROBE FOR ALL PARTICIPANTS: Now I'd like to ask each of you what Government of Canada services you have recently accessed.
 - How many times have you interacted with Government of Canada services in the past year?
- What was the service that you recently accessed?
- Can you tell us about this recent experience accessing federal government services?
 - How did this contact happen (e.g., by phone, mail, website, in person)?
 - PROBE FOR THOSE WHO WENT IN-PERSON: What did you think of the wait times?
 - How would you describe your experience?

- PROBE ON VARIOUS SERVICE ATTRIBUTES: For example, employee knowledge, consistency of information, resolving issues in timely fashion, etc.
- Can you tell me about aspects of the experience you had that went well, or not so well?
 - Did you experience any issues? If you encountered issues, what were they? PROBE FOR NATURE OF ISSUE:
 - For example, did you experience any delays? Explain.
 - Did you ever receive conflicting information? Can you tell me about this?
 - What kind of conflicting information did you get?
 - Where did you get it from?
 - How did you handle this?
 - Any other issues?
 - Were any steps taken to resolve the issue(s)?
 - Has the issue (or issues) been resolved or is it still an active issue? Were the issues resolved to your satisfaction?
 - What impact did this experience or interaction have on you personally?
 - What impact did it have on your impression of the Government of Canada?
- Is this different from your previous experience accessing federal government services? If different, please explain how it was different.
- Do you think service delivery is a priority for the Government of Canada? Why/why not?
- Do you think the Government of Canada is doing enough to address issues related to services for Canadians? Why/why not?
- Do you have any other suggestions for how to improve Government of Canada services for Canadians, based on your experience?

PARENTS – COST OF LIVING (45 minutes) Nova Scotia (Middle Class, Aged 30-45 with Children
Combination of Single and Two-Parent Household)

- Generally, how would you describe the Government of Canada’s management of the economy?
 - Are they generally on the right track or the wrong track? Why?
- As a parent, which economic issues are you most worried about and impacted by?

- Does the Government of Canada understand the economic issues you're most worried about and impacted by? Why/why not?
 - PROMPT AS NEEDED: What about affordability and the cost of living?
- What is the Government of Canada doing to address the rising cost of living?
 - Would you say that the federal government is generally on the right track or wrong track? Why?
- What are examples of things that have become less affordable in your day-to-day life?
 - PROMPT AS NEEDED: What about when it comes to groceries or gas?
 - Have you changed any of your day-to-day habits in response to the rising cost of living?
- What have you seen, read or heard recently about work the Government of Canada is doing to help with the cost of groceries?
 - What are your reactions to what you've heard?
- What do you think is causing prices to go up?
- Is the increase in the cost of living a "made in Canada" problem or is it a global problem? How do you know?
 - What can the Government do about the rising cost of living?
- Are you aware of any Government of Canada policies, programs, services, or benefits that benefit parents?
- Who here is aware of...?
 - The Canada Child Benefit
 - The Canada Dental Benefit
 - Universal early learning and child care for \$10 a day
 - IF AWARE: What do you know about each program?

CLARIFY AS NECESSARY: The Canada Child Benefit (CCB) is a means-tested income support program for Canadian families. It is delivered as a tax-free monthly payment available to eligible Canadian families to help with the cost of raising children. The CCB is indexed to inflation.

CLARIFY AS NECESSARY: The Government of Canada is implementing the Canada Dental Benefit (CDB) to help lower dental costs for eligible families earning less than \$90,000 a year.

CLARIFY AS NECESSARY: The Government of Canada is working with the provinces and territories to offer universal early learning and child care to Canadian families for \$10 a day.

- What are your reactions to this information?
 - Was there anything you weren't previously aware of?
 - Do you have any questions when it comes to any of these programs?
- When it comes to affordability and the cost of living, how big of an impact, if any, will these programs have on you and your family?
 - Would you consider the Canada Child Benefit, the Canada Dental Benefit, and universal early learning and child care as important affordability measures for parents? Why/why not?
- What else should the Government of Canada do to help support parents?

CLIMATE LITERACY (35 minutes) Nova Scotia Middle Class, Aged 30-45 with Children Combination of Single and Two-Parent Household

Now I'd like to talk about climate change...

- Do you think individuals have any responsibility to help stop climate change?

Note to moderator: Proceed through this question quickly. It's simply an opportunity for anyone to indicate climate change is not an issue, isn't occurring, or similar (which will reflect their responses to subsequent questions).

- What are some examples of behaviours that you can take that might help stop climate change?
 - PROMPT: These can be behaviours related to our food, our transportation, the use of energy in our homes, the products we buy, how we dispose of waste, etc.
- Which actions do you find are the easiest to take? What makes them easy?
- What types of actions do you find are the most difficult to take? What makes them difficult?
 - PROMPT: Not knowing what actions to take?
 - PROMPT: Not being able to afford to take action?
 - PROMPT: Not having pro-climate options available to you?

- Over the next 6 months, do you intend to increase the number of pro-climate actions you take, decrease, or keep about the same? Why?
- If you, as an individual, had unlimited resources, what would you do to help stop climate change? Why?
- Do you think climate change is an issue that most Canadians care about?
 - About what percentage of Canadians do you think see climate change as an important issue?
- To what extent do you think other people in Canada are taking action to help stop climate change?
- Do you think you care about climate change more or less than most other Canadians, or about the same?
- Do you think that people who are like you are taking action to help stop climate change?
- Do you think that people close to you are taking action to help stop climate change?
- Do you think that people close to you expect you to take action to help stop climate change?
- If you knew that other people were taking pro-climate action, would that encourage you to do the same? Why/why not?
- Who do you think has the most responsibility to act to help stop climate change: governments, industry, NGOs, or individuals? What makes you say that?
- By a show of hands, how many of you would say that your individual actions can have a positive impact on climate change? Why/why not?
- By a show of hands, how many of you would agree that, if we all act collectively, our actions can have a positive impact on climate change? Why/why not?
- What types of actions do you think have the strongest/most positive impact on climate change?

- Which actions do you think are less/least impactful?

COMMUNITY SAFETY (25 minutes) Major City Centres Prairies (SK, MB) General Population, Greater Toronto Area Public Transit Users

I'd now like to shift our attention to community issues more broadly.

- What are the main issues affecting your community?
 - How big of an issue is crime in your community? What makes you say that?
 - Greater Toronto Area Public Transit Users What have you seen, read, or heard recently about this issue?
 - Greater Toronto Area Public Transit Users IF IDENTIFIED AS AN ISSUE: What type of crime is an issue in your community?
 - Greater Toronto Area Public Transit Users IF NOT MENTIONED: What about when it comes to crime on public transit?
 - Greater Toronto Area Public Transit Users How big of an issue is crime on public transit?
 - Greater Toronto Area Public Transit Users How has this affected you, if at all?
- Do you feel that your community is safe? Why/why not?
- As far as you can tell, has there been an increase, decrease, or no change in the level of crime in your community?
 - IF INCREASE: What have you noticed specifically?
 - What do you think is behind the increase in crime? What are some of the causes?
 - Greater Toronto Area Public Transit Users Have you changed any of your daily habits or behaviours because of this increase in crime? If yes, what have you changed?
 - What should be done, if anything, in response?
 - Is there anything you feel the federal government should do to respond to the level of crime in your community?
- Has the Government of Canada done anything over the last few years to address crime? Are they doing anything now?

PROMOTING AND PROTECTING THE FRENCH LANGUAGE (30 minutes) Quebec City Working Seniors
Aged Over 55

- How big of a priority should protecting and promoting the French language in Canada be?
- How do you feel about the state of the French language in Canada?
- What, if anything, is the Government of Canada doing to help protect and promote the French language?
 - IF NOT MENTIONED: Has anyone seen, read, or heard anything about the Government of Canada's new Action Plan for Official Languages?

The Government of Canada has announced its Action Plan for Official Languages. The Action Plan proposes over 30 measures aimed at achieving a few key objectives. First, I'm going to share with you the key objectives and a few examples of the proposed measures, and then I'll ask for your thoughts.

SHOW ON SCREEN ONE AT A TIME

Encouraging more Francophone immigration to Canada

Examples of measures:

- Creating a new French immigration policy;
- Expanding global promotion and recruitment work in French-speaking countries; and
- Investing in language training for newcomers.

Promoting lifelong learning opportunities in French

Examples of measures:

- Expanding program offerings in French minority-language schools outside of Quebec;
- Investing in French second-language programs throughout Canada; and
- Investing in Francophone child care centres across Canada.

Supporting French community organizations

Examples of measures:

- Boosting funding to Francophone community organizations;
- Providing grants to projects that strengthen attachment to the French language and Francophone culture; and

- Providing grants to Francophone artists.

Creating a centre within Heritage Canada that supports the Government of Canada in taking additional steps to support French language minority communities.

- What are your reactions to each of these objectives and measures?
- Which do you feel will have the greatest impact on promoting and protecting the French language?
- Is there anything here the Government of Canada should not be doing? Why?
- What else should the Government of Canada do to promote and protect the French language?

BAIL REFORM (30 minutes) Greater Toronto Area Public Transit Users, Small to Mid-Sized Centres Atlantic Canada, Quebec City Working Seniors Aged Over 55

- Small to Mid-Sized Centres Atlantic Canada, Quebec City Working Seniors Aged Over 55 Do you feel that your community is safe? Why/why not?
- Small to Mid-Sized Centres Atlantic Canada, Quebec City Working Seniors Aged Over 55 Do you know of anything the Government of Canada has done over the last few years to address crime? Are they doing anything now?
- HANDS UP: How many of you are familiar with the concept of bail?

CLARIFY: Bail is when a person charged with a criminal offence is released from custody while awaiting their trial. As you know, people who are awaiting trial are presumed innocent until proven guilty. An individual can be released with or without conditions that they must follow during their release. Not everyone who is charged with a crime receives bail.

- What have you seen, read, or heard recently about Canada's bail system, if anything?
- Based on what you have seen, read, or heard lately, what are your impressions of the bail system in Canada?
- Would you say the bail system in Canada is:

- Fair? Why/why not?
 - Safe? Why/why not?
- Have you seen, read, or heard anything lately about individuals re-offending once released on bail?
 - Would you say this is a major, minor, or not a problem at all in Canada?
 - As far as you can tell, why might someone re-offend while out on bail?

As you may know, under the Canadian Charter of Rights and Freedoms, accused people in Canada have the right to bail unless there is a compelling reason to keep them in custody, such as risk of flight or risk to public safety that cannot be addressed in any other way.

The Government of Canada is considering some reforms to the bail system, which would make it more difficult for people who have been previously found guilty of some types of violent crimes to get out of jail while they await trial.

- What is your reaction to this idea?
 - Do you support or oppose this idea, or are you unsure?
 - Do you have any concerns about the Government of Canada moving forward with reforms like this? Does it seem fair?
 - Do you think this would have an impact on crime in Canada? What about in your community?
- Can you think of anything else the Government of Canada could do to prevent crime?
 - PROBE: What about more mental health services? Addiction treatment? Housing?
 - Would these have an impact? Why/why not?
- Should they be a priority for the federal government?

ONLINE SAFETY (35 MINS) Major City Centres Quebec Heavy Media Consumers, Major City Centres Prairies (SK, MB) General Population, Mid-sized and Major Centres Quebec, Small to Mid-Sized Centres Atlantic Canada

Moving on to a new topic...

Seeing as we're all talking to each other online right now, we already know that everyone here uses the Internet!

- What are the positive impacts, if any, the Internet and online world has on society today?
- Are there any drawbacks? What are they?
- What does the term “online safety” mean to you?
 - Do you have any concerns about your safety online? On social media specifically?
 - What about the safety of other Canadians? For example, children, or racialized groups?
- What does the term “online harms” mean to you?
 - In your view, what sort of content online can be harmful, if any?
 - Have you ever come across content online that you would describe as harmful? How often?
- How concerned are you, if at all, about harmful content online? On social media specifically?
 - How big of a problem is this in Canada?
 - What are your top concerns?
- Should more be done to address [the type of content we’ve been talking about online/this type of content]? *Moderator’s note: Record yes/no/not sure, then follow up.*
 - IF YES: What should be done? Who or what should be responsible for addressing online harms?
 - IF NOT SURE/NO: Why do you feel that way? What are your concerns, if any?
- To the best of your knowledge, is anything currently being done to prevent or stop harmful content from being shared online? What have you heard?
 - Is this a good approach? Do you have any concerns?
- Should online platforms be held responsible for the harms [on/related to using] their services? *Moderator’s note: Record yes/no/not sure, then follow up.*
 - IF YES: What, if anything, should be done?
 - IF NOT SURE/NO: Why do you feel that way? What are your concerns?
- Are you aware of anything else currently being done to make the online world safer?

MISINFORMATION (30 minutes) Major City Centres Quebec Heavy Media Consumers

In this next section, I'm going to ask you some questions about social media use and the information you're likely to encounter online....

- Whether you use it as a news source or not, which social media websites or apps do you use? How frequently do you use them?
- How often do you come across information online that you're unsure whether it's true or false?
- Who here is familiar with the terms "misinformation" and "disinformation?" What do these terms mean? How do they differ?

CLARIFY: The difference between these two terms is that misinformation is information that is incorrect or misleading, whereas disinformation is false information deliberately spread to deceive people.

- Are you concerned about the spread of misinformation or disinformation online? What makes you say that?
- Can you share any examples of misinformation or disinformation you've seen online?
 - Where did you see this information? Do you remember where the information came from?
 - Did you take any steps to find out whether it was true or not? What steps did you take?
 - What sources of information or people would you likely turn to in order to help you make your decision?
- What do you think should happen to combat misinformation or disinformation online?
 - Do digital platforms like Facebook and Google have a responsibility to ensure the accuracy of news and information on their platforms? Why/why not?
 - What should they do, if anything?
 - Does the federal government have a role in combating misinformation and disinformation online?
 - Why/why not? What should they be doing, if anything?

COMMUNITY CHALLENGES/LOCAL INDUSTRIES (40 minutes) Northern British Columbia General Population

Now I'd like to focus on your local community...

- What important issues facing your community do you think the Government of Canada should focus on?
- What are the most important sectors and industries for your local community?
- Which sectors and industries in your region do you feel need the most help?
 - NOTE TO MODERATOR, FOR TWO OR THREE MAJOR SECTORS NAMED ASK:
 - Has the Government of Canada done anything to support these sectors?
 - What else can the federal government do to support these sectors?
- Which sectors and industries would you like to see the Government of Canada prioritize?
 - IF NOT MENTIONED: What about mining?
- Has anyone heard the phrase ‘critical minerals’ before?
 - What does it mean to mine for critical minerals?
 - What are critical minerals used for?

CLARIFY: Critical minerals are used in many clean energy technologies – like wind turbines and electric vehicle batteries. They are also used in a variety of household products – like electronics and appliances. Critical minerals include elements like lithium, graphite, nickel, cobalt, copper, and several rare earth elements.

- How important is it for the Government of Canada to prioritize critical mineral projects?
 - Are you aware of any critical mineral projects in or around your community?
- Are labour shortages an area of concern for your community? What makes you say that?
 - What about youth retention?
- Do you know of anything the Government of Canada has done recently to support these issues? What have they done?

CLIMATE CHANGE IMPACTS & ADAPTATION (40 minutes) Northern British Columbia General Population

- Would you say climate change is having a major, minor or no impact on your community?
 - IF MAJOR: What have you noticed?

- Have these changes impacted your daily life?
- In the future, do you think climate change will have a major, minor or no impact on your community?
 - IF MAJOR: What impacts are you most concerned about? PROBE FOR: More extreme weather events, impacts on housing, economy, health, etc.
- To what extent do you agree or disagree with the following: “climate change is leading to more extreme weather”? Why?
- Is your community prepared to deal with the impacts of climate change? What about your household?
 - IF YES: What have you or your community done to prepare yourselves?
- What else would you like to see your community do to prepare for the impacts of climate change?
- Is it important for the federal government to help communities prepare for the impacts of climate change?
 - Before this evening, had you heard of anything the federal government is doing?
 - What would you want them to do?

SHOW ON SCREEN

There are a number of steps the Government of Canada is taking when it comes to climate change adaptation. They include:

- Making information about climate change more widely available.
- Investing in infrastructure, including natural infrastructure, that protects Canadians from climate-related disasters.
- Developing building codes to increase the resiliency of buildings and infrastructure;
- Addressing the effects of climate change on the health of Canadians.
- Supporting regions that are particularly vulnerable to climate change, including the North and the country’s coasts.
- Working to ensure the long-term health and resilience of our ecosystems and natural environment.

- Are these the right priorities when it comes to preparing for the impacts of climate change, or should the Government of Canada be focusing on other things?
- Do any of these strike you as more important than others? Why?
- Which, if any, would you like to know more about?

CONCLUSION (5-10 minutes)

- Before we close, is there anything else you would like to say to the federal government? It can be an additional point related to anything we discussed today, or it could be something you think is important but wasn't discussed.

Guide du modérateur, version française

GUIDE DU MODÉRATEUR – DOCUMENT MAÎTRE Avril 2023

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (5-25 minutes) Population générale de grandes villes de l'Alberta, population générale du nord de l'Ontario, fréquents et récents utilisateurs de services fédéraux de grandes villes des Prairies (Alb., Sask., Man.), parents de la Nouvelle-Écosse (classe moyenne, âgés de 30 à 45 ans, ménages mono et biparentaux), fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec, population générale de grandes villes des Prairies (Sask., Man.), usagers du transport en commun de la RGT, population générale du nord de la Colombie-Britannique, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique, aînés de 55 ans ou plus résidant à Québec et occupant un emploi

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours?
 - Fréquents et récents utilisateurs de services fédéraux de grandes villes des Prairies (Alb., Sask., Man.) Qu'en est-il du récent budget fédéral?
 - Fréquents et récents utilisateurs de services fédéraux de grandes villes des Prairies (Alb., Sask., Man.), Parents de la classe moyenne de la Nouvelle-Écosse âgés de 30 à 45 ans (ménages mono et biparentaux), fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec, usagers du transport en commun de la RGT, population générale du nord de la Colombie-Britannique, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec [SI AU COURANT] Où avez-vous vu, lu ou entendu cette [nouvelle/information]?

- **Fréquents et récents utilisateurs de services fédéraux de grandes villes des Prairies (Alb., Sask., Man.), fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec, usagers du transport en commun de la RGT, population générale du nord de la Colombie-Britannique [SI AU COURANT]** Quelles sont vos réactions à ce que vous avez vu, lu ou entendu?
 - **Résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier** Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de la récente décision de la Banque du Canada concernant ses taux?
 - **Résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier** SI OUI : Quelles sont vos réactions à cette nouvelle?
 - **Résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier** Était-ce la bonne décision? Pourquoi ou pourquoi pas?
- **Population générale de grandes villes des Prairies (Sask., Man.)** Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet du récent budget fédéral?
 - **Population générale de grandes villes des Prairies (Sask., Man.)** SI OUI : SONDER DE MANIÈRE APPROFONDIE :
 - **Population générale de grandes villes des Prairies (Sask., Man.)** Qu'avez-vous entendu?
- **Population générale de grandes villes des Prairies (Sask., Man.)** Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet du nouveau remboursement unique pour l'épicerie dans le récent budget de 2023?
 - **Population générale de grandes villes des Prairies (Sask., Man.)** SI OUI : Qu'avez-vous vu, lu ou entendu?

Population générale de grandes villes des Prairies (Sask., Man.) FOURNIR DES DÉTAILS : Le nouveau remboursement unique pour l'épicerie a pour but de venir en aide aux Canadiens à faible revenu qui en ont le plus besoin.

- **Population générale de grandes villes des Prairies (Sask., Man.)** Qu'en pensez-vous?
- **Population générale de grandes villes des Prairies (Sask., Man.)** Croyez-vous qu'il sera utile pour rendre le coût de la vie plus abordable pour les Canadiens? Pourquoi?
- **Population générale de grandes villes des Prairies (Sask., Man.)** Aura-t-il un impact sur votre situation personnelle?

- **Population générale de grandes villes des Prairies (Sask., Man.)** Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit sur d'autres mesures du budget fédéral?
 - **Population générale de grandes villes des Prairies (Sask., Man.)** SI D'AUTRES MESURES SONT MENTIONNÉES, SONDER :
 - **Population générale de grandes villes des Prairies (Sask., Man.)** Qu'en pensez-vous?
 - **Population générale de grandes villes des Prairies (Sask., Man.)** Croyez-vous qu'elle contribuera à rendre le coût de la vie plus abordable pour les Canadiens? Pourquoi?
 - **Population générale de grandes villes des Prairies (Sask., Man.)** Aura-t-elle un impact sur votre situation personnelle?
 - **Population générale de grandes villes des Prairies (Sask., Man.)** SI AUCUNE AUTRE MESURE N'EST MENTIONNÉE, SONDER : Qu'en est-il de la nouvelle Prestation dentaire canadienne?
 - **Population générale de grandes villes des Prairies (Sask., Man.)** SI OUI : Qu'avez-vous vu, lu ou entendu?

Population générale de grandes villes des Prairies (Sask., Man.) FOURNIR DES DÉTAILS : Le gouvernement fédéral a élargi les critères d'admissibilité à la **Prestation dentaire canadienne** afin qu'un plus grand nombre de familles à faible revenu et sans assurance puissent avoir accès à des soins dentaires.

- **Population générale de grandes villes des Prairies (Sask., Man.)** Qu'en pensez-vous?
- **Population générale de grandes villes des Prairies (Sask., Man.)** Croyez-vous qu'elle contribuera à rendre le coût de la vie plus abordable pour les Canadiens? Pourquoi?
- **Population générale de grandes villes des Prairies (Sask., Man.)** Aura-t-elle un impact sur votre situation personnelle?
- **Résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Avez-vous entendu les nouvelles sur les récentes faillites bancaires aux États-Unis?
 - **Résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier** SI OUI : Qu'avez-vous entendu?
 - **Résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier** Comment expliquez-vous ces faillites?

- **Résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier**
Craignez-vous que cette situation se produise au Canada? Pourquoi ou pourquoi pas?
- **Aînés de 55 ans ou plus résidant à Québec et occupant un emploi** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu récemment au sujet du pont de Québec?
 - **Aînés de 55 ans ou plus résidant à Québec et occupant un emploi** Dans quelle mesure cet enjeu est-il important?
 - **Aînés de 55 ans ou plus résidant à Québec et occupant un emploi** Avez-vous de quelconques préoccupations concernant le pont? SONDER : coût, entretien, impact sur la circulation...
 - **Aînés de 55 ans ou plus résidant à Québec et occupant un emploi** Que souhaiteriez-vous voir se produire avec le pont?
 - **Aînés de 55 ans ou plus résidant à Québec et occupant un emploi** Le gouvernement fédéral a-t-il un rôle à jouer en ce qui concerne le pont de Québec?
 - **Aînés de 55 ans ou plus résidant à Québec et occupant un emploi** Devrait-il constituer une priorité pour le gouvernement fédéral, ou y a-t-il d'autres projets plus importants pour la ville de Québec?
 - **Aînés de 55 ans ou plus résidant à Québec et occupant un emploi** Le gouvernement fédéral devrait-il se porter acquéreur du pont de Québec?

CONSOMMATION DE NOUVELLES (25 minutes) **Fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec**

- **Fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec** Combien de temps passez-vous généralement à lire, à regarder ou à écouter les actualités?
 - **Fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec** Pourquoi choisissez-vous de consacrer votre temps à lire, à regarder ou à écouter les actualités?
- Quelle est votre principale source de nouvelles? (Télévision, radio, médias sociaux, amis ou famille?)
 - **Fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec** Y a-t-il certaines sources d'actualités qui sont plus fiables et d'autres qui le sont moins? Si oui, lesquelles?

- **Fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Combien d'entre vous consultent les médias sociaux pour les nouvelles?
 - **Fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec** Quelles plateformes utilisez-vous habituellement?
 - **Fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec** Certaines plateformes sont-elles plus crédibles ou dignes de confiance que d'autres en ce qui a trait aux actualités? Pourquoi?
 - **Fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec** Lesquelles trouvez-vous plus crédibles et lesquelles trouvez-vous moins crédibles?
- **Résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec** Comment évalueriez-vous votre niveau de confiance dans les sources de nouvelles que vous utilisez?
- **Résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec** Comment faites-vous pour décider si une source de nouvelles est digne de confiance ou non?
- **Résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec** À quelle fréquence recherchez-vous les nouvelles locales (c.-à-d. des nouvelles concernant la communauté dans laquelle vous vivez)?
 - **Résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec** Quelles sont vos principales sources pour les nouvelles locales?
 - **Résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec** Est-ce que les nouvelles concernant les enjeux locaux se voient accorder une couverture dans votre communauté qui est trop grande, trop petite ou à peu près adéquate? Pourquoi?
- Si vous étiez à la recherche d'actualités au sujet du gouvernement du Canada, où espéreriez-vous trouver ces informations? Pourquoi?
 - Vous arrive-t-il de vous tourner vers des sources du gouvernement fédéral pour obtenir des nouvelles ou de l'information? Pourquoi ou pourquoi pas?

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (IA) (15 minutes) **Résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier**

Passons maintenant à un autre sujet.

- Suivez-vous de près les développements dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA)?

- Que pouvez-vous me dire sur l'IA? De quoi s'agit-il?
 - Comment est-elle utilisée de nos jours?
 - Quelle est son utilisation dans le secteur financier?
 - Utilisez-vous l'IA au travail ou dans votre vie personnelle?
- Y a-t-il des avantages à utiliser l'intelligence artificielle?
 - Quels sont ces avantages?
 - Quels sont les avantages pour la société?
 - Quels sont les avantages pour votre secteur?
- Quels sont les inconvénients de l'IA, le cas échéant, pour la société ou pour votre secteur?
- Comment le gouvernement du Canada devrait-il répondre, le cas échéant, aux nouveaux développements dans le domaine de l'IA?

CRYPTOMONNAIE (15 minutes) Résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier

J'aimerais maintenant parler de la cryptomonnaie.

- Connaissez-vous la cryptomonnaie? En vos propres mots, pouvez-vous me décrire de ce qu'est la cryptomonnaie?
- Y a-t-il des avantages à posséder de la cryptomonnaie?
 - SI OUI : Quels sont ces avantages?
- Les actifs numériques jouent-ils un rôle dans les perspectives économiques ou financières?
- Quelles sont vos principales préoccupations à l'égard de la cryptomonnaie? Quels sont les plus grands risques?
 - Dans quelle mesure les arnaques liées à la cryptomonnaie vous préoccupent-elles?
- Que devrait faire le gouvernement du Canada au sujet de la cryptomonnaie?

PERFORMANCE ET PRIORITÉS (15-30 minutes) Population générale de grandes villes de l'Alberta, population générale du nord de l'Ontario, fréquents et récents utilisateurs de services fédéraux de

grandes villes des Prairies (Alb., Sask., Man.), Parents de la classe moyenne de la Nouvelle-Écosse âgés de 30 à 45 ans (ménages mono et biparentaux), fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec, population générale de grandes villes des Prairies (Sask., Man.), usagers du transport en commun de la RGT, population générale du nord de la Colombie-Britannique, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique, aînés de 55 ans ou plus résidant à Québec et occupant un emploi

Population générale de grandes villes des Prairies (Sask., Man.) Parlons maintenant du gouvernement du Canada de façon plus globale.

- Population générale de grandes villes de l'Alberta, population générale du nord de l'Ontario, fréquents et récents utilisateurs de services fédéraux de grandes villes des Prairies (Alb., Sask., Man.), Parents de la classe moyenne de la Nouvelle-Écosse âgés de 30 à 45 ans (ménages mono et biparentaux), fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec, population générale de grandes villes des Prairies (Sask., Man.), usagers du transport en commun de la RGT, population générale du nord de la Colombie-Britannique, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique Qu'est-ce que le gouvernement du Canada fait de bien?
- Population générale de grandes villes de l'Alberta, population générale du nord de l'Ontario, fréquents et récents utilisateurs de services fédéraux de grandes villes des Prairies (Alb., Sask., Man.), Parents de la classe moyenne de la Nouvelle-Écosse âgés de 30 à 45 ans (ménages mono et biparentaux), fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec, population générale de grandes villes des Prairies (Sask., Man.), usagers du transport en commun de la RGT, population générale du nord de la Colombie-Britannique, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique Sur quel plan le gouvernement du Canada doit-il s'améliorer? [Pourquoi?]
- Population générale de grandes villes de l'Alberta, population générale du nord de l'Ontario, fréquents et récents utilisateurs de services fédéraux de grandes villes des Prairies (Alb., Sask., Man.), Parents de la classe moyenne de la Nouvelle-Écosse âgés de 30 à 45 ans (ménages mono et biparentaux), fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec, population générale de grandes villes des Prairies (Sask., Man.), usagers du transport en commun de la RGT, population générale du nord de la Colombie-Britannique, résidents de grandes villes et de villes

de taille moyenne du Québec, résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier, aînés de 55 ans ou plus résidant à Québec et occupant un emploi Selon vous, quels sont les principaux enjeux [dans le nord de l'Ontario/pour les aînés] auxquels le [gouvernement du Canada/gouvernement fédéral] devrait accorder la priorité? [Pourquoi?]

- Parents de la classe moyenne de la Nouvelle-Écosse âgés de 30 à 45 ans (ménages mono et biparentaux), fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec Ces enjeux ont-ils été prioritaires pour le gouvernement fédéral? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Parents de la classe moyenne de la Nouvelle-Écosse âgés de 30 à 45 ans (ménages mono et biparentaux), fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec SI NON : Qu'aimeriez-vous voir de la part du [gouvernement fédéral/gouvernement du Canada] sur cet enjeu?
 - Parents de la classe moyenne de la Nouvelle-Écosse âgés de 30 à 45 ans (ménages mono et biparentaux), fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec SI OUI : Quelles nouvelles avez-vous déjà vues, lues ou entendues au sujet du travail effectué [dans le passé] par le gouvernement du Canada pour gérer ces enjeux?
- Usagers du transport en commun de la RGT Qu'en est-il des investissements dans le transport en commun?
- Résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec Dans quelle mesure la protection de la langue française est-elle une grande priorité?
 - Résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec Comment vous sentez-vous par rapport à l'état de la langue française dans votre communauté?
 - Résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec Qu'en est-il dans les autres communautés dans l'ensemble du Québec?
 - Résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec Qu'en est-il à l'extérieur du Québec?
- Résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de l'économie?
- Résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier Comment décririez-vous l'économie canadienne d'aujourd'hui?
- Résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier Quelles sont vos attentes pour l'économie canadienne dans les 12 prochains mois? Êtes-vous confiant ou inquiet? Pourquoi?
- Résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier Craignez-vous une récession au Canada? Pourquoi ou pourquoi pas?

- **Résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier** SI OUI : Si vous deviez conseiller le gouvernement du Canada sur la façon de réagir à une récession possible, que lui diriez-vous?
- **Aînés de 55 ans ou plus résidant à Québec et occupant un emploi** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il du coût de la vie?

Nord de l'Ontario **Population générale du nord de l'Ontario**

- Êtes-vous au courant du travail que le gouvernement du Canada a fait ou prévoit faire pour aider la région du nord de l'Ontario?
- En ce qui concerne ces priorités, diriez-vous que le gouvernement fédéral est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi?
- Qu'en est-il du contrôle des armes à feu?
 - Diriez-vous que le gouvernement fédéral est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi?
 - Vous rappelez-vous de mesures spécifiques mises en place par le gouvernement fédéral pour le contrôle des armes à feu?
- Qu'en est-il de la consommation de substances et de la crise des surdoses?
 - Diriez-vous que le gouvernement fédéral est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi?
- Vous rappelez-vous de mesures spécifiques mises en place par le gouvernement fédéral en matière de consommation de substances et de crise des surdoses?

Transport en commun (30 minutes) **Usagers du transport en commun de la RGT**

- Qui a la principale responsabilité d'investir dans le transport en commun?
 - Quel est le rôle du gouvernement du Canada dans le financement des projets de transport en commun?
 - Vous rappelez-vous avoir vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet des investissements du gouvernement du Canada dans des projets de transport en commun?
 - Lorsqu'il s'agit d'investir dans le transport en commun, quels devraient être les principaux objectifs du gouvernement du Canada?

- Par exemple : Devrait-il faire en sorte que le transport en commun soit plus fiable, plus abordable, plus sécuritaire, plus propre ou plus écoénergétique? Autre chose?
- Dans quelle mesure les investissements pour l'électrification des systèmes de transport en commun sont-ils importants? Quels seraient les impacts sur votre vie?

ÉCLAIRCISSEMENT : Grâce au Fond pour le transport en commun à zéro émission, le gouvernement du Canada investira 2,75 milliards de dollars sur cinq ans pour aider les sociétés de transport en commun à mettre en œuvre leur projet d'électrification et à faire l'achat d'autobus à zéro émission, de nouvelles bornes de recharge et à moderniser leurs installations.

- Que pensez-vous de cette information? Est-ce quelque chose que le gouvernement du Canada devrait faire? Pourquoi ou pourquoi pas?

Langues officielles Résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec

- Que fait le gouvernement du Canada, le cas échéant, pour aider à protéger et à promouvoir la langue française au Québec? Qu'en est-il dans l'ensemble du pays?
- En matière de protection et de promotion de la langue française, est-ce que le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi?
- Y a-t-il quelque chose que le gouvernement du Canada devrait faire pour soutenir la langue française au pays?

SONDAGE : Maintenant, je vais vous présenter une liste de priorités en matière de langues officielles. J'aimerais que vous choisissiez celles qui, selon vous, constituent les plus importantes priorités sur lesquelles le gouvernement du Canada doit travailler. Vous pouvez en choisir jusqu'à trois ; n'en sélectionnez pas si vous pensez qu'il n'y en a aucune qui devrait constituer une priorité.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Créer une stratégie pour soutenir les entrepreneurs au sein des communautés de langue officielle en situation minoritaire.
- S'assurer que chaque Canadien peut être entendu et compris par un juge dans la langue officielle de son choix devant un tribunal.
- S'assurer que le secteur privé offre des services dans la langue officielle de choix des Canadiens.

- Garantir l'égalité des langues française et anglaise au Canada.
- Augmenter le financement des écoles pour les communautés francophones hors Québec.
- Investir pour améliorer l'accès aux programmes d'immersion en français et de français langue seconde dans tout le pays.

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX

- Est-ce qu'il y avait quoi que ce soit qui manque dans cette liste?
- Y a-t-il quoi que ce soit que le gouvernement du Canada devrait faire pour soutenir les communautés francophones?

Perspectives économiques Résidents de grandes villes de l'Ontario travaillant dans le secteur financier

- En ce qui concerne la gestion économique, le gouvernement du Canada est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
 - Pour les personnes qui disent qu'il est sur la mauvaise voie, que pourrait faire le gouvernement fédéral pour se mettre sur la bonne voie?
- Que fait le gouvernement du Canada, le cas échéant, pour gérer et faire croître l'économie?
 - Quelle est l'importance des programmes comme le plan du gouvernement du Canada d'offrir des services universels de garde d'enfants à 10 \$ par jour pour la croissance économique? Quels sont les impacts?
 - Quelle est l'importance des investissements dans les énergies et les technologies propres? Quels sont les impacts?
- Quelles sont les principales nouvelles ou annonces que vous vous souvenez d'avoir vues ou entendues au cours des derniers mois, le cas échéant, concernant le travail du gouvernement du Canada en matière de création d'emplois?
- Est-ce que quelqu'un sait quel est le taux de chômage actuel au Canada?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Pour un quatrième mois consécutif, le taux de chômage était de 5 % en mars, juste au-dessus du creux record de 4,9 % observé en juin et juillet 2022 (le plus bas enregistré depuis que Statistique Canada a commencé à mesurer des données comparables il y a plus de 40 ans.)

- Que pensez-vous de cela?
 - Est-ce que cela influence votre impression de l'économie canadienne? De quelle manière?
 - Vous attendez-vous à une augmentation du taux de chômage dans les prochains mois?
 - À quoi attribuez-vous le faible taux de chômage?
- Cela change-t-il votre opinion à savoir si le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne l'économie? De quelle manière?

Les aînés Aînés de 55 ans ou plus résidant à Québec et occupant un emploi

- Que fait le gouvernement du Canada face à l'augmentation du coût de la vie?
 - Direz-vous que le gouvernement du Canada est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi?
- Dans quelle mesure le coût de la vie a-t-il un impact, le cas échéant, sur vos plans de retraite?
- Dans quelle mesure les programmes gouvernementaux tels que la Sécurité de la vieillesse (SV) et le Supplément de revenu garanti (SRG) sont-ils importants, le cas échéant, pour ce qui est de rendre votre vie plus abordable? Dans quelle mesure ces programmes vous sont-ils familiers?
- Êtes-vous au courant d'un quelconque travail effectué par le gouvernement du Canada en lien avec l'un ou l'autre de ces programmes?

Les prestations de la SV et du SRG sont ajustées chaque année en fonction des variations dans l'indice des prix à la consommation afin de tenir compte de l'augmentation du coût de la vie. Les prestations de la SV et du SRG sont revues en janvier, avril, juillet et octobre.

- Que pensez-vous de cela ? Y a-t-il des informations que vous ignoriez avant aujourd'hui?

Au cours des dernières années, certains changements ont été apportés à ces programmes. Nous allons maintenant en passer un en revue.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

À compter de juillet 2022, les personnes âgées de 75 ans et plus verront une augmentation automatique de 10 % de leur pension de la Sécurité de la vieillesse.

- Que pensez-vous de cela?
- Ce changement a-t-il un quelconque impact sur vous? Si oui, lequel?

TARIFICATION DE LA POLLUTION PAR LE CARBONE (15-20 minutes) Population générale du nord de l'Ontario, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique

- Qu'avez-vous [lu/vu], [vu/lu] ou entendu au sujet de la tarification de la pollution par le carbone au Canada?
- Résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique À votre connaissance, existe-t-il une tarification du carbone dans votre province? [DEMANDER DANS QUELLE PROVINCE ILS HABITENT]
- Avez-vous déjà entendu l'expression « incitatif à agir pour le climat »? [De quoi s'agit-il?]
 - [Même si vous ne l'avez jamais entendu/Que vous l'avez entendu ou non], qu'est-ce que [cela signifie selon vous/cela signifie pour vous]?

Population générale du nord de l'Ontario **PARTAGER À L'ÉCRAN**

Population générale du nord de l'Ontario En 2016, le gouvernement du Canada a annoncé un plan visant à assurer la tarification de la pollution par le carbone dans l'ensemble du pays, en donnant à chaque province et territoire la souplesse nécessaire pour soit élaborer un système qui convient à leur situation, pour autant qu'il respecte la norme fédérale, soit adopter un système fédéral normalisé.

Population générale du nord de l'Ontario La tarification du carbone comprend deux parties — une redevance sur les combustibles et un système pour les industries.

Population générale du nord de l'Ontario Tous les produits perçus dans une province dans le cadre du système fédéral demeurent dans cette province. Dans le cas de l'Ontario par exemple, 90 % des produits sont retournés directement aux résidents sous forme de paiement de l'Incitatif à agir pour le climat. Pour une famille de quatre personnes, cela représente environ 976 \$ par année. Les 10 % qu'il reste sont utilisés pour soutenir les petites entreprises et les groupes autochtones.

Population générale du nord de l'Ontario Le paiement de l'Incitatif à agir pour le climat comprend également un supplément de 10 % pour les résidents de petites communautés rurales.

Résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique En 2016, le gouvernement du Canada a annoncé un plan visant à assurer la tarification de la pollution par le carbone dans l'ensemble du pays. La tarification du carbone comprend deux parties — une redevance sur les combustibles et un système pour les industries. Aujourd'hui, nous nous concentrerons sur la redevance sur les combustibles qui s'applique entre autres au pétrole et au gaz. Les provinces et les territoires peuvent soit appliquer la tarification fédérale sur la pollution ou proposer leurs propres systèmes, pour autant qu'il respecte la norme établie par le gouvernement fédéral.

- **Résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique** Que pensez-vous de cette information?
 - **Résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique** Êtes-vous en faveur de la tarification sur la pollution par le carbone? Pourquoi ou pourquoi pas?

Résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique **AFFICHER À L'ÉCRAN :** Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse utiliseront le système fédéral à compter du 1^{er} juillet 2023. Le Nouveau-Brunswick commencera aussi à utiliser la redevance sur les combustibles du gouvernement fédéral dans les prochains mois, mais continuera d'utiliser son propre système pour l'industrie.

Résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique En vertu du système fédéral, tous les produits de la tarification de la pollution par le carbone perçus dans une province demeurent dans celle-ci. Dans le cas de Terre-Neuve-et-Labrador par exemple, 90 % des produits sont retournés directement aux résidents sous forme de paiement de l'Incitatif à agir pour le climat. Pour une famille de quatre personnes, cela représente environ 1 312 \$ par année et les paiements sont versés à chaque trimestre ou tous les trois mois. Les 10 % qu'il reste sont utilisés pour soutenir certaines petites entreprises et les groupes autochtones, ainsi que les agriculteurs.

- **Résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique** Dans l'ensemble, cette approche pour la tarification de la pollution par le carbone est-elle logique? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Cette approche vous semble-t-elle juste? Vous semble-t-elle abordable?
- Pensez-vous que cela aura un impact majeur, un impact mineur ou pas d'impact du tout sur les changements climatiques?

- **Résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique** SI NON : Pourquoi le gouvernement du Canada utiliserait-il ce système?
 - **Résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique** Croyez-vous que la tarification de la pollution par le carbone contribuera à réduire l'utilisation du pétrole et du gaz par la population?
- **Résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique** En pensant à nouveau au paiement de l'Incitatif à agir pour le climat, comment vous attendriez-vous à ce que le gouvernement du Canada verse ce paiement?
- **Résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique** Compte tenu de ce que vous savez maintenant, comment décririez-vous la tarification de la pollution par le carbone et le paiement de l'Incitatif à agir pour le climat à un ami?

BUDGET 2023 (60 minutes) **Population générale de grandes villes de l'Alberta, population générale du nord de l'Ontario**

J'aimerais vous parler du prochain budget fédéral...

- Y en a-t-il parmi vous qui ont entendu parler du budget fédéral?
 - SI OUI, SONDER EN PROFONDEUR :
 - Qu'avez-vous entendu?
 - **Population générale de grandes villes de l'Alberta** Est-ce que quelqu'un a regardé le discours du budget en direct?
 - **Population générale de grandes villes de l'Alberta** SI NON : Où en avez-vous entendu parler?
- **Population générale de grandes villes de l'Alberta** Selon vous, quel est le thème général ou l'orientation du budget?
- **Population générale de grandes villes de l'Alberta** Vous rappelez-vous de ce qui a été annoncé?
 - **Population générale de grandes villes de l'Alberta** SI OUI : De quoi vous rappelez-vous?
- Y a-t-il des éléments qui vous ont plu?
- Y a-t-il des choses qui vous ont déplu?

- **Population générale de grandes villes de l'Alberta** SI OUI : Que pensent les autres de [ÉLÉMENTS MENTIONNÉS]?

- Quelles sont vos impressions générales du budget?

Dans le budget de 2023, les priorités sont les suivantes : rendre la vie plus abordable pour les Canadiens, améliorer le système de santé public et faire croître l'économie propre.

- À quel point ces priorités sont-elles importantes? Pourquoi dites-vous cela?
- En ce qui concerne ces priorités, le gouvernement du Canada est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi?

Je vais vous présenter deux listes de mesures annoncées dans le budget pour avoir vos réactions. Nous avons une liste qui concerne [l'abordabilité/les soins de santé] et une autre qui concerne l'économie propre. Ces listes ne sont pas exhaustives et n'incluent pas tous les éléments contenus dans le budget.

SONDAGE : Voici la première liste. Je vous demande de sélectionner les priorités qui selon vous auront l'impact le plus positif sur [l'abordabilité du coût de la vie pour les Canadiens/l'amélioration du système de santé public canadien]. Vous pouvez en choisir jusqu'à trois. Si vous ne pensez qu'aucune n'aurait un impact positif, n'en sélectionnez pas.

Population générale de grandes villes de l'Alberta AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Instaurer un nouveau **remboursement unique pour l'épicerie** afin de venir en aide aux ménages à faible revenu qui en ont le plus besoin.
- Réduire les **frais indésirables**, comme une hausse des frais d'itinérance des télécommunications, les frais d'événements et de concerts, les frais de bagages excessifs et les frais d'expédition ou de fret injustifiés.
- Lancer le nouveau **Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété** pour aider les acheteurs d'une première maison à épargner pour leur mise de fonds.
- Sévir contre les **prêts à conditions abusives** en imposant une limite quant aux taux d'intérêt que les prêteurs peuvent exiger.
- Établir un **droit à la réparation des biens** pour que les appareils et électroménagers qui Brisent puissent être réparés facilement et que les pièces soient plus accessibles.

- Accroître la **production automatisée des déclarations de revenus** pour permettre à un plus grand nombre de Canadiens de recevoir les prestations et les crédits auxquels ils ont droit.
- Réduire les **frais de transaction des cartes de crédit pour les petites entreprises**.
- Augmenter la portion fédérale des **bourses d'études** de 40 % pour rendre l'éducation postsecondaire plus abordable.

Population générale du nord de l'Ontario AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Aller de l'avant avec de **nouvelles ententes de financement** avec les provinces pour s'attaquer aux pénuries de médecins et d'infirmières et réduire les temps d'attente pour les services d'urgence et les tests diagnostiques.
- **Moderniser le système de soins de santé** grâce à une collecte de données améliorée pour assurer la reddition de comptes et obtenir de meilleurs résultats pour les Canadiens, peu importe l'endroit où ils habitent.
- Élargir les critères d'admissibilité à l'**exonération du remboursement des prêts** pour les médecins et les infirmières qui choisissent de travailler dans les communautés rurales et éloignées.
- Élargir les critères d'admissibilité à la **Prestation dentaire canadienne** afin qu'un plus grand nombre de familles à faible revenu et sans assurances puissent avoir accès à des soins dentaires.
- Préserver l'**accès à l'avortement** et aux autres services de santé sexuelle et reproductive en relançant les investissements dans le Fonds pour la santé sexuelle et reproductive.
- Lutter contre la **crise des opioïdes** en finançant d'autres initiatives de réduction des méfaits et traitements.

- Parmi tous les éléments contenus dans cette section, lesquels seraient, selon vous, les plus utiles [pour faire en sorte que le coût de la vie soit plus abordable pour les Canadiens/pour améliorer le système de santé public]? Pourquoi?
- Parmi ces éléments, y en a-t-il qui vous toucheraient personnellement?
- **Population générale de grandes villes de l'Alberta** À votre connaissance, ces mesures auraient-elles un impact sur l'inflation? Serait-ce un impact positif ou négatif? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Y a-t-il autre chose que le gouvernement du Canada devrait faire pour [rendre la vie plus abordable/améliorer le système de santé]?
- Y a-t-il quelque chose dans cette section que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire?

- Voici la deuxième liste. Nous examinerons ces mesures une à la fois, sans faire de sondage. Voici deux choses que le gouvernement du Canada fait pour faire croître l'économie propre.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Créer un nouveau crédit d'impôt pour appuyer la **production de technologies propres**, notamment celles permettant d'extraire, de transformer ou de recycler les minéraux essentiels pour la fabrication d'équipement d'énergie renouvelable, le stockage d'énergie électrique et les véhicules électriques.
- Créer un nouveau crédit d'impôt pour encourager les investissements visant à renforcer le **réseau d'électricité propre** partout au pays.

En ce qui concerne le nouveau crédit d'impôt visant à appuyer la production de technologies propres...

- Selon vous, quel sera l'impact de ce crédit d'impôt sur :
 - L'économie et la création d'emplois
 - L'environnement
- Cela aurait-il un impact sur vous personnellement?
- Selon vous, pourquoi le gouvernement du Canada a-t-il priorisé cela?
- De façon générale, vous rappelez-vous d'autres mesures mises de l'avant par le gouvernement du Canada pour faire croître le secteur de l'énergie propre?
 - N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il des mesures pour faire croître le secteur de la fabrication de véhicules électriques au Canada?
- D'après vous, qu'arriverait-il si le gouvernement du Canada n'avait pas priorisé les investissements dans les technologies propres?
 - Croyez-vous que notre secteur des technologies propres pourrait demeurer compétitif sur le plan économique?
 - Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé à l'idée que le Canada se fasse distancer par d'autres pays s'il n'investit pas dans les technologies propres?

En ce qui concerne le nouveau crédit d'impôt visant à renforcer le réseau d'électricité propre...

- Selon vous, quel sera l'impact de ce nouveau crédit d'impôt sur :

- L'abordabilité/le coût de l'électricité
- L'économie et la création d'emplois
- L'environnement
- **Population générale de grandes villes de l'Alberta** Cela aurait-il un impact sur vous personnellement?
- Selon vous, pourquoi le gouvernement du Canada a-t-il priorisé cela?
- D'après vous, qu'arriverait-il si le gouvernement du Canada n'avait pas priorisé les investissements dans le secteur de l'énergie propre?
 - Est-ce important que le secteur canadien de l'électricité soit entièrement propre? Pourquoi dites-vous cela?
- Y a-t-il autre chose que le gouvernement du Canada devrait faire pour faire croître le secteur de l'énergie propre ?
- Y a-t-il quelque chose dans cette section que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire?
- En repensant à tout ce dont nous avons discuté aujourd'hui, quelle est votre impression générale du budget de 2023?
 - **Population générale de grandes villes de l'Alberta** Est-ce un budget conçu pour aider la classe moyenne? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Pensez-vous qu'il est envisageable que toutes ces initiatives soient réalisées?
- Tenons pour acquis que toutes ces initiatives sont réalisables. Selon vous, quel serait l'impact sur le Canada?
- Y a-t-il autre chose qui n'a pas été abordé ici et que vous souhaiteriez voir figurer dans un prochain budget?

Population générale de grandes villes de l'Alberta Pour le prochain exercice, je vous lirai une citation du discours du budget prononcé à la Chambre des communes puis je vous poserai quelques questions.

Population générale de grandes villes de l'Alberta « Premièrement, dans le cadre de la transformation économique la plus importante depuis la révolution industrielle, nos alliés et partenaires du monde entier, principalement les États-Unis, investissent massivement pour bâtir des économies propres et les industries carboneutres de demain. À la fois, Poutine et la pandémie ont cruellement exposé aux démocraties du monde les risques de la dépendance économique à l'égard de dictatures. Par conséquent, nos alliés prennent rapidement des mesures pour amarrer leur économie et leurs chaînes d'approvisionnement à des économies comme la nôtre. Ensemble, ces deux grandes transformations offrent aux travailleuses et aux travailleurs canadiens l'occasion la plus importante de toute une vie ».

- **Population générale de grandes villes de l'Alberta** Quelle est votre réaction à cette citation?
- **Population générale de grandes villes de l'Alberta** Que signifie-t-elle pour vous?
- **Population générale de grandes villes de l'Alberta** Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec ce qui est dit? Pourquoi?

L'IDENTITÉ DE MARQUE DU CRTC (25 minutes) Population générale de grandes villes de l'Alberta

Nous allons maintenant passer en revue un concept créatif qui pourrait être utilisé par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC).

Mais tout d'abord :

- Est-ce que quelqu'un sait ce que fait le CRTC?
- Que signifie pour vous le mot « radiodiffusion »?

Voici un aperçu du CRTC :

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le CRTC est responsable de la mise en œuvre de la *Loi sur la radiodiffusion* du Canada, qui définit les règles (ou « règlements ») que les radiodiffuseurs doivent respecter. Un nouveau projet de loi fait actuellement son chemin au Parlement, la *Loi sur la diffusion en continu en ligne* (connue sous le nom du projet de loi C-11) et, si ce projet de loi est adopté, les services de diffusion en continu en ligne seront également assujettis à la *Loi sur la radiodiffusion*. Cela signifie que les diffuseurs en ligne devront respecter certaines règles (ou « règlements »), comme le font depuis de nombreuses années les diffuseurs traditionnels tels que ceux de la télévision ou de la radio.

Regardons maintenant le concept. Il pourrait figurer sur des produits tels que des brochures ou des affiches, sur des sites Web ou sur des médias sociaux tels que Twitter et LinkedIn.

AFFICHER LE CONCEPT 2 (VOS HISTOIRES) À L'ÉCRAN

- Que pensez-vous de ces images? Vous reconnaissez-vous dans celles-ci?
 - Qu'est-ce que ces images vous font ressentir?
 - Que signifient ces images pour vous?
- Que pensez-vous des couleurs?
 - Diriez-vous qu'elles sont modernes?
 - SI OUI : Est-ce une bonne ou une mauvaise chose?

Je voudrais maintenant que l'on se concentre sur le texte. Je vais vous montrer à nouveau le texte, ainsi que d'autres formulations qui pourraient être utilisées. Autrement dit, au lieu de « Vos histoires à votre façon », d'autres versions de ce concept auraient les mêmes images et les mêmes couleurs, mais chacun assorti d'un texte différent.

AFFICHER À L'ÉCRAN LES SIGNATURES DES CONCEPTS 1 À 4

- Vos histoires à votre façon
- Une loi moderne sur la radiodiffusion
- Plus d'histoires à votre façon
- Nos histoires à votre façon

- Qu'est-ce que chacune signifie pour vous?

- À quoi chacune vous fait-elle penser?

- Est-ce que certaines d'entre elles vous incitent à vouloir en savoir plus sur le sujet?

Je vais maintenant vous présenter un aperçu des objectifs du CRTC.

PRÉSENTER À L'ÉCRAN

- Favoriser un système de radiodiffusion plus inclusif au Canada
- Soutenir une plus grande diversité de contenu canadien et autochtone

- Veiller à ce que la population canadienne ait accès à un contenu canadien varié, peu importe qu'elle écoute la radio, qu'elle regarde la télévision ou qu'elle obtienne son contenu en ligne
- Permettre aux artistes ainsi qu'aux créatrices et créateurs de contenu canadien de raconter leurs histoires
- Et maintenant, si vous considérez le concept dans son ensemble y compris, la formulation de la signature que vous estimez fonctionne le mieux, quelle qu'elle soit, pensez-vous que le concept communique ces objectifs? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Pensez-vous que le concept représente bien le CRTC? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

SERVICES GOUVERNEMENTAUX FÉDÉRAUX (70 minutes) Fréquents et récents utilisateurs de services fédéraux de grandes villes des Prairies (Alb., Sask., Man.)

Je crois comprendre que chaque personne dans ce groupe a eu une expérience récente avec l'accès aux services du gouvernement du Canada. Avant de parler de votre expérience, j'aimerais discuter plus en détail des services offerts par le gouvernement du Canada.

- Quels sont les services ou les types de services normalement offerts par le gouvernement du Canada?
 - FOURNIR DES EXEMPLES SEULEMENT SI C'EST NÉCESSAIRE : Service Canada, assurance-emploi, prestations et crédits comme l'Allocation canadienne pour enfants, Services aux Autochtones, Bureau des passeports, etc.
- Lesquels de ces services sont les plus importants à offrir par le gouvernement du Canada? Pourquoi?
- Comment décririez-vous la capacité ou la performance du gouvernement du Canada en ce qui concerne la prestation de ces services?
 - SI NÉGATIF : Qu'est-ce qui explique ces problèmes de prestation de service selon vous?
 - SI NÉGATIF : Croyez-vous que le gouvernement du Canada puisse régler ces problèmes? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Y a-t-il des services que le gouvernement du Canada assure très bien? Dans l'affirmative, quels sont-ils? Quel est l'impact de ce service pour vous?

- SONDER CHAQUE PARTICIPANT : J'aimerais savoir à quels services du gouvernement du Canada vous avez récemment accédé.
 - Combien de fois avez-vous interagi avec les services du gouvernement du Canada dans la dernière année?
- Quel était le service auquel vous avez accédé récemment?
- Pouvez-vous nous décrire votre récente expérience avec les services du gouvernement fédéral?
 - De quelle manière le contact a-t-il eu lieu (p. ex., au téléphone, par la poste, sur le site Web, en personne)?
 - DEMANDER à CEUX QUI ONT ACCÉDÉ AUX SERVICES EN PERSONNE : Qu'avez-vous pensé du temps d'attente?
 - Comment décririez-vous votre expérience?
 - DEMANDER POUR CHAQUE ATTRIBUT DE SERVICE : Connaissances des employés, cohérence des renseignements, résolution rapide des problèmes, etc.
- Pouvez-vous nous parler de cette récente expérience d'accès aux services du gouvernement fédéral?
 - Avez-vous éprouvé des difficultés? Dans l'affirmative, lesquels? DEMANDER POUR CONNAÎTRE LA NATURE DU PROBLÈME :
 - Par exemple, avez-vous subi des retards? Veuillez nous expliquer.
 - Avez-vous parfois reçu des informations contradictoires? Pouvez-vous m'en parler? Quel type d'information contradictoire avez-vous reçue?
 - D'où provenait-elle?
 - Comment avez-vous géré cela?
 - Avez-vous eu d'autres problèmes?
 - Y a-t-il des démarches qui ont été entreprises pour résoudre le problème?
 - Est-ce que le ou les problèmes ont été réglés ou sont-ils toujours actifs? Les problèmes ont-ils été réglés à votre entière satisfaction?
 - Quel impact cette expérience ou interaction a-t-elle eu sur vous personnellement?
 - De quelle manière a-t-elle influencé votre impression du gouvernement du Canada?
- Cette expérience était-elle différente de vos expériences précédentes avec les services du gouvernement fédéral? Si tel est le cas, en quoi était-elle différente?

- Croyez-vous que la prestation des services est une priorité pour le gouvernement du Canada? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Pensez-vous que le gouvernement du Canada en fait assez pour remédier aux enjeux relatifs à la prestation de services aux Canadiens? Pourquoi ou pourquoi pas?
- En fonction de votre expérience, avez-vous d'autres suggestions pour améliorer les services qu'offre le gouvernement du Canada à la population canadienne?

PARENTS — COÛT DE LA VIE (45 minutes) Parents de la classe moyenne de la Nouvelle-Écosse âgés de 30 à 45 ans (ménages mono et biparentaux)

- De manière générale, comment décririez-vous la gestion de l'économie par le gouvernement du Canada?
 - Est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ? Pourquoi ?
- En tant que parents, quels enjeux économiques vous préoccupent le plus et ont le plus d'impact sur vous?
 - Le gouvernement du Canada comprend-il les enjeux économiques qui vous préoccupent le plus et qui ont le plus d'impact sur vous? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - DEMANDER AU BESOIN : Qu'en est-il de l'accessibilité et du coût de la vie?
- Que fait le gouvernement du Canada face à l'augmentation du coût de la vie?
 - Diriez-vous que le gouvernement fédéral est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi ?
- Pouvez-vous me donner des exemples de choses qui sont devenues moins abordables dans votre vie de tous les jours?
 - DEMANDER AU BESOIN : Qu'en est-il de l'épicerie et de l'essence?
 - Avez-vous modifié certaines de vos habitudes en réaction à l'augmentation du coût de la vie?
- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu récemment au sujet du travail accompli par le gouvernement du Canada pour aider les ménages à payer la facture d'épicerie?
 - Que pensez-vous de ce que vous avez entendu?
- À votre avis, qu'est-ce qui provoque l'augmentation des prix?

- Diriez-vous que l'augmentation du coût de la vie est un enjeu uniquement canadien ou mondial? Comment le savez-vous?
 - Que peut faire le gouvernement face à l'augmentation du coût de la vie?
- Êtes-vous au courant de quelconques politiques, programmes, services, prestations ou allocations du gouvernement du Canada qui profitent aux parents?
- Qui parmi vous a entendu parler de ce qui suit :
 - L'Allocation canadienne pour enfants
 - La Prestation dentaire canadienne
 - Le système universel d'éducation préscolaire et les services de garde à 10 \$ par jour
 - SI EN A ENTENDU PARLER : Que savez-vous de chaque programme?

ÉCLAIRCIR AU BESOIN : L'Allocation canadienne pour enfants (ACE) est un programme de soutien du revenu pour les familles canadiennes, calculé en fonction des moyens financiers. Il s'agit d'un versement mensuel non imposable fait aux familles admissibles pour les aider à subvenir aux besoins de leurs enfants. L'ACE est indexée en fonction de l'inflation.

ÉCLAIRCIR AU BESOIN : Le gouvernement du Canada a créé la Prestation dentaire canadienne (PDC) pour aider à réduire les coûts des soins dentaires pour les familles admissibles dont le revenu est inférieur à 90 000 \$.

ÉCLAIRCIR AU BESOIN : Le gouvernement du Canada travaille avec les provinces et les territoires pour offrir aux familles canadiennes un système universel d'éducation préscolaire et des services de garde à 10 \$ par jour.

- Que pensez-vous de cette information?
 - Y a-t-il quelque chose dont vous n'étiez pas au courant auparavant?
 - Avez-vous des questions concernant l'un ou l'autre de ces programmes?
- Pour ce qui est de rendre le coût de la vie plus abordable, dans quelle mesure ces programmes auront-ils un impact, le cas échéant, sur vous et votre famille?
 - Diriez-vous que l'Allocation canadienne pour enfants, la Prestation dentaire canadienne, ainsi que le système universel d'éducation préscolaire et les services de garde sont des mesures importantes pour rendre la vie des parents plus abordable? Pourquoi ou pourquoi pas?

- Que devrait faire d'autre le gouvernement du Canada pour aider les parents?

CONNAISSANCES SUR LE CLIMAT (35 minutes) Parents de la classe moyenne de la Nouvelle-Écosse âgés de 30 à 45 ans (ménages mono et biparentaux)

Je voudrais maintenant parler des changements climatiques.

- Croyez-vous que chacun a son rôle à jouer pour ralentir les changements climatiques?

Note au modérateur : passer rapidement sur cette question. Il s'agit seulement d'une occasion pour les participants de dire que les changements climatiques ne sont pas un enjeu, n'existent pas, ou quelque chose de comparable (ce qui se reflétera dans leurs réponses aux questions suivantes).

- Quels sont les gestes que vous pourriez poser pour ralentir les changements climatiques?
 - DEMANDER : Ces gestes peuvent être liés à la nourriture, aux transports, à l'utilisation de l'énergie chez soi, aux produits que nous achetons, à la manière dont nous nous débarrassons de nos déchets, etc.
- Quels sont les gestes les plus faciles à poser? Pourquoi?
- Quels sont les gestes les plus difficiles à poser? Pourquoi?
 - DEMANDER : Est-ce de ne pas savoir quels gestes poser?
 - DEMANDER : Est-ce de ne pas avoir les moyens de poser ces gestes?
 - DEMANDER : Est-ce de n'avoir aucune option écoresponsable disponible?
- Au cours des six prochains mois, avez-vous l'intention de poser plus, moins ou autant de gestes écoresponsables que maintenant? Pourquoi?
- Si vous aviez, en tant que personne, une quantité illimitée de ressources, que feriez-vous pour contribuer au ralentissement des changements climatiques? Pourquoi?
- Pensez-vous que la plupart des Canadiens se préoccupent des changements climatiques?
- Selon vous, quel est le pourcentage de la population canadienne qui considère les changements climatiques comme un enjeu important?

- À quel point croyez-vous que d'autres Canadiens posent des gestes pour ralentir les changements climatiques?
- Vous préoccupez-vous plus, moins ou autant des changements climatiques que la plupart des Canadiens?
- Pensez-vous que les gens comme vous posent des gestes pour ralentir les changements climatiques?
- Pensez-vous que vos proches posent des gestes pour ralentir les changements climatiques?
- Croyez-vous que vos proches s'attendent à ce que vous posiez des gestes pour ralentir les changements climatiques?
- Si vous saviez que d'autres personnes posaient des gestes écoresponsables, seriez-vous tenté d'en faire autant? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Selon vous, à qui revient la responsabilité d'agir pour ralentir les changements climatiques : les gouvernements, l'industrie, les ONG ou la population? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- À main levée, combien d'entre vous pensent que leurs actions individuelles peuvent avoir un effet positif sur les changements climatiques? Pourquoi ou pourquoi pas?
- À main levée, combien d'entre vous sont d'accord pour dire que regroupées, nos actions peuvent avoir un effet positif sur les changements climatiques? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Quels types d'actions ont le plus d'effets positifs sur les changements climatiques?
- Quelles actions trouvez-vous les moins efficaces?

LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE (25 minutes) Population générale de grandes villes des Prairies (Sask., Man.), usagers du transport en commun de la RGT

J'aimerais maintenant discuter des enjeux communautaires de façon plus générale.

- Quels sont les principaux enjeux auxquels est confrontée votre communauté?

- Dans quelle mesure la criminalité est-elle un enjeu dans votre communauté? Pourquoi dites-vous cela?
 - **Usagers du transport en commun de la RGT** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu à ce sujet récemment?
- **Usagers du transport en commun de la RGT** SI MENTIONNÉ COMME ÉTANT UN ENJEU : Quel est le type de crime considéré comme un enjeu dans votre communauté?
- **Usagers du transport en commun de la RGT** SI NON MENTIONNÉ : Qu'en est-il de la criminalité dans le transport en commun?
 - **Usagers du transport en commun de la RGT** Dans quelle mesure la criminalité dans le transport en commun est-elle un enjeu?
 - **Usagers du transport en commun de la RGT** Comment cela vous touche-t-il, le cas échéant?
- Direz-vous que votre communauté est sécuritaire? Pourquoi ou pourquoi pas?
- D'après ce que vous savez, le taux de criminalité dans votre communauté a-t-il augmenté, diminué ou s'il est demeuré stable?
 - S'IL A AUGMENTÉ : Qu'avez-vous remarqué plus particulièrement?
 - À quoi attribuez-vous la hausse de la criminalité? Quelles sont les causes?
 - **Usagers du transport en commun de la RGT** Avez-vous modifié vos habitudes ou vos comportements en raison de la hausse de la criminalité? Si c'est le cas, qu'avez-vous modifié?
 - Que devrait-on faire en réaction à la hausse de la criminalité?
 - Y a-t-il quelque chose que le gouvernement fédéral devrait faire selon vous pour contrer la criminalité dans votre communauté?
- Le gouvernement du Canada a-t-il fait quoi que ce soit dans les dernières années pour lutter contre la criminalité? Fait-il quelque chose maintenant?

LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA LANGUE FRANÇAISE (30 minutes) Aînés de 55 ans ou plus résidant à Québec et occupant un emploi

- Dans quelle mesure la protection et la promotion de la langue française devraient-elles constituer une grande priorité?
- Comment vous sentez-vous quant à l'état de la langue française au Canada?

- Que fait le gouvernement du Canada, le cas échéant, pour aider à protéger et à promouvoir la langue française?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Est-ce que quelqu'un a vu, lu ou entendu quelque chose au sujet du Plan d'action pour les langues officielles du gouvernement du Canada?

Le gouvernement du Canada a annoncé son Plan d'action pour les langues officielles. Le Plan d'action propose plus de 30 mesures visant à atteindre quelques objectifs clés. Je vais d'abord partager avec vous les objectifs clés et vous donner quelques exemples des mesures proposées, puis je vous demanderai de me faire part de vos impressions.

AFFICHER À L'ÉCRAN UN À LA FOIS :

Stimuler plus d'immigration francophone au Canada

Exemples de mesures :

- Créer une nouvelle politique d'immigration francophone ;
- Élargir le travail de promotion et de recrutement à l'échelle mondiale dans les pays francophones ;
- Investir dans la formation linguistique aux nouveaux arrivants.

Favoriser les possibilités d'apprentissage du français tout au long de la vie

Exemples de mesures :

- Élargir l'offre de programmes dans les écoles francophones en milieu minoritaire à l'extérieur du Québec ;
- Investir dans les programmes de français langue seconde partout au Canada ;
- Investir dans des centres de la petite enfance francophones partout au Canada.

Appuyer les organismes communautaires francophones

Exemples de mesures :

- Bonifier le financement des organismes communautaires francophones ;
- Accorder des subventions pour des projets qui visent à renforcer l'attachement à la langue française et à la culture francophone ;
- Accorder des subventions aux artistes francophones.

Créer un centre au sein de Patrimoine Canada pour appuyer le gouvernement du Canada à prendre des mesures supplémentaires pour soutenir les communautés francophones en situation minoritaire.

- Quelles sont vos réactions quant à chacun de ces objectifs et de ces mesures?

- Lesquels auront, selon vous, le plus d'impact sur la promotion et la protection de la langue française?
- Parmi ces éléments, y a-t-il quelque chose que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire? Pourquoi?
- Que devrait faire d'autre le gouvernement du Canada pour promouvoir et protéger la langue française?

RÉFORME DE LIBÉRATION SOUS CAUTION (30 minutes) Usagers du transport en commun de la RGT, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique, âgés de 55 ans ou plus résidant à Québec et occupant un emploi

- Résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique, âgés de 55 ans ou plus résidant à Québec et occupant un emploi Avez-vous le sentiment que votre communauté est sécuritaire? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique, âgés de 55 ans ou plus résidant à Québec et occupant un emploi Êtes-vous au courant de quelque chose que le gouvernement du Canada a fait au cours des dernières années pour lutter contre la criminalité? Fait-il quelque chose maintenant?
- À MAIN LEVÉE : Combien d'entre vous ont une notion du concept de la libération sous caution?

CLARIFIER AU BESOIN : On parle de mise en liberté sous caution lorsqu'une personne inculpée d'une infraction criminelle est remise en liberté dans l'attente de son procès. Comme vous le savez, toutes personnes en attente de leur procès sont présumées innocentes tant qu'elles ne sont pas déclarées coupables. La remise en liberté d'une personne peut ou non être assortie de conditions auxquelles elle doit se conformer pendant toute la durée de sa liberté sous caution. Ce ne sont pas toutes les personnes inculpées d'un crime qui bénéficient d'une mise en liberté sous caution.

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu récemment au sujet du système canadien de mise en liberté, le cas échéant?
- Selon ce que vous avez vu, lu ou entendu dernièrement, quelles sont vos impressions du système canadien de mise en liberté?

- Diriez-vous que le système de libération sous caution au Canada est :
 - Juste? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Sûr? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Avez-vous vu, lu ou entendu quelque chose récemment au sujet de personnes qui récidivent après avoir été mises en liberté sous caution?
 - Diriez-vous qu'il s'agit d'un problème majeur, mineur, ou pas un problème du tout au Canada?
 - D'après vous, qu'est-ce qui pourrait entraîner la récidive d'une personne mise en liberté sous caution?

Comme vous le savez peut-être, en vertu de la *Charte canadienne des droits et libertés*, les personnes accusées ont le droit à la mise en liberté sous caution, à moins qu'il n'existe un motif valable de les maintenir en détention, tel qu'un risque de fuite ou un risque pour la sécurité du public, et qu'il n'y a pas d'autres moyens d'y remédier.

Le gouvernement du Canada envisage certaines réformes du système de libération sous caution, qui rendraient plus difficile la sortie de prison des personnes qui ont précédemment été reconnues coupables de certains types de crimes violents, dans l'attente de leur procès.

- Quelle est votre réaction à cette idée?
 - Y êtes-vous favorable, opposé ou incertain?
 - Auriez-vous des préoccupations si le gouvernement du Canada allait de l'avant avec ce type de réforme? Cela vous semble-t-il juste?
 - Pensez-vous que cela aurait un impact sur la criminalité au Canada? Et dans votre communauté?
- Pouvez-vous penser à d'autres choses que le gouvernement du Canada pourrait faire pour prévenir la criminalité?
 - DEMANDER : Devrait-il offrir plus de services en santé mentale? De services de traitement en toxicomanie? Des logements?
 - Ces initiatives auraient-elles un impact? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Devraient-elles être une priorité pour le gouvernement fédéral?

LA SÉCURITÉ EN LIGNE (35 minutes) Fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec, population générale de grandes villes des Prairies (Sask., Man.), résidents de grandes villes

et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Canada atlantique

Passons à un nouveau sujet...

Puisque nous discutons présentement en ligne, nous savons que vous utilisez tous l'Internet !

- Quels sont les impacts positifs de l'Internet et du cyberespace sur la société d'aujourd'hui?
- Y a-t-il des inconvénients? Lesquels?
- Que signifie pour vous l'expression « sécurité en ligne »?
 - Avez-vous des préoccupations quant à votre sécurité en ligne? Et sur les médias sociaux en particulier?
 - Qu'en est-il de la sécurité d'autres personnes au Canada? Par exemple, les enfants ou des groupes racisés?
- Que signifie pour vous l'expression « préjudices en ligne » ?
 - Selon vous, quel type de contenu en ligne peut être préjudiciable?
 - Vous est-il déjà arrivé de voir du contenu en ligne que vous qualifieriez de préjudiciable? À quelle fréquence?
- Dans quelle mesure le contenu préjudiciable en ligne vous préoccupe-t-il? Et sur les médias sociaux en particulier?
 - Quelle est l'ampleur du problème au Canada?
 - Quelles sont vos principales préoccupations?
- Devrait-on en faire plus pour traiter le type de contenu en ligne dont nous avons parlé? Note au modérateur : Enregistrer les réponses (oui/incertain/non), ensuite faire un suivi.
 - SI OUI : Que faudrait-il faire? Qui devrait être responsable de traiter les préjudices en ligne?
 - SI A RÉPONDU « INCERTAIN » OU « NON » : Pourquoi êtes-vous de cet avis? Quelles sont vos préoccupations?
- D'après ce que vous savez, y a-t-il quelque chose qui se fait actuellement pour empêcher ou pour mettre fin à la diffusion en ligne de contenu préjudiciable? Qu'avez-vous entendu?
 - Est-ce une bonne approche? Avez-vous des préoccupations?
- Les plateformes en ligne devraient-elles être tenues responsables des préjudices qui ont lieu sur leurs réseaux? *Note au modérateur : Enregistrer les réponses (oui/incertain/non), ensuite faire un suivi.*
 - SI OUI : Que faudrait-il faire, le cas échéant?

- SI A RÉPONDU « INCERTAIN » OU « NON » : Pourquoi êtes-vous de cet avis? Quelles sont vos préoccupations?
- Êtes-vous au courant d'autres choses qui se font actuellement pour rendre le cyberspace plus sûr?

LA MÉSINFORMATION (30 minutes) Fréquents consommateurs de médias de grandes villes du Québec

Dans la section qui suit, je vais vous poser quelques questions sur l'utilisation des médias sociaux et sur les informations que vous êtes susceptible de voir en ligne.

- Que vous les utilisiez ou non comme sources d'actualités, quels sites ou applications de médias sociaux utilisez-vous? À quelle fréquence les utilisez-vous?
- À quelle fréquence tombez-vous sur une information en ligne dont vous ne savez pas avec certitude si elle est vraie ou fausse?
- Qui parmi vous connaît les termes « mésinformation » et « désinformation »? Que signifient ces termes? Qu'est-ce qui les distingue?

CLARIFIER : La différence entre ces deux termes est que la mésinformation est une information erronée ou trompeuse, tandis que la désinformation est une fausse information délibérément diffusée dans le but de tromper les gens.

- La diffusion de la mésinformation ou de la désinformation en ligne vous préoccupe-t-elle? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Pouvez-vous nous donner des exemples de mésinformations ou de désinformations que vous avez vus en ligne?
 - Où avez-vous vu cette information? Vous souvenez-vous d'où provenait l'information?
 - Avez-vous employé des moyens pour savoir si elle était véridique ou non? Quels moyens avez-vous employés?
 - Vers quelles sources d'information ou vers quelles personnes vous tourneriez-vous pour vous aider à prendre votre décision?
- Selon vous, que devrait-on faire pour lutter contre la mésinformation ou la désinformation en ligne?
 - Les plateformes numériques comme Facebook et Google ont-elles une responsabilité de veiller à l'exactitude des nouvelles et des informations sur leurs plateformes? Pourquoi ou pourquoi pas?

- Que devraient-elles faire, le cas échéant?
- Le gouvernement fédéral a-t-il un rôle à jouer dans la lutte contre la mésinformation et la désinformation en ligne?
 - Pourquoi ou pourquoi pas? Que devrait-il faire, le cas échéant?

DÉFIS DES COMMUNAUTÉS/INDUSTRIES LOCALES (40 minutes) Population générale du nord de la Colombie-Britannique

Maintenant, je voudrais qu'on se concentre sur votre communauté locale.

- Quels sont les enjeux importants auxquels votre communauté est confrontée et sur lesquels, selon vous, le gouvernement du Canada devrait se concentrer ?
- Quels sont les plus importants secteurs d'activités et industries pour votre communauté locale?
- Quels sont les secteurs d'activités et les industries de votre région qui, selon vous, ont le plus besoin d'aide?
 - NOTE AU MODÉRATEUR : POUR DEUX OU TROIS DES SECTEURS IMPORTANTS CITÉS, DEMANDER :
 - Le gouvernement du Canada a-t-il fait quoi que ce soit pour soutenir ces secteurs?
 - Qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire de plus pour soutenir ces secteurs?
- Quels sont les secteurs et les industries auxquels vous souhaiteriez que le gouvernement du Canada accorde la priorité?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il du secteur minier?
- Avez-vous déjà entendu parler des « minéraux critiques »?
 - Que signifie extraire des minéraux critiques?
 - À quelles fins sont utilisés les minéraux critiques?

PRÉCISER : Les minéraux critiques sont utilisés pour de nombreuses technologies d'énergie propre, comme les éoliennes et les batteries de véhicules électriques. Ils servent également à fabriquer une variété de produits ménagers, comme les appareils électroniques et les électroménagers. Le lithium, le graphite, le nickel, le cobalt, le cuivre et plusieurs autres éléments de terre rares sont tous des minéraux critiques.

- Dans quelle mesure est-ce important que le gouvernement du Canada priorise les projets de minéraux critiques?
 - Avez-vous entendu parler de projets de minéraux critiques dans votre communauté ou les environs?
- Les pénuries de main-d'œuvre sont-elles un enjeu préoccupant dans votre communauté? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
 - Qu'en est-il de la rétention des jeunes?
- Êtes-vous au courant de ce que le gouvernement du Canada a fait récemment pour résoudre ces enjeux? Qu'a-t-il fait?

IMPACTS ET ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES (40 minutes) Population générale du nord de la Colombie-Britannique

- Diriez-vous que les changements climatiques ont actuellement un impact majeur, mineur ou aucun impact sur votre communauté?
 - SI IMPACT MAJEUR : Qu'avez-vous remarqué?
 - Ces changements ont-ils eu un impact sur votre quotidien?
- Dans le futur, pensez-vous que les changements climatiques auront un impact majeur, mineur ou aucun impact sur votre communauté?
 - SI IMPACT MAJEUR : Quels sont les impacts qui vous préoccupent le plus? SONDER : Impacts sur le logement, l'économie, la santé, etc.
- Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'énoncé suivant : les changements climatiques provoquent de plus en plus de phénomènes météorologiques extrêmes? Pourquoi?
- Votre communauté est-elle prête à faire face aux impacts des changements climatiques? Qu'en est-il de votre ménage?
 - SI OUI : Qu'est-ce que vous ou votre communauté avez fait pour vous préparer?
- Quoi d'autre aimeriez-vous que votre communauté fasse pour se préparer aux impacts des changements climatiques?
- Est-il important que le gouvernement fédéral aide les communautés à se préparer aux impacts des changements climatiques?

- Avez-vous entendu parler de ce que fait le gouvernement fédéral à cet égard?
 - Que voudriez-vous qu'il fasse?

AFFICHER À L'ÉCRAN

Il y a plusieurs mesures que le gouvernement du Canada prend pour s'adapter aux changements climatiques, notamment :

- Rendre l'information sur les changements climatiques plus largement accessible.
- Investir dans l'infrastructure, y compris l'infrastructure naturelle, pour protéger les Canadiens des catastrophes liées aux conditions climatiques.
- Élaborer des codes du bâtiment pour accroître la résilience des immeubles et de l'infrastructure.
- Contre les effets des changements climatiques sur la santé des Canadiens.
- Appuyer les régions qui sont particulièrement vulnérables aux changements climatiques, y compris le Nord et les régions côtières.
- Travailler pour assurer la santé à long terme et la résilience des écosystèmes et de l'environnement naturel.

- Diriez-vous que ce sont les bonnes mesures à prendre pour se préparer aux impacts des changements climatiques, ou si le gouvernement du Canada devrait concentrer ses efforts ailleurs?

- Y a-t-il des mesures qui vous semblent plus importantes que d'autres? Pourquoi?

- Au sujet de quelles mesures aimeriez-vous en apprendre davantage?

CONCLUSION (5-10 minutes)

- Avant de conclure, y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez dire au gouvernement fédéral? Il peut s'agir de précisions sur les sujets abordés aujourd'hui ou d'un sujet que vous jugez important, mais dont nous n'avons pas discuté.

Annexe C – Concepts publicitaires

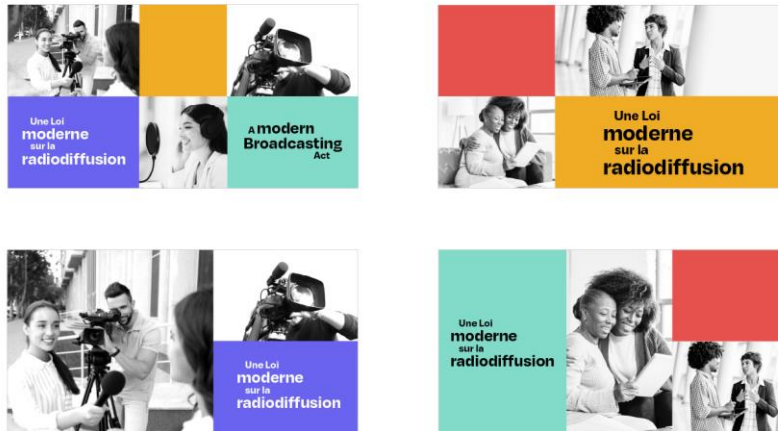
Image de marque du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (résidents de grandes villes de l'Alberta)



Les quatre images ci-dessus s'accompagnent du slogan « Nos histoires à votre façon » et, pour la première image, de la traduction anglaise « Our stories your way ». Chaque image se compose de photographies en noir et blanc et de blocs de couleur unie. L'image supérieure gauche comporte trois photos qui mettent en scène une journaliste en train de mener une entrevue, un cameraman et une animatrice radio. Les blocs de couleur sont respectivement bleu, orange et turquoise; le slogan français figure en caractères blancs sur le fond bleu, tandis que sa version anglaise figure en caractères noirs sur le fond turquoise. L'image supérieure droite comprend une photo de deux femmes souriantes assises côte à côte qui regardent une tablette, et une photo de deux personnes en train de discuter. Les blocs de couleur sont respectivement rouge et orange, et le slogan français figure en caractères noirs sur le fond orange. L'image inférieure gauche reprend les photos de la journaliste et du cameraman et comprend un seul bloc de couleur bleu d'où se détache le slogan français en caractères blancs. L'image inférieure droite reprend les photos des femmes souriantes assises côte à côte et des deux personnes en train de discuter. Les blocs de couleur sont respectivement rouge et turquoise, et le slogan français figure en caractères noirs sur le fond turquoise.



Les quatre images ci-dessus s'accompagnent du slogan « Vos histoires à votre façon » et, pour la première image, de la traduction anglaise « Your stories your way ». Chaque image se compose de photographies en noir et blanc et de blocs de couleur unie. L'image supérieure gauche comporte trois photos qui mettent en scène une journaliste en train de mener une entrevue, un cameraman et une animatrice radio. Les blocs de couleur sont respectivement bleu, orange et turquoise; le slogan français figure en caractères blancs sur le fond bleu, tandis que sa version anglaise figure en caractères noirs sur le fond turquoise. L'image supérieure droite comprend une photo de deux femmes souriantes assises côte à côte qui regardent une tablette, et une photo de deux personnes en train de discuter. Les blocs de couleur sont respectivement rouge et orange, et le slogan français figure en caractères noirs sur le fond orange. L'image inférieure gauche reprend les photos de la journaliste et du cameraman et comprend un seul bloc de couleur bleue d'où se détache le slogan français en caractères blancs. L'image inférieure droite reprend les photos des femmes souriantes assises côte à côte et des deux personnes en train de discuter. Les blocs de couleur sont respectivement rouge et turquoise, et le slogan français figure en caractères noirs sur le fond turquoise.



Les quatre images ci-dessus s'accompagnent du slogan « Une loi moderne sur la radiodiffusion » et, pour la première image, de la traduction anglaise « A modern Broadcasting Act ». Chaque image se compose de photographies en noir et blanc et de blocs de couleur unie. L'image supérieure gauche comporte trois photos qui mettent en scène une journaliste en train de mener une entrevue, un cameraman et une animatrice radio. Les blocs de couleur sont respectivement bleu, orange et turquoise; le slogan français figure en caractères blancs sur le fond bleu, tandis que sa version anglaise figure en caractères noirs sur le fond turquoise. L'image supérieure droite comprend une photo de deux femmes souriantes assises côte à côte qui regardent une tablette, et une photo de deux personnes en train de discuter. Les blocs de couleur sont respectivement rouge et orange, et le slogan français figure en caractères noirs sur le fond orange. L'image inférieure gauche reprend les photos de la journaliste et du cameraman et comprend un seul bloc de couleur bleue d'où se détache le slogan français en caractères blancs. L'image inférieure droite reprend les photos des femmes souriantes assises côte à côte et des deux personnes en train de discuter. Les blocs de couleur sont respectivement rouge et turquoise, et le slogan français figure en caractères noirs sur le fond turquoise.



Les quatre images ci-dessus s'accompagnent du slogan « Plus d'histoires à votre façon » et, pour la première image, de la traduction anglaise « More stories your way ». Chaque image se compose de photographies en noir et blanc et de blocs de couleur unie. L'image supérieure gauche comporte trois photos qui mettent en scène une journaliste en train de mener une entrevue, un cameraman et une animatrice radio. Les blocs de couleur sont respectivement bleu, orange et turquoise; le slogan français figure en caractères blancs sur le fond bleu, tandis que sa version anglaise figure en caractères noirs sur le fond turquoise. L'image supérieure droite comprend une photo de deux femmes souriantes assises côte à côte qui regardent une tablette, et une photo de deux personnes en train de discuter. Les blocs de couleur sont respectivement rouge et orange, et le slogan français figure en caractères noirs sur le fond orange. L'image inférieure gauche reprend les photos de la journaliste et du cameraman et comprend un seul bloc de couleur bleue d'où se détache le slogan français en caractères blancs. L'image inférieure droite reprend les photos des femmes souriantes assises côte à côte et des deux personnes en train de discuter. Les blocs de couleur sont respectivement rouge et turquoise, et le slogan français figure en caractères noirs sur le fond turquoise.